

# *PROSPER*

*Pour la maîtrise de leurs usages par les usagers*

**26**

ni Le Pen ni Macron,  
ni patrie ni patron

## **LA DESARGENCE ?!**

Impasses des astuces monétaires

Esquisse d'une gestion post-argentique (1)

De l'achat à l'accès (1)

Vous avez dit « important » ?

Hauts et bas de gamme



**Mai 2017**

*Depuis trois ans, **PROSPER** n'a plus fatigué les photocopieuses .  
Ce « repos » éditorial n'en a pas moins été très occupé !*

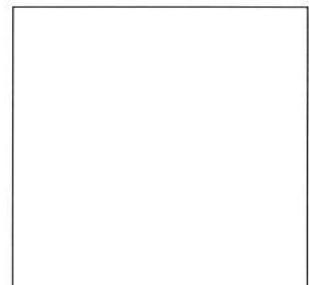
*...par des Rencontres pour une Civilisation sans argent,  
à Lyon, Clermont-Ferrand, Mâcon, Anduze, Montpellier, etc.*

*...par la composition de deux recueils destinés,  
le premier, à un « panorama » de la désargence,  
le second en l'appliquant à des sujets très précis,  
comme nous le faisons au cours des Rencontres  
et dont nous donnons deux exemples dans ce nouveau numéro.*

*...par des articles publiés sur le site desargence.org.  
...par des blogs personnels. Par de nouvelles lectures et relectures...*

*Nous n'avons pas arrêté de travailler ensemble... et séparément.*

*Le moment semble venu de reprendre la publication  
et de préparer sur un autre pied... la suite.*



# *Impasses*

## *des astuces monétaires*



Au moment où l'économie, officiellement en crise, génère toujours plus d'inégalités sociales et de souffrances partout dans le monde, fleurissent ici et là des perspectives « alternatives » dans l'usage de l'argent. Monnaies locales complémentaires, fondantes et affectées vers l'économie verte, promettent de refaire de l'argent un simple « moyen d'échanges » (l'a-t-il jamais été ?), et de remettre au centre les liens sociaux et l'harmonie avec notre environnement.

*QE for the people* entend créer l'argent directement dans les comptes bancaires des citoyens et non dans les banques privées et/ou publiques. Face à l'essor et à la domination écrasante de l'« économie spéculative » sur l'« économie réelle », et donc à l'emprise des intérêts financiers sur les questions politiques et sociales, ces mesures nous engageraient vers une démocratie et une économie aux mains et au service des citoyens.

Ce sont sensiblement les mêmes objectifs que compte offrir le projet *100% money*, avec une reprise en main par les banques centrales de la création monétaire et une obligation de couverture des dépôts par de la monnaie de base afin d'éviter toute spéculation et donc toute création de bulle financière. C'est ainsi que seraient assurés un contrôle par la puissance publique de l'économie et de ses mouvements et une redirection de la monnaie vers l'économie réelle et vers les politiques publiques, sous-entendu vers l'« intérêt général ».

Il nous semble qu'il y a dans toutes ces réflexions et ces « alternatives » un grand oublié : le rôle même de l'argent. Privilégier l'analyse économique de la monnaie, voire même du capital, sans se questionner sur ce point, c'est précisément rester dans le paradigme dominant, dans l'*orthodoxie* dont ces courants alternatifs se revendiquent pourtant les plus farouches opposants.

La finance et le néolibéralisme apparaissent aujourd'hui, pour beaucoup, comme les clés de voûte des désastres sociaux, politiques, économiques et environnementaux actuels. C'est le cas aussi pour des mouvements sociaux (*Occupy Wall Street* par exemple) et des projets alternatifs tels que ceux que nous venons de citer notamment. Ils semblent oublier que le développement du secteur financier s'inscrit dans un mouvement bien plus grand marqué d'époques où, sans néolibéralisme, les inégalités sociales et les mécanismes de domination étaient déjà bien réels.

## *Bien avant le règne du capitalisme l'usage de l'argent appuyait déjà les mécanismes de domination*

L'usage de l'argent a de tout temps appuyé les mécanismes de domination, bien avant le règne du capitalisme. Dans la société médiévale par exemple, on pourrait dire que le pouvoir dominant n'était pas véritablement celui du marché mais plutôt celui du sang et de la force. Le système féodal est en effet dominé par une classe, la noblesse, qui se reproduit, au propre comme au figuré, sur les critères du sang, et qui maintient son pouvoir sur l'espace et ses habitants par la force. Les seigneurs et les évêques disposent des pouvoirs régaliens que sont la justice, la police, l'armée... et le privilège de battre monnaie. Avec le pouvoir sur les terres, donc sur les récoltes, on a là réunis la force et l'accès aux ressources vitales, directement par les récoltes, indirectement par l'argent. Accompagnant voire surmontant le tout, le pouvoir religieux impose au peuple quoi penser et à partir de quels codes moraux se comporter. Plutôt que d'essentialiser, comme on dit couramment aujourd'hui, l'usage de l'argent sous le terme générique d'« argent », à l'instar de Georges Simmel[1], nous proposons de distinguer les usages qui en sont faits et qui le rendent nécessaire.

Il est rendu nécessaire pour accéder aux biens, et donc pour vivre ou survivre, même s'il est encore concurrencé ici par la relative autonomie de ceux qui disposent en propre des moyens de produire des biens et services (paysans, artisans, médecins) et par les solidarités populaires locales. Il est rendu nécessaire pour assurer le pouvoir par la force, en levant des armées, une police, et rétribuer leurs membres. Et ici déjà le pouvoir de l'argent se retourne contre ceux qui « l'ont ». Le pouvoir « politique », qui a effectivement et exclusivement la capacité de battre monnaie, se trouve tout de même dépendant de l'argent, d'autant plus à l'heure des échanges avec les territoires adjacents qui assurent la place et la puissance du royaume. Une classe particulière, la bourgeoisie, se développera sur ce secteur du commerce et de la finance. Et comme l'ont montré nombre de chercheurs, économistes en tête, l'argent génère la recherche de liquidités. Cette même bourgeoisie, détentrice de l'argent dont dépend le pouvoir politique, évoluera en faisant pression sur celui-ci pour infléchir les règles sociales vers le développement de ses intérêts.

Au fil du temps, au moins deux stratégies pourront être adoptées. L'alliance de la bourgeoisie avec l'aristocratie, pour des mesures favorisant leurs intérêts respectifs, économiques pour l'une, politiques pour l'autre, constitue une première option. C'est ainsi que l'Angleterre du 17ème siècle voit advenir l'extension du marché et l'accroissement de l'obligation de s'y soumettre[2]. L'alliance de la bourgeoisie avec le peuple (le tiers-état), comme dans le cas français, représente une seconde option, l'objectif pour la bourgeoisie étant ici de remplacer directement la noblesse dans la direction des affaires politiques de manière à imposer son propre agenda. Dans tous les cas, la marche est engagée et le capitalisme dans sa première phase va pouvoir s'imposer sur ces conditions favorables, un capitalisme où, notons-le, les profits sont opérés principalement dans le cadre de l'économie dite « réelle ».

Se développe alors l'économie capitaliste, désormais capitaliste, soulignons-le à nouveau, car c'est bien le capital, donc sa valorisation et auto-valorisation, qui constitue le fondement politico-économique de cette nouvelle société, qui en fournit les bases systémiques Mais en même temps qu'elle se développe, un ensemble de facteurs, débouchant sur des revendications sociales et des mouvements populaires puissants, va mettre l'État dans une position délicate[3]. Il est chargé par construction du maintien de l'ordre social existant, par là garant

de la continuité d'un système économique capitaliste, dont il est également dépendant (la santé économique et politique constitue en ce sens une seule et même chose). Mais dans le même temps, il va être censé, à travers l'État social, ou État providence, traduire et assurer les intérêts des citoyens, et donc, notamment, garantir leurs bonnes conditions de vie, et résoudre, notamment, le problème des inégalités.

La réduction de ces inégalités peut servir les logiques économiques, quand elle permet d'insérer les populations les plus paupérisées dans le travail, en tant que main d'œuvre nécessaire au développement industriel par exemple, et dans la consommation, par l'élévation de leur pouvoir d'achat afin d'assurer l'absorption de la production marchande et son accroissement. Mais elle peut également desservir ces logiques économiques quand, naissant de politiques sociales qui visent à compenser la difficulté du secteur économique à assurer une certaine répartition des richesses, par l'emploi notamment, elles limitent les possibilités de captation des richesses par ceux que l'on appelle plus tellement les bourgeois mais, désormais, les *capitalistes*.

Dès lors, et fort logiquement, ceux-ci, toujours dans leur logique de poursuite de leurs intérêts propres, vont continuer à la fois à travailler soit avec, soit en contrainte vis-à-vis de la sphère politique, de manière à dégager une marge de manœuvre plus importante des intérêts économique vis-à-vis des questions sociales.

C'est ainsi que, alors que l'abandon progressif de l'étalement or, en 1946 puis en 1971 (officieusement) ou 1976 (officiellement), avait entamé le processus, la financiarisation de l'économie va permettre une reproduction du capital dégagée ou presque de toute contrainte « matérielle » et de possibilités de régulation politique. La sphère « sociale » va alors être encore un peu plus déconnectée de la sphère « économique » ou financière, ses intérêts plus soumis encore aux intérêts économiques, la population plus dépossédée encore du pouvoir de déterminer les règles du jeu sociales et politiques.

Mais ce qu'on voit bien ici, c'est que la dynamique de l'argent, qui s'auto-génère et s'auto-renforce à mesure, est liée à une recherche des intérêts propres de ceux qui le détiennent le plus. Leurs intérêts semblent parfois pouvoir coïncider avec ce qu'on nomme l'« intérêt général » ou le « bien commun », mais cette convergence reste largement illusoire et n'empêche pas le processus de domination *par l'argent* de poursuivre son cours.

Ceci compris, le recours à une autre forme d'argent, une autre forme de monnaie, ou une autre distribution de la richesse nous semble parfaitement vain.

Se passer d'argent, en même temps que de toute forme de rapports marchands, refuser le recours à une quantification et une justification de ce que l'on fait pour l'accès aux ressources et aux fruits des activités de nos co-sociétaires<sup>[4]</sup>, semble en revanche ouvrir des perspectives qui resteront à jamais inaccessibles aux astuces monétaires.

*Abab*

#### Pour citer cet article

<http://abab.over-blog.com/2016/12/impasses-des-astuces-monetaires.html>

[1] Georg Simmel, *La philosophie de l'argent*, Paris, PUF, coll. "Sociologies", 1988.

[2] On pense notamment aux *enclosures*. A ce sujet, voir Ellen Meiksins Wood, *L'origine du capitalisme : une étude approfondie*, Montréal, Lux, 2009, 313 p.

[3] Ce phénomène est particulièrement prégnant en France notamment, d'autant plus à la fin de la seconde guerre mondiale qui verra le Conseil National de la Résistance peser de tout son poids sur la réorganisation du système politique et social français.

[4] Le terme « sociétaire » nous semble pertinent car il nous permet de nous envisager, nous et nos semblables, comme les membres et participants d'une même entité sociale, d'une même société.

# *Esquisse d'une gestion post-argentique*

*Soit un article quelconque offert à l'achat. Nous n'y avons accès qu'à condition d'avoir l'argent.*

*L'argent passe donc pour premier.*

*Mais à chaque étape d'une production, d'une recherche, qu'est-ce qui importe ?*

*Des compétences, des matériaux, de l'énergie, des locaux...*

*Si l'argent permet de les acheter, c'est parce qu'ils sont disponibles ?*

*Il vient donc en second...?*

*Et s'il n'intervenait plus ? Si, au lieu de lutter pour en avoir et soigner ses dégâts sociaux et écologiques, on décidait que son usage est devenu inutile ?*

*L'informatique permet aujourd'hui de savoir en temps réel l'état des ressources : ce qu'il y a, où, en quelles quantités. Elle permet de suivre et d'anticiper les conséquences et interactions de leur usage. Elle offre le moyen de fonder l'économie directement sur ces ressources et non plus sur les profits qu'il faut en faire.*

*D'autres ont eu bien avant nous l'idée d'abolir l'usage de l'argent. Mais ils ne disposaient pas encore de l'outil informatique, aujourd'hui utilisé pour maximiser les profits monétaires et le contrôle social. Un sociotope sans argent en fera un usage tout autre, en raison directe des deux conséquences de l'abolition de l'argent : l'abolition des profits monétaires et celle du salariat.*

*C'est donc par elles que nous commencerons.*

## ***L'abolition des profits monétaires***

Les particuliers, les entreprises, l'Etat, quels que soient leurs activités et projets, sont soumis à l'obligation d'avoir une somme suffisante d'argent pour les mener à bien. Le caractère exceptionnel des expériences où il n'entre pas en jeu confirme la règle. La dématérialisation de l'argent fait désormais de simples chiffres l'instrument de sa création. La création monétaire, par construction, met la dette et les profits monétaires au cœur du dispositif économique. Inscrite à votre débit, le

banquier verse aussitôt à son crédit la dette que vous contractez envers lui.<sup>1</sup>

La bonne santé des entreprises, les pompes et les œuvres de l'Etat, la protection sociale, les acquis sociaux, dépendent de leur croissance (dette et profits monétaires confondus), et celle-ci du marché. Il leur est maintes fois arrivé

---

<sup>1</sup> Le grand public a encore du mal à le croire.

Le procédé s'explique : comptant sur les profits que vous ferez, qui vous permettront de le rembourser, assortis d'intérêts, le banquier peut prêter à d'autres.

de se bloquer. Crise classique. La surproduction faisait chuter les prix. Elle jetait les ouvriers à la rue. Les magasins restaient pleins et les ventres vides. La crise moderne se résout au jour le jour en faisant des profits « hors sol ». Les profits tirés de l'économie réelle sont largement dépassés par ceux de la spéculation<sup>2</sup>, responsables de « bulles » dont l'explosion est tragique. Le caractère spéculatif prédominant de l'économie moderne touche les instruments de production eux-mêmes, qui passent de mains en mains après leur avoir appliqué des restructurations (vente d'actifs et « plans sociaux ») pour être plus concurrentielles.

Les derniers arrivés aux manettes de l'Etat le reconnaissent : on a tout essayé. Mais ils continuent, dans la logique de ce qui a échoué, celle d'une indispensable et suffisante croissance (des profits monétaires, la chose est rarement précisée) sans laquelle on ne peut redistribuer de dividendes corrects aux actionnaires, attirer les investisseurs, rendre les entreprises plus performantes avec moins de salariés, lever des taxes et impôts à une hauteur suffisante pour abonder les services de l'Etat, chargé en dernier ressort d'éponger les dégâts et de socialiser les pertes.

### *Relocalisation générale et réaffectation des ressources*

Le simple énoncé d'une possible abolition de l'usage de l'argent déclenche des fantasmes de chaos épouvantable. Supprimer tous les emplois qui ont pour unique objet de faire de l'argent, rien qu'en France, se traduirait par vingt millions de chômeurs de plus ! Le salariat n'étant plus obligatoire, qui ramassera les poubelles ? La production de biens et services réels, aujourd'hui ralentie par les obligations comptables, va tourner à plein régime ! Elle surconsommera ! Vous aurez - trop tard ! - la preuve que les profits monétaires ne détruisent pas la planète ! C'est la concurrence économique, tout au contraire, qui la protège ! Les besoins sont par nature illimités. L'argent y met bon ordre. Si vous le supprimez, ceux qui sont en bas de l'échelle des revenus, qui sont les plus nombreux, vont tous vouloir leur piscine privée. Ils vont se ruer pour rafler tout ce qu'il y a, en commençant par les Mercedes. Famine

<sup>2</sup> En 2007 : 44 800 milliards d'euros contre 2 024 800 (sources : BRI et FMI)

garantie, troc, files d'attente à la soviétique devant des magasins dont l'offre aura été réduite aux produits essentiels. Marché noir. Maffia, loi du plus fort à tous les étages, western permanent. Le quadrillage policier n'aura plus de limites. Pour trouver à manger, il faudra s'engager à l'armée, qu'on emploiera en provoquant un conflit mondial...<sup>3</sup>

Cet argumentaire catastrophiste prouve simplement qu'il est impossible de résoudre le problème avec les outils qui l'ont engendré. Il néglige la montée en puissance de faits positifs, qui pourraient être bien plus répandus si ceux qui les portent ne devaient aujourd'hui ruser avec les contraintes imposées par l'usage de l'argent, comme on le voit dans la multiplication marchés où on apporte et prend sans payer, des villes énergétiquement autosuffisantes, la façon dont la location se substitue de plus en plus souvent à la propriété, la mutualisation des outils, la croissance du nombre d'associations 1901, les essais qui sont faits pour davantage de participation dans le cadre de la commune ou des lieux de travail. Dans un sociotope sans argent, tout ce que coiffe aujourd'hui le terme d'alternative<sup>4</sup> jouera un rôle moteur et non plus marginal<sup>5</sup>. Les cidevant travailleurs seront en mesure d'interroger l'usage concret qu'ils ont de tels ou tels dispositifs et, tout particulièrement, de leurs usage comme signes de distinction. Ils seront en mesure de résoudre en priorité les contraintes de base. La décroissance matérielle ne sera plus présentée comme le but. Elle sera donnée par surcroît.

La réadaptation constante de l'instrument de production aux contraintes du marché a des effets brutaux. Elle s'avère souvent impossible en raison du coût de nouveaux investissements, ouvrant ainsi la porte aux produits étrangers. L'abolition de l'argent lève cette impossibilité. Elle seule peut permettre une *relocalisation* des activités. Celle dont rêvent les indépendantistes de tous bords n'aboutira jamais aussi longtemps que les capacités locales seront sélectionnées à

<sup>3</sup> On nous a aussi objecté, avec véhémence, l'injustice que ce serait, pour ceux qui n'ont aucune dette, de voir ceux qui les ont accumulées tout à coup dispensés de les acquitter...

<sup>4</sup> Un florilège de ces alternatives est offert par *Demain*, film sorti en salles fin 2015.

<sup>5</sup> Et conservatoire de fait.

des fins concurrentielles sur un marché *extérieur*. Dans un sociotope sans argent, le moindre-prix, la concurrence, n'empêcheront plus les peuples de se nourrir eux-mêmes. Quel intérêt y aura-t-il à faire parcourir des milliers de kilomètres à des produits fabriqués en A, emballés en B, dans des cartons ou paquets imprimés en C ?<sup>6</sup>

Le lendemain même de l'abolition de l'argent les raisons d'importer et d'exporter pourront être reconsidérées sous un tout autre angle que celui des profits monétaires : elles le seront sous celui de l'usage qu'on en a. Les appareils productifs les plus adaptés à faire des profits monétaires se reconvertisront pour faire des profits sociaux et écologiques. Les pays forcés d'exporter les richesses de leur sous-sol et de s'adonner à la monoculture retrouveront le droit d'usage de leurs ressources. Les pays importateurs devront négocier avec eux sur un tout autre pied que celui de la violence marchande. Ils devront eux aussi reconquérir une indépendance qu'ils ne savaient pas avoir perdue et mobiliseront des ressources locales qu'ils avaient oubliées. Le remue-ménages touchera l'ensemble de la planète et donnera au vocable de « mondialisation » une connotation autrement positive.

Les ressources sont et seront toujours inégalement réparties. Mais les appels à compléments auront lieu non plus en appelant à la solidarité, valeur morale par excellence, qui a fini par créer une économie d'assistance parallèle. L'abolition de l'argent solidarise *matériellement* les usagers. Dans un sociotope sans argent, les usagers ne sont plus séparés les uns des autres par l'inégalité de leurs revenus. Ils ne sont plus obligés de prendre dans la poche des autres. Les complémentations auront lieu sur la base des ressources disponibles, objectivées par l'informatisation des données qui permet aujourd'hui de savoir, du plus proche au plus lointain, de quelles ressources on dispose, où et en quels volumes, et à quelle cadence il est possible de les renouveler.

Les guerres, les ravages naturels, le Blocus Continental, le dumping économique, le fait

qu'une technique est devenue obsolète, sa condamnation pour des motifs de salubrité publique ou religieuse, ont de tout temps donné lieu à des reconversions de l'appareil productif. Dans l'urgence, nombre de reconversions et de substitutions, qui auraient pu avoir sur le long terme des effets bien plus favorables à l'environnement social et écologique, ont été abandonnées. Les aliments et matériaux de substitution se sont imposés du fait qu'ils étaient la source de nouveaux profits, plus rapides et supérieurs.

L'appât du gain motive la créativité autant qu'il la limite. Son abolition déterminera des recherches dans de tout autres domaines que ceux dédiés à la croissance des profits monétaires, et s'il faut arrêter une production, un service, ce sera pour de tout autres raisons que celles qu'impose l'usage de l'argent.

La conséquence la plus spectaculaire de l'abolition de l'usage de l'argent sera l'arrêt total des activités consécutives à la machinerie argentique (banques, assurances, bilans, fisc, Bourse) et de toutes celles qui n'ont d'autre but que de faire des profits monétaires en produisant des objets, appareils, services destinés à compenser, distraire, distinguer, sans se soucier de leurs retombées négatives (surconsommation des ressources, inégalités symboliques, pollutions). On y verra plus clair dans les activités dédiées en priorité à défendre les priviléges des riches (armée, police, justice, classe politique, éducation). Ceux qui occupaient les activités devenues inutiles en trouveront ou inventeront d'autres dans lesquelles investir leur potentiel de ressources personnelles jusque-là sous-employées ou injuriées par les conditions de travail.

Qu'il s'agisse de produire, de servir, de recherche, de convivialité, ils n'en seront plus empêchés ou limités par le manque d'argent. Si, malgré la chute des dépenses consécutive à l'extinction des produits et services inutiles, leur renouvellement risque de ne pas suivre, ils en seront prévenus par les banques de données au moment même de concevoir leurs projets. Le souci des ressources naturelles, techniques, les motifs matériels et culturels qui induisent à prolonger *l'expérience* des usages existants, les modifier ou en inventer d'autres, passeront au premier plan.

---

<sup>6</sup> EDF estime à 15% le pourcentage de perte dans le transport de l'énergie, du fait de la distance des sources.

## *l'abolition du salariat*

Abolir l'argent abolit le salariat. Cette abolition, Marx, l'a fermement opposée, jusqu'à la fin de sa vie, au militantisme syndical<sup>7</sup>, qui ne change la condition ouvrière qu'à la marge et laisse la part belle à l'exploitation patronale. Tenant compte de la productivité croissante, et sans écarter l'usage de l'argent, il n'en avait pas moins prévu qu'une fois l'appropriation des moyens de production acquise, « la distribution des moyens de paiement devrait correspondre au volume des richesses socialement produites et non au volume du travail fourni ».<sup>8</sup> Il ne se serait plus agi de salaires (dus à un patron) mais de revenus (octroyés par la puissance prolétarienne organisatrice de la production). Seraient-ils égaux ou non, il ne l'a pas dit, mais leur inégalité aurait reconduit les classes sociales du régime précédent<sup>9</sup>.

L'abolition de l'argent élève au niveau d'un droit opposable, celui, pour chacun, de s'investir dans les activités de son choix. Elle implique que les usagers peuvent désormais s'investir dans toutes les activités qui les attirent ou dont ils sont curieux de faire *l'expérience*. Elle substitue le concept d'*investissement*, personnel ou collectif, à ceux d'emploi et de travail. Ils peuvent s'investir dans les activités déjà existantes, « papillonner » de l'une à l'autre<sup>10</sup> ou en créer de nouvelles. Mais aucune entreprise ne pourra les retenir si elle reproduit, même de loin, les conditions d'exploitation du salariat. Ils exercent donc sur les conditions de leur participation et la nature des *expériences* poursuivies une pression autrement forte que celle qu'ils tiennent actuellement du droit de grève. Cette pression même soutiendra la façon

de considérer toute entreprise comme une *expérience* et la logistique informatique créée tout exprès pour l'accompagner en tant qu'*expérience*.

### *La définition des objectifs*

La capacité de s'investir dans les activités de son choix interviendra dans la façon même de définir les objectifs poursuivis, à titre personnel ou collectif, dans les conditions concrètes de l'exécution sur le terrain et dans leur suivi. Un rapide examen de ces trois points nous a semblé nécessaire pour bien comprendre l'esprit nouveau instauré par l'abolition de l'argent et l'usage que nous attendons des banques de données.

Dans un sociotope sans argent, l'intérêt des activités dans lesquelles les usagers décident de s'investir dépend exclusivement de la valeur d'usage qu'ils reconnaissent aux produits et services auxquels ils avoir *inconditionnellement accès*.<sup>11</sup> Leur appréciation (en dehors de toute valeur monétaire) dépend de la culture locale, de la sensibilité de chacun, de la façon dont le produit ou service entre en phase avec les autres produits et services. *L'expérience* (« la raison appliquée à l'usage ») qu'on en fera sera décisive.

Les usages qui résistaient à la marchandisation (re)feront surface. Ce qu'ils impliquaient, qui échappait souvent à leurs usagers mêmes, dont ils avaient honte (comme de petites ruses ou d'un patois), qui marquaient leur résistance à l'égard des usages établis, sera reconstruit dans un tout autre esprit. Fin de la symbolique monétaire (usages de riches, usages de pauvres). Fin de la temporalité particulière que le retour sur investissement impose (les riches d'abord). Les soucis énergétiques et environnementaux seront pris en compte dès la conception du produit ou du service avec un tout autre sérieux que dans un sociotope argentique où, même en partageant

<sup>7</sup> V. Claude Berger: *Marx, l'association, l'anti-Lénine*, Petite bibliothèque Payot 1974.

<sup>8</sup> V. *Grundrisse*. Texte signalé par André Gorz (*Transversales* n°3, 3<sup>e</sup> trimestre 2002) comme n'ayant été accessible au public qu'en 1939 à Moscou et publié à Berlin en 1953.

<sup>9</sup> Aucun critique du marxisme politique, à notre connaissance, n'a relevé ce détail. L'inégalité des revenus suffit pourtant à invalider l'ensemble du projet.

<sup>10</sup> L'expression est de Charles Fourier (1772-1837), classé « socialiste utopique ».

<sup>11</sup> Accès - sans achat. Inconditionnel - non soumis à un échange. L'exercice mental que nous appelons « la désargence » s'articule à partir de ces deux termes. Leur usage se précisera en avançant.

les constats les plus alarmants, le consensus ne peut être obtenu qu'au prix (le mot prend ici tout son relief) de longues négociations<sup>12</sup>.

Le plein emploi des ressources locales, l'efficience des dispositifs, feront probablement descendre le temps de travail humain nécessaire à pallier aux contraintes élémentaires bien au-dessous des « trois heures » dont on rêvait encore dans les années 80. Ce qui laissera beaucoup de temps à l'inventivité. La jubilation pragmatique traversera l'ensemble des ci-devant classes sociales. Libérées des contraintes de l'argent, objectivement instruite (l'informatisation des données étant libérées de l'emprise des lobbies), en aval et en amont, au sujet des ressources disponibles et des conséquences de leur usage, il faut donc s'attendre à ce que les propositions nouvelles prolifèrent.

### *Les conditions concrètes de l'exécution*

L'usage de l'argent n'empoisonne pas seulement les objectifs poursuivis (conditionnés par les retours sur investissements). Il empoisonne les rapports entre collègues (dont l'autorité est indexée sur le salaire) et le vécu des objectifs (la terreur de ne pas réussir, le soupçon d'incapacité, la mesure des efforts, la cadence des retours, la croissance des profits).

La vie en entreprise se vit aujourd'hui comme une bataille qui traite les travailleurs comme les soldats du bilan de fin d'année. Les positions d'autorité marquées par le salariat les mettent en rivalité. Elles ont des effets retardateurs et déresponsabilisants (ne pas penser au-dessus de son grade). Ceux qui, après moult difficultés, opérations de charme et promesses de compensations en retour, mettent en œuvre ce qu'ils ont proposé, dissimulent les écueils, les retards, les impasses. Les sommes investies au départ, celles investies pour corriger les dérives, rendent de plus en plus difficile de revenir en arrière. Les décisions sont prises par ceux qui disposent déjà d'assez d'argent pour lancer des projets. Elles doivent gagner de l'argent. Sinon c'est raté. Ceux qui sont à l'initiative du projet perdent la face - et les salariés leur emploi.

---

<sup>12</sup> De caractère financier. Voir Cop 21.

A partir du moment où les usagers ne sont plus motivés, « pour aller au travail », par un salaire, le choix qu'ils font d'une activité doit trouver, prouver son intérêt dans cette activité même. Ils peuvent immédiatement y renoncer si les conséquences des opérations dans lesquelles ils se sont investis sont négatives ou menacent de le devenir. Ils peuvent également s'en détourner si leur capacité d'intervenir dans les décisions est niée, si les corrections de trajectoires ne leur sont pas expliquées, s'ils subodorent des enjeux secrets... - s'ils se retrouvent en situation de soumission.

L'abolition du salariat renverse la position classique du travailleur qui « s'accroche » à son emploi. Cette fois, du fait même qu'il n'y aura plus d'argent à la clé ni de sécurité de l'emploi à chercher, c'est le projet, la façon dont il avance, les rapports de confiance, la place laissée aux initiatives, qui ont motivé le ci-devant travailleur et le retiennent, même s'il n'est pas absolument convaincu de l'utilité de ce qu'il vient faire là. Ils le motivent et le retiennent d'autant mieux que l'ensemble du projet se présente *comme une expérience*, et ceci même si le produit ou service est en usage depuis des décennies.

### *Le suivi des expériences*

Dans un sociotope sans argent, les expériences entreprises, expérimentées, sont intégralement aux mains de ceux qui s'y investissent, qui sont, comme le font valoir aujourd'hui les chefs d'entreprises, les mieux placés pour en assurer le suivi. Mais se rendre compte *de* ou *que* prend un tout autre sens dès lors que les profits monétaires n'entrent plus en jeu. Le libéralisme génère des unités de production qui ne s'intéressent qu'à leur propre sort, leur propre profit. Ces unités servent avant tout les intérêts privés de détenteurs de capitaux, y compris dans des formes coopératives. Leurs gestionnaires ne sont attentifs aux autres entreprises que dans la mesure où elles leur font concurrence ou risquent de dominer le marché.

Dans un sociotope sans argent, les unités de production (entreprises, expériences) seront avant tout attentives à créer des synergies ou à s'inscrire dans des ensembles dont les performances heuristiques (relatives à la recherche) seront prises en compte au même titre que les

réductions de matériaux, énergie, transport. Economiser les ressources, le travail, croiser les activités pour dépenser moins, c'est *bien* (mais relativement facile, une sorte de service

minimum). Ouvrir d'autres pistes de recherche pour économiser la planète, fêter l'intelligence et la vie, c'est mieux !

## Banques de données démonétarisées

Encore qu'elles ne le fassent pas expressément sous ce terme, nombre d'institutions sont aujourd'hui déjà dédiées à la définition des objectifs, aux conditions concrètes de l'exécution et au suivi des expériences. Des institutions comme l'INSEE, la statistique nationale, la presse économique, rendent compte de la façon dont les problèmes posés par les contraintes de base sont ici ou là résolus. Elles fournissent des indications sur les quantités extraites, produites, dépensées, les tendances des différents marchés. Elles racontent comment des entreprises se sont construites, expliquent leur succès, leurs échecs. Elles agissent comme des agences de renseignement. Mais les renseignements ne sont pas collectés au hasard. Ils sont choisis pour orienter les entrepreneurs vers des « créneaux » favorables à une croissance plus rapide des soldes de bilans. Dans un sociotope sans argent, libéré du souci de rentabilité, ils s'enrichiront de « données » négligées (on aimerait le croire) comme l'a été, par exemple, l'action des pesticides sur la fécondation des fleurs.

Fin XXe, la numérisation des objets (on ne parlait pas encore couramment de « données », *data* en latin) est entrée dans notre quotidien sous la forme de « codes à barres » ou « codes-barre », apposés sur tous les articles. Des timbres de plus en plus petits les remplacent, qui peuvent fournir non plus dix ou quinze indications mais des milliers. Tous les articles en stock ou en vente sont aujourd'hui informatisés ou en voie de l'être.<sup>13</sup> Le geste commercial le plus répandu est probablement de présenter aux caisses les codes-barres à un rayon laser fixe ou intégré à une « douchette ».

Le *bip* que cette présentation fait entendre signale le déclenchement de deux circuits. Celui du renouvellement des articles, qui concerne des choses matérielles, et celui des prix, qui porte sur leur évaluation. Le geste mental premier de la désurgence consiste à clamer le circuit des prix. Il divise par deux la quantité des traitements effectués. L'opération sera, matériellement, plus facile à mener que le passage à l'euro. Elle impliquera les usagers d'une tout autre façon !

Au départ, la numérisation des objets se résumait à identifier des articles en langage 01. Elle a complété cette fonction en indiquant « où les trouver » et donc la liste des fournisseurs (ce que les dictionnaires d'une certaine épaisseur, à leur façon, faisaient déjà en citant les gisements, les auteurs, les époques). A la gestion purement comptable s'est rapidement ajoutée une gestion prévisionnelle. Elle signale les renouvellements à faire lorsque le niveau des stocks devient critique et, dans les grandes surfaces, les ajuste aux consommations journalières, saisonnières, aux fins de mois, vacances et fêtes.

L'idée de savoir ce qui motivait l'achat d'un objet, d'un service, a suivi, pour mieux adapter l'offre à la demande. Elle a conduit à numériser toutes sortes d'autres « objets », qui n'ont rien à voir avec les articles de consommation, dans des domaines aussi disparates que la correspondance par courriel, les conversations téléphoniques, les occurrences de langage oral ou écrit. Les informations recueillies se chiffrent en billions. Leur nombre même les rend inexploitables. Elles sont « peignées » par des algorithmes qui permettent de savoir avant vous ce que vous allez consommer, de cibler les publicités en rapport et de les poster sur votre ordinateur, de connaître vos orientations politiques ou sexuelles, ou de « projeter » à l'avance les forces de l'ordre dans les zones sensibles. Nous en venons à craindre d'écrire, dans des contextes qui n'ont rien à voir avec les

<sup>13</sup> L'informatisation des objets a éliminé des tâches fastidieuses comme la rédaction de bordereaux d'accompagnement. Des pertes d'emploi ont suivi, « excusées » par 3% d'économies logistiques qui se sont répercutées sur la baisse des prix à la consommation.

rapports de force actuels, des mots comme Palestine, Israël, Dieu ou Allah.

Cette dérive ne condamne pas l'informatique. Elle condamne le système qui s'en sert. En tant qu'outil, il semble aujourd'hui aussi difficile de se passer de 01 que de renoncer à l'eau courante, à l'électricité, aux ondes radio ou aux échographies. Personne ne regrette que l'informatisation des données puisse prévenir les maladies, prévoir le degré qu'atteindra un cataclysme naturel sur l'échelle correspondante, calculer le réchauffement climatique, l'élévation du niveau des mers, le report en amont des dépenses matérielles évitées dans un secteur donné<sup>14</sup>. Pourquoi regretterait-on qu'elle permette d'abolir l'usage de l'argent ?

### *« Positiver » ce qu'on sait déjà faire*

Actuellement la récolte des données est rarement sans incidences sur les profits monétaires. Celles réunies au sujet du climat, par exemple, orientent les investissements dans l'immobilier (isolation), le BTP<sup>15</sup> (digues, « murs » pour gérer le flux des réfugiés fuyant les pays inondés ou désertifiés), les vêtements et matériels de protection (capes, bottes, parapluies plus performants). Leur récolte a créé un marché. La concurrence y est féroce et les secrets bien gardés. Dans un sociotope où elles n'ont plus à se faire concurrence et où le cloisonnement des métiers aura disparu, les entreprises n'auront plus rien à cacher.

L'outil informatique optimisera les opérations en fonction de critères aussi limpides que « sain », « durable », « local », « heuristique »<sup>16</sup>. Il prendra en compte en temps réel la consommation des matières premières, d'énergie, etc. Il les croisera (voir plus haut) à des expériences analogues, en cours ou passées. Il déployera pour chacun d'eux la gamme des techniques connues - et leurs risques. Il proposera des modèles pour les mettre en synergie.

<sup>14</sup> C'est « l'effet édredon » : en chassant les plumes du centre, elles se reportent sur les bords.

<sup>15</sup> Bâtiment et Travaux Publics.

<sup>16</sup> La rencontre, le croisement inattendu de certains thèmes, peut provoquer de nouvelles recherches.

Dès que la production de produits ou services sera supérieure à la consommation locale, ils figureront sur un catalogue de « surplus », dont les voisins peuvent bénéficier mais qu'il importe de prévenir pour ne pas produire en double, mieux associer les productions et reconstruire leur objet même. Toutes opérations impensables dans une économie fondée sur l'espérance de profits monétaires supérieurs sur des territoires de plus en plus étendus et dont les dégâts mêmes génèrent de nouveaux profits.

Nous disposons depuis longtemps de dictionnaires et de manuels techniques. Google et Wikipédia ont encore amélioré leurs performances, qui vous proposent, par le biais d'analogies, des pistes de recherche dans le même domaine. Quand vous envoyez un courriel, votre ordinateur saisit certains mots et dans son empressement à vous servir vous demande si vous n'avez pas oublié de joindre une pièce à votre envoi. Dans un sociotope sans argent, il peut demander aux entrepreneurs potentiels de préciser ce qu'ils veulent faire. Il leur signalera des risques concernant la sécurité, les incidences écologiques, sociologique. Il les préviendra au sujet des difficultés techniques, des formations nécessaires, de l'existence d'articles déjà en usage, de recherches en cours dans le même domaine. Vous prendrez ses réserves en compte en suivant les indications qu'il vous propose. Vous pourrez imaginer des solutions propres à lever ses objections. Il vous accompagnera dans vos recherches et vous posera des questions en signalant dans chaque cas les difficultés.

N'importe quel informaticien vous dira que ce que vous venez de lire est encore loin de ce dont l'outil informatique est capable et met déjà en œuvre dans le contexte actuel (v. encadré). Les savoir-faire existent. La qualité des algorithmes se juge aujourd'hui à leur façon de « créer des produits plus ciblés et augmenter la productivité » - pour en arrondir les dividendes, cela va de soi. Dans le cadre économique actuel « ce qu'il y a » n'est pris en compte qu'en fonction de son prix sur un marché défini par l'offre et la demande de produits et services choisis par la nécessité de produire en masse, au moindre prix, d'une manière concurrentielle. Le regard que nous avons sur les choses et les

personnes les connaît, les reconnaît, les digère dans un utilitarisme monétaire généralisé, auquel les concepts philosophiques, juridiques, politiques et religieux n'échappent pas.

Un article daté d'Octobre 2014 (**Alternatives Economiques** n° 339 , p.76-77). fait référence à l'usage, « devenu courant », du « modèle d'affaires » apparu « à la fin du siècle dernier » (années 90). Il est donc déjà « vieux », mais nous a semblé très pédagogique pour familiariser les citoyens lambda aux arcanes de la production.

Il présente la façon dont tout entrepreneur potentiel doit présenter sa candidature à un panel d'actionnaires.

Le candidat doit montrer comment son entreprise entend s'organiser pour dégager des profits monétaires. « *Le "modèle d'affaires"* présente les informations sous trois rubriques. D'abord, les compétences des créateurs et de leurs équipes, les ressources dont ils disposent et comment elles vont être mobilisées et utilisées. Ensuite « la proposition de valeur » : en quoi les réponses de l'entreprise aux besoins des clients sont innovantes et originales. Enfin il présente l'organisation interne et le réseau externe composé de partenaires, de fournisseurs, de sous-traitants et de distributeurs. »

Cet ensemble de contraintes concrètes survivront à l'abolition de l'argent. En régime monétaire tous les vocables utilisés dans la citation resserviront, y compris celui de « client », avec un clin d'œil en prime. Rien de changé non plus au sujet de la façon dont le *business plan* « fournit un calendrier prévisionnel de la montée en puissance de l'entreprise », sauf que la montée en puissance de l'entreprise, en régime monétaire, s'exprime en capacité d'économiser la matière d'œuvre, l'énergie mécanique, le temps de travail humain et en quantité de choses qu'on n'a plus à jeter le lendemain de la date de garantie.

« *Outil de communication, le business plan peut se présenter sous la forme d'un dossier, de cartes ou tableaux. Les représentations graphiques se prêtent bien à des travaux en groupe lorsque le business model est discuté à l'occasion d'une réorganisation...* » Les travaux en groupe auront une tout autre qualité entre équipiers qui auront oublié les sous ! « *Une modélisation réussie facilite la collaboration entre salariés de diverses spécialités.* » A plus forte raison quand ils ne sont plus salariés et n'ont pas à défendre le pré carré de leur spécialité !

Dans un sociotope sans argent, les informations portant sur les dépenses matérielles, énergétiques, les conditions de fabrication, la durée des articles, ce qu'ils apportent de positif en termes d'usage, de recyclage éventuels, de transport, de rangement, ne seront plus influencées par l'argent que vous avez à investir dans l'opération et les calculs de rentabilité. Les algorithmes seront décidés/expérimentés en fonction de leur capacité de mutualiser des produits et services dont les usagers ne devront plus avoir honte ni craindre, à travers eux, de ravager la planète. L'intérêt d'une entreprise tiendra tout entier dans l'intérêt que présente son *expérience*, « vérifiée » par l'usage jugé positif qu'on en fait et non plus par les profits monétaires nécessaires pour acheter la paix sociale au bénéfice des plus riches.

### *Banques de données « usologiques »*

L'investissement de chacun dans les activités de son choix, conséquence directe de l'abolition du salariat, implique le libre exercice de deux capacités : la capacité d'initiative (lancer une *expérience* - une production, une recherche, une enquête), et la capacité de participer (à ce qui se fait déjà). Dans un sociotope sans argent, nul ne sera tenu d'avoir (ou d'emprunter) de l'argent pour entreprendre ni d'en recevoir pour persévérer. L'éventail des possibles en sera considérablement élargi. Quant à la capacité de participer à toutes les expériences en cours, elle conduit, quant à elle, à une tout autre façon d'aborder les activités elles-mêmes.

Dans un sociotope où l'instrumentalisation des usages par l'argent ne joue plus, l'investissement des usagers ne dépend plus que des raisons qu'ils ont, eux, de prolonger des expériences en cours ou d'en proposer d'autres. Ils sont directement confrontés à l'éologie des façons de faire dans laquelle ils sont immersés, à ce qui fait naître et survivre des usages. La situation se renverse. La vie des usages, leurs interférences ou incidences passent au premier plan. Le premier souci

des usagers est donc d'y réfléchir et de les objectiver.

Des usagers qui ne s'investissent plus que dans les expériences de leur choix, seront portés, au cours de chacune d'elles, à chercher dans la *mise en observation* de ces opérations mêmes et dans la façon dont elles se croisent des raisons de faire ce qu'ils font, et donc d'intervenir à tout moment et dans le plus menu détail sur les opérations qui accouchent ce qu'ils ont en projet. La maîtrise qu'ils ont des opérations visées aura, par construction, un caractère critique.

A titre d'approche de la nouvelle situation, pensons au travail qu'effectue aujourd'hui le designer. Il focalise son attention sur un usage donné (comme s'asseoir sur des sièges, disposer ce qu'on mange sur une table...). Il offre des articles qui permettent de le perpétuer tout en y introduisant des modifications qui facilitent, rendent plus séduisant, manifestent la modernité, le goût, la hauteur sociale de l'acheteur, son respect des convenances, etc. Il opère sur deux plans : celui des matériaux nécessaires pour fabriquer l'article, ce qu'il nécessite en énergie, en main d'œuvre, importations, investissements (chiffrés matériellement *et* en argent), et celui de l'environnement où son article trouve sa fonction. Les modifications matérielles proposées sur le premier (ce qu'il faut pour faire) anticipent l'accueil qui leur sera fait sur le second. Seront-elles acceptées ? La réception de l'article, *son expérience*, rétroagissent sur le premier.

Aujourd'hui c'est avant tout en fonction des incidences monétaires de cette rétroaction que le designer industrialise ses modèles. La promotion de l'article mis en vente ne dit rien du coût technique, social, écologique, de cet ensemble d'opérations. Elle argumente en le qualifiant et en qualifiant son acheteur. « Il » (l'article ou l'acheteur) est moderne, pratique, original, etc. C'est ce que le prix affiche. Dans un sociotope sans argent, cet affichage est impossible. Le seul fait d'avoir accès à une pile d'assiettes, à des sièges, des vêtements, des aliments, vous

garantit, par contre, qu'ils ont été produits avec le maximum de précautions environnementales et dans des conditions qui n'ont humilié personne, bien au contraire. Le fait même que tous les articles seront calculés pour durer, être facilement recyclables ou réparables, non plus « vendus » mais offert à l'essai, (on peut les rapporter !), modifiera la relation du producteur à ses « clients » et celle des ci-devant clients aux objets dont ils s'entourent.

Un sociotope sans argent fera donc évoluer *le contenu même des informations recherchées*. Les urgences du marché ne jouant plus, la question première sera désormais de savoir « ce qui se passe si on le fait ». Comment le faire, on trouve toujours, dans les « dépôts de savoirs », écrits ou vivants, et quand on ne trouve pas on invente ! « *Ce qui se passe si on le fait* » met en cause l'actualité des usages et leur écologie (transformée par le fait qu'elle n'est plus irriguée par « le sang de l'argent »). Les données qu'il importe au premier chef de connaître sont donc relatives à cette écologie. A charge pour les banques de données de les objectiver, en indiquant, pour chacune d'elle 1. de quoi elle fait matériellement usage (ce qu'il faut pour le faire), 2. dans quel environnement (d'usages), sur lequel elles anticipent et qui rétroagit sur leur matérialité, 3. Ce que changerait l'arrivée de nouveaux matériaux ou procédés aux niveaux 1 ou 2<sup>17</sup>.

Elles permettront de suivre en temps réel ce qui résulte de l'expérience entreprise (dont le designer approche par intuition). En tenant compte de ce qu'elles ont en mémoire au sujet des ressources, de l'usage qui en est fait à ce moment-là, des expériences auxquelles cet usage est associé ou l'a été, elles indiqueront les incidences des modifications envisagées dans l'écologie des usages. Elles relèveront les doublons (expériences semblables faites au même moment ailleurs), signaleront les dangers d'une application à long terme, les bénéfices heuristiques de l'expérience, les

---

<sup>17</sup> Les deux premiers points sont intégralement vérifiables. Le troisième est conjectural.  
V. site [usologie.org](http://usologie.org).

difficultés, les contradictions, comme le fait aujourd’hui un ordinateur lorsqu’il souligne en rouge ou vert les fautes d’orthographe ou de grammaire, en fonction du « cahier des charges » constitué à partir des conventions de la langue écrite.

Personne ne regrette, quand il rédige un texte, que son ordinateur lui signale ses erreurs orthographiques ou grammaticales. Pourquoi faudrait-il redouter qu'il signale ce qui se fait déjà ou a déjà été expérimenté, les limites à ne pas franchir pour ne pas épuiser

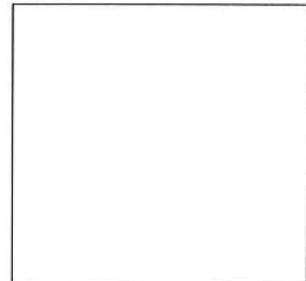
les ressources, les risques courus, sans que vous vous en rendiez compte, par ce que vous avez entrepris ? Car il est déjà en capacité de le faire ! Il y a d’autant moins de raison de le redouter que les usagers auront le contrôle des algorithmes dont ils se serviront à l’essai, constitués et utilisés dans la transparence (rien à cacher) et le calme (puisque les risques sont signalés et que renoncer à une expérience ne vous coupe pas les vivres).

## **La suite dans le prochain numéro (27):**

***Un parlement en actes, ouvert à tous  
tirage au sort et désargence***

***Et l’Etat dans tout ça ?  
Le déprérissement de l’Etat  
l’auto-organisation des expériences***

***L’institution expériencielle de l’intelligence sociale***



# *De l'achat à l'accès*

*L'usage de l'argent ayant été aboli (supposons), nombre de notions et stratégies mentales cessent d'être pertinentes ou prennent une importance nouvelle. D'autres émergent. Dans ce chaos l'article qui suit saisit quelques repères. Ils n'ont rien d'exhaustif et l'ordre dans lequel ils apparaissent doit davantage à l'association d'idée qu'à l'esprit de géométrie.*

*Nous avons commencé par l'accès, très éclairant, nous semble-t-il, pour comprendre la possibilité de sortir de l'achat, de l'échange et d'un certain esprit de mesure et d'utilité. Passer de la civilisation de l'argent à une civilisation sans médiation par l'argent, c'est passer de l'achat à l'accès.*

## *L'accès*

Le concept a été utilisé par Jérémie Rifkin comme « clé de lecture » de la révolution produite par la nouvelle économie, marquée par l'essor d'Internet, des activités de service et de nouvelles pratiques qui épargnent les soucis d'appropriation individuelle.<sup>18</sup>

*L'Age de l'Accès*<sup>19</sup> décrit l'évolution en cours.

Elle est abordée sous trois angles : celui du passage d'une logique de marchés classiques, matériellement localisés, à une logique de réseau ; celui du passage du paradigme de la propriété, de l'indispensable maîtrise d'un patrimoine matériel, à une logique de l'accès où prime l'usage ponctuel qu'il est possible de faire d'une information ou d'une expérience de vie ;

<sup>18</sup> « Ce livre entend examiner les nombreux changements structurels qui définissent le terrain conceptuel et l'infrastructure organisationnelle de l'âge de l'accès » (p.18)

<sup>19</sup> 2011. Sous- titre: *La troisième révolution industrielle, comment le pouvoir latéral va se transformer, l'énergie, l'économie et le monde. Les Liens qui libèrent*, Février 2012

celui, enfin, de la marchandisation de la culture. L'ensemble crée « *un monde nouveau où la transaction marchande par excellence est la consommation payante d'expériences vécues* »<sup>20</sup>.

Rifkin ne sort à aucun moment du cadre marchand et nourrit tout le premier des doutes sérieux sur la bienveillance de « l'âge de l'accès ». Que la nouvelle économie vende moins *des biens que de l'expérience de vie* ne laisse pas de l'inquiéter. Il a bien compris que l'advenir de *l'âge de l'accès*, comme il en parle et dans le cadre où il en parle, qui conserve l'échange, aboutit encore plus sûrement à une marchandisation générale de la culture et des rapports sociaux. Il n'a donc pas manqué de s'interroger sur « *l'humanité que ces nouveaux dispositifs existentiels contribuent à façonner* ». <sup>21</sup>

La pertinence du concept d'accès dans l'analyse des exemples par lesquels il étaye sa

<sup>20</sup> Op.cit. p.18

<sup>21</sup> Id. p. 74.

démonstration va dans le sens de notre propre approche des mêmes exemples dans une économie non marchande, où on « accède » sans contrepartie monnayée. *Apprendre à penser la propriété non plus en terme de droit à jouir d'un bien de manière exclusive, mais comme droit d'accès à un usage du bien...?* Oui ! Et sans que ce droit s'accompagne d'une obligation de paiement ! *Le développement, dans les communautés qui vont se multipliant, d'une tendance d'ensemble à acquérir non plus des biens mais l'accès à un style de vie et d'expérience...?* Pourquoi pas ! Mais dans *un accès sans argent*, ce développement, cette tendance, ne seront plus liés à l'obligation de se protéger contre les aléas de l'argent et de mettre en commun les ressources monétaires de chacun. Il ne sera plus nécessaire de s'associer en communautés fermées, jalouses de leurs productions et avantages, comme celles qui se constituent aujourd'hui dans un esprit qui souvent flirte avec le libertarisme ! *L'accès à un réseau deviendra le critère véritable de la puissance économique...?* Sans doute, sauf qu'aucun réseau ne sera plombé par un lobby et que l'accès à tous les réseaux sera considéré comme un service public. Leur fonction principale sera d'enrichir la recherche en décloisonnant les champs. *La puissance économique sera jugée à l'aune d'une puissance tout autre, celle de l'expérience, libérée des obligations et sanctions argentiques !*

Dans le cadre actuel du libéralisme et en considérant le libéralisme comme un horizon indépassable, Rifkin, en conclusion de son ouvrage, écrit : « *Ce que la logique de l'accès détermine en fin de compte, c'est la nature et le degré de notre participation au monde* ». Il pourra tout aussi bien l'écrire dans la perspective d'un sociotope où l'accès, partout, sera substitué à l'achat. « La participation » aura une tout autre forme que celle, dérisoire, qu'impose le salariat (participer à notre propre aliénation) et de la démocratie réduite au vote (nous démettre de nos initiatives entre les mains de la classe politique).

« *Il ne s'agit pas seulement de savoir qui a accès à quoi, mais quels type d'expériences et de champs d'activité méritent qu'on souhaite y avoir accès* »<sup>22</sup>. Il s'agit bien de cela, et depuis toujours ! L'abolition de l'argent aidera à régler la question, notamment du fait que, dans un sociotope où les classes sociales ne seront plus cloisonnées par les revenus, l'accès s'universalisera, sans devoir passer par des hauts et bas de gamme. « *Ce qui mérite d'être souhaité* » ne devra plus d'abord et avant tout son « mérite » au fait qu'il profite à la croissance des profits monétaires ou favorise encore ceux qui courrent en tête. Le traitement que « mérite » le réchauffement de la planète, pour ne prendre qu'un exemple, pourra enfin être abordé de front. Le énième sommet sur le changement climatique ne se négociera plus en coulisses des mois et des mois à l'avance pour que les « économies émergentes » réduisent leurs émissions de gaz sans craindre d'être les dindons de la concurrence.

Rifkin développe le concept d'accès dans le contexte alarmant d'une économie qui ajoute aux risques naturels les risques du marché, aléatoires par construction. Dans la perspective d'une abolition de l'argent, le même concept prend un caractère jubilatoire. Il connote la capacité d'accéder librement aux fruits du travail humain et aux ressources naturelles sans devoir enrichir, en premier, ceux qui ont un capital suffisant pour s'engager dans des opérations ciblées en fonction de profits dont la redistribution est vitale pour « l'expérience » programmée de la valetaille (au travail comme dans ses loisirs). Cet accès sera d'autant plus élargi que l'abolition de l'argent supprimera du même coup plein d'activités qui n'ont d'autre but que de générer des profits toujours plus dévorants en ressources naturelles, en énergie, en temps et en génie humain.

Nous aurons à nouveau accès et un accès nouveau à des richesses dilapidées pour produire de l'enrichissement monétaire. L'« accès » ne sera plus ouvert ou fermé par l'argent. Il

---

<sup>22</sup> P. 341

dépendra de « ce qu'il faut pour le faire » : des quantités de matériaux ou d'énergie disponibles, des compétences, la capacité de les utiliser et de les renouveler en fonction de ce qui aura déjà été entrepris, dont vous serez informé en temps réel par les banques de données. Fin du crédit illimité que l'homme s'est arrogé sur les ressources naturelles. Objectivation maximale des pertes et profits matériels de tout ce qui résulte d'opérations concrètes. *L'anthropocène* ne menace plus la planète. Il n'engage plus le capital humain dans des ruses nécessaires à la survie, il n'exige plus de se montrer « à la hauteur » dans l'ordre de la dépense et du pouvoir. Il rompt avec une économie qui « marche » à la rareté (tout ce qui est rare est cher) et la provoque en utilisant massivement ce qu'il faut arracher à la planète pour le transformer en marchandises (et en déchets).

Dans un sociotope sans argent, inutile de prêcher la décroissance : vous l'appliquez au quotidien. La capacité d'objectiver les dépenses matérielles sans qu'intervienne la spéculation monétaire instaure une prudence tout autre. Elle se traduit, d'une manière paradoxale, par un marché surabondant d'idées et d'hypothèses de travail, de propositions dont il est possible de vérifier l'intérêt et la possibilité matérielle sans les mettre au régime de la démocratisation forcée, du « haut » vers « le bas » (tant pis pour les premiers qui essuient les plâtres, tant pis pour ceux qui doivent tôt ou tard acheter). L'industrie mentale ne débouche plus obligatoirement sur l'industrialisation du jetable. L'intérêt des projets décide d'en faire l'expérience et se prouve à l'expérience, qui peut à tout moment s'arrêter sans jeter des masses salariées à la rue ni risquer un délit de faillite.<sup>23</sup> Dans un sociotope sans argent les produits et services que nous sommes aujourd'hui capables de fournir, en dépit de multiples obstacles dus à la concurrence économique, à la faible productivité du travail, aux fluctuations de prix, ne risquent pas de manquer.

---

<sup>23</sup> V. le 3<sup>e</sup> chapitre de cette 2<sup>e</sup> partie .

Ces produits et services ont été jusqu'ici choisis en fonction des profits qu'on en espérait. Un sociotope sans argent ne proposera bien évidemment plus tout à fait les mêmes ! Leur qualité nutritionnelle et sanitaire sera accessible à tous. Adieu les hauts et bas de gamme. Les produits offerts ne seront plus chargés, voire surchargés, de signes qui distinguent la qualité de l'acheteur et dont la qualité se dégrade à mesure qu'ils se « démocratisent ». Vous saurez, en les prenant, que ceux qui les ont produits n'y ont pas été contraints par l'obligation de gagner leur vie en la perdant, qu'ils ne sont plus considérés comme des variables d'ajustement mais des équipiers à part entière, qu'ils sont sûrement déjà en train de mettre au point des façons de faire plus rapides, plus gratifiantes, plus économies en énergie et matière d'œuvre, et qu'ils ne retourneraient pas au ci-devant « travail » si ce n'était pas le cas. Vous redécouvrirez plein de produits locaux, et si des légumes, des fruits, des poissons, des minerais, continuent d'arriver des anciennes colonies, leur exportation n'aura pas empêché ceux qui les auront récoltés ou arrachés à la terre de manger à leur faim.

Les objections à ce « système », qualifié, pour le ridiculiser, de « prise au tas », reflètent les terreurs et les mécontentements que le système actuel engendre. La plus fréquente est : « Ils vont tout prendre » - comme on l'a vu dans les périodes de famine où les foules forcent les portes des magasins. Peut-être en seront-ils tentés, si l'opération n'a pas été mûrie. Il faut donc la préparer, et même sérieusement, aussi bien pour éviter la distribution de tickets, qui auraient pour effets de confirmer la crainte de restrictions massives, que pour parer à des vengeances inutiles et dégradantes pour ceux-là mêmes qui les commettent, qu'elles s'attaquent aux personnes ou aux choses<sup>24</sup>.

Des usagers bien nourris, qui ne s'ennuient plus sur les lieux de production, ne se

---

<sup>24</sup> Cf femmes tondues, humiliation des intellectuels pendant la Révolution culturelle en Chine, destruction de « l'outil ».

« revancheront » plus par des achats motivés par l'angoisse du lendemain et la division de l'existence entre travail « alimentaire » et loisirs programmés. Une fois l'opération lancée on constatera une diminution progressive et drastique de la consommation. Les ci-devant clients ne chercheront plus à se distinguer en achetant « dernier cri », « top », rare, ni par une « simplicité volontaire » qui n'a de sens que par opposition à la tendance générale à la dépense. Un accès non monétaire va tout droit à *ce dont nous avons l'usage*, et non plus à ce dont on nous a fait « *besoin* ». Il libère l'esprit du souci des armoires pleines d'objets inutiles et imposés. La production se relocalisera et s'adaptera au plus près aux usages locaux. Le premier effet de l'abolition de l'argent sera une

abondance matérielle et personnelle inédites et non un appauvrissement général.

Une fois compris que l'argent ayant été aboli les étalages et rayons seront encore plus sûrement approvisionnés qu'aujourd'hui et que plein de produits et services nouveaux seront offerts, auxquels les usagers potentiels auront accès sans « tout prendre », la pensée malgré tout hésite encore. « Prendre », en effet, même peu, dans nos montages mentaux actuels, ce n'est pas seulement *pouvoir prendre parce qu'il y en a*. A l'idée de « prendre » est associé celle qu'*on n'a rien sans rien*, c'est-à-dire sans *un échange*, et celle du *mérite* plus ou moins grand qu'il y a à faire ce qu'on fait dans le cadre général de l'échange, qui indexe *le droit de recevoir sur le devoir de donner*.

## L'échange

*« La place que tient l'échange dans la vie moderne est incalculable. Pour s'en faire une idée il suffit de remarquer que la presque totalité des richesses n'ont été produites que pour être échangées [...]. Demandez-vous quelle est la part de ces richesses que le producteur destine à sa propre consommation ! Elle est nulle ou insignifiante. Ce ne sont que des marchandises, c'est-à-dire, comme le nom l'indique, des objets destinés à être vendus. Notre industrie, notre habileté, nos talents, sont aussi le plus souvent destinés à satisfaire les besoins des autres et non les nôtres... Et voilà pourquoi, quand il s'agit d'estimer nos richesses, nous les apprécions non point d'après leur plus ou moins d'utilité pour nous, mais uniquement d'après leur valeur d'échange, c'est-à-dire leur utilité pour autrui. »*

Oncle Charles (Gide)<sup>25</sup> met ici le doigt sur trois faits caractéristiques de l'usage de l'argent.

Chacun d'eux recouvre en partie les deux autres. Reprenons-les dans l'ordre adopté par Gide. 1. La valeur de l'usager est en rapport direct avec la valeur des marchandises qu'il produit. 2. Sa propre valeur et celle de ses productions s'estiment au moment d'échanges, peu importe avec qui. 3. Les échanges ont lieu dans le cadre de l'utilité des choses échangées.

Ces trois constats relèvent des vérités de La Palice, au point qu'on a honte de les énoncer. L'expérience mentale de l'abolition de l'argent les fait exploser.

Ils sont en effet traversés par un autre, qui n'est pas nommé : celui de l'usage de l'argent, qui fait, pour reprendre l'expression de Gide, « la presque totalité » de leur utilité. Munis de cette clé, reprenons-les dans l'ordre inverse. 3) L'utilité des choses échangées se mesure en argent. Leur valeur d'usage intègre donc les profits que rapporte leur vente et dont la redistribution irrigue l'ensemble de l'économie. Leur utilité première est (« dans sa presque totalité ») *marchande*. 2) La « valeur » des productions et des producteurs monte ou descend selon leur valeur marchande sur les

<sup>25</sup> Charles Gide (1847-1932), oncle d'André Gide. Présenté par Wikipédia comme « dirigeant historique du Mouvement Coopératif Français, théoricien de l'économie sociale ». La citation (extraite de son *Cours d'économie politique* t. I. p. 338-391) se trouve dans le Robert à l'article *Echange*.

lieux de production (leur valeur salariale) et sur le marché. 1) Celle de l'usager est indexée sur son pouvoir d'achat et de la capacité qui lui a été reconnue (via la hauteur de son salaire) d'entrer dans le procès de production de marchandises. Elle s'annule si son travail peut être remplacé par un dispositif technique. Il faut alors l'assister pour qu'il dépense. Cette même « valeur » est maximale s'il participe à la financiarisation de l'économie, à la production d'argent hors de tout contexte matériel.

Georg Simmel (1858-1918), dans sa *Philosophie de l'argent*<sup>26</sup>, montre la capacité qu'il a de dépasser le troc et le don en permettant une relation gagnant-gagnant. Mais dans une relation d'échange marchand, qu'il soit monétaire ou de troc, la relation gagnant-gagnant n'existe jamais véritablement, car il faut toujours avoir en échange l'équivalent monétaire de ce qu'on acquiert. L'acheteur reste donc inévitablement esclave de cette valeur. Comment être gagnant et esclave à la fois ? De plus, la relation d'échange peut être imposée à travers un prix fixe auquel l'acheteur doit se plier. Dès lors, la nécessité du bien pour l'acheteur, l'usage qu'il a prévu d'en faire, le caractère parfois vital de son acquisition, restent secondaires. Ce qui compte, c'est que l'acheteur ait de quoi payer, de quoi échanger *sur ce plan*. Et si ce n'est pas le cas, tant pis pour lui, il n'accèdera pas à ce bien. Ainsi meurt-on de faim devant des magasins pleins et de froid au pied d'immeubles de bureaux demeurés vides.

Quand la valeur d'échange est déterminée à la suite d'une discussion, rien ne dit qu'au terme de la négociation, quand bien même un terrain d'entente a été trouvé, les deux parties se sentent gagnantes. Où est la relation gagnant-gagnant ? L'une des deux parties, voire les deux, peut parfaitement se sentir lésée par le compromis auquel elle a dû consentir, mais auquel sa situation de dépendance à l'achat ou à la vente du bien ou du service l'a forcée. Les extrêmes

inégalités, les injustices, la pauvreté, qui se creusent au fur et à mesure que la mondialisation fait entrer tous les pays du monde dans le marché international, confirment que l'échange marchand consolide le rapport gagnant-perdant, quand ce n'est pas perdant-perdant. La relation gagnant-gagnant que Simmel voit surgir par et grâce à l'échange d'argent a tout du leurre ! Le vocable même d'échange, mot-valise par excellence, nous leurre ! Même dans une situation où les échanges sont inégaux, voire fatals à un des « échangeants », on peut dire qu'« il y a » échange.

Dans un sociotope sans argent, il sera donc encore et toujours possible de considérer les prestations des usagers comme *des échanges*. Mais il prendra le sens qu'il a dans le cadre du métabolisme, celui du « milieu intérieur ». C'est à quoi nous invitent les deux citations qui suivent, extraites du Robert à la toute fin de l'article *Echange*.

« Chez tous les êtres vivants, le milieu intérieur, qui est un véritable produit de l'organisme, conserve des rapports nécessaires d'échanges et d'équilibres avec le milieu chimique extérieur »<sup>27</sup>. Transcrivons au milieu économique, produit social, et notons au passage combien il est vain de proposer de mettre « *le social au cœur de l'économique* »<sup>28</sup> : il y est déjà, sous la forme d'« échanges » liés à une économie fondée sur la rareté et qui l'entretient, avec des représentations, une idéologie en rapport. La présence du social dans l'économique est attestée par des usages locaux adaptés à la résolution des contraintes de base (alimentation, protection, reproduction, etc.) auxquelles notre espèce est soumise au même titre que les autres. L'usage de l'argent a pour effet d'instrumentaliser cette résolution pour qu'elle produise de l'argent. *L'échange* y est traité comme un moyen de surveillance morale. Il culpabilise et fouette. Plus utile que

<sup>27</sup> Claude Bernard (1813-1878) Introduction à la médecine expérimentale, II, I.

<sup>28</sup> V. Karl Polanyi (1886-1964) Economiste institutionnaliste, considéré comme hétérodoxe.

---

<sup>26</sup> 1900. Presses Universitaire de France, coll. Quadrige.

moi (dans l'échange), tu meurs, et moins utile aussi. Ce n'est plus le cas dans un sociotope sans argent, où les échanges sont intégrés, où ils prennent un caractère homéostatique : on ne les mesure ou ne les surveille plus d'une manière jalouse - comparative, *marchande, marchandisable*.

Autre citation : « *L'intensité des échanges chimiques, du métabolisme des groupes cellulaires et de l'être vivant tout entier, est l'expression de l'intensité de la vie organique* »<sup>29</sup>. Jusqu'à nouvel ordre cette « intensité » est entretenue à la hausse ou à la baisse, par ce qui maintient en vie l'obligation absolue d'opérer des profits monétaires. Cette obligation a des effets à la fois limitatifs et illimitatifs. Le métabolisme sociétal actuel dépend de la masse d'argent disponible. Cet argent, il s'agit de « bien » l'employer. Donc de cibler des « créneaux » de « développement » (synonyme de développement des profits - en abrégé : la croissance), et de pousser leur exploitation au point d'étouffer le reste ou de faire exploser l'ensemble. Dans un métabolisme sociétal fonctionnant sans argent, les effets de l'argent ne sont plus à craindre, et pas davantage une surexcitation du désir de monter en grade dans l'estime d'autrui telle qu'on la mesure aujourd'hui, en capital et en pouvoir.

Le milieu argentique a un puissant effet sur l'individualisation des usagers. Simmel l'a relevé et le verse au crédit de l'argent. On ne peut évidemment nier que l'argent donne à chaque individu le pouvoir de se nourrir, loger, vêtir, etc., et s'en réjouir, puisque sans lui... Mais c'est aussi à cause de lui qu'ils sont en situation de *s'individualiser* en luttant pour en

avoir et en se distinguant par leurs dépenses. Dans un cadre argentique, l'individualisation, résulte en fait d'une double aliénation, celle d'un travail salarié dont on n'a pas le choix et celle de l'achat de produits et services dont l'offre est décidée en amont en fonction des profits monétaires et des retours sur investissements. Les différences individuelles, le goût personnel dont elle témoignent, masquent l'itération d'une unité « humaine » abstraite, la réalité d'une copie conforme aux règles du salariat et de la clientélisation.<sup>30</sup>

L'expérience mentale d'une société sans argent nous met en garde contre le paradigme de l'individuation industrielle, où l'argent est la mesure de l'homme (lire : *de l'individu*), mais aussi des choses, qui ne sont considérées que « dans la mesure » où on peut en attendre un profit monétaire<sup>31</sup>. Ne plus avoir recours à l'argent conduit à une information (aujourd'hui informatisable) qui échappe à l'astreinte argentique et ses filtres. Nous pouvons savoir tout ce qui existe sans prendre en considération ce que ça coûte ou rapporte, et considérer ce qu'il y a, ce qui se fait, sans passer par la valeur de l'argent et les valeurs dont il fait la promotion. La singularisation des personnes et des choses opère d'une manière directe, à travers leurs usages et les usages qui en sont faits. Est-ce à dire que, dans un sociotope sans argent, on ne mesurera plus rien ?

---

<sup>30</sup> Notons au passage (nous y reviendrons) que John Dewey, qui met pourtant *l'individualisation* au centre de ses réflexions sur l'avenir de la démocratie, ne tient pas non plus compte des incidences que l'argent a sur elle et qui en contredit le principe.

<sup>31</sup> Les rivages côtiers, la montagne, *n'étaient rien* jusqu'à ce que le tourisme s'en mêle.

---

<sup>29</sup> Alexis Carrel, *L'homme, cet inconnu*.

## Ressources

« Plus rien », certainement pas. Vous continuerez de mesurer en mètres, centilitres et années-lumière. Mais vous ne mesurerez plus *les choses* ni « *les gens* » en tant que marchandises, dans un environnement où la presque totalité de ce qui « vaut » se mesure en argent<sup>32</sup>. Vous ne les mesurerez plus au *mérite* qu'ils ont de participer au métabolisme marchand (ou à la *dette* que nous avons, de ce fait, envers eux). Vous les observerez en tant que *ressources*.

L'abolition des profits monétaires interdit, par construction, une objectivation quelconque par l'argent. Elle relève le défi d'une mesure *par* l'argent et des « mesures » qu'il faut prendre pour que la machine argentique soit encore plus performante pour en produire. Elle le relève en « objectivant », d'une manière infiniment plus riche que par l'argent, ce qui se *fait* là. Elle l'objective en prenant en compte tout ce qu'il faut de matière d'œuvre, d'énergie, de machines, de compétences, pour que les faits en questions se produisent. Elle l'objective écologiquement, dans son rapport avec des faits qui se produisent au même moment. L'outil de cette objectivation existe. Nous l'utilisons partout et le maudissons (spéculation, espionnage) alors qu'il peut devenir la cheville ouvrière d'une économie fondée sur les ressources existantes et non plus sur leur rareté ou la dette. Il va devenir de plus en plus performant, et si un autre lui succède, il sera plus performant encore en matière d'objectivation et de recherche. L'exercice mental de la désargence doit nécessairement le prendre en compte.

Comparons. L'objectivation argentique (comme les notes à l'école) déforme et distord.

---

<sup>32</sup> L'infime partie qui échappe à cette totalité doit son « prix » au fait qu'elle ne se mesure pas en argent. Cf. Jean Duvignaud : *Le prix des choses sans prix*.

Elle a des effets aussi dévastateurs pour le quotidien des usagers (variations de prix, suppression d'un produit ou d'un service qui ne rapporte pas assez, restriction du fait de l'insuffisance de revenus) que pour la planète (choix des sources d'énergie, lobbies de la pollution, déversements en mer, etc.). Les étiquettes-*prix* qu'elle applique sur les choses et les personnes se fondent sur des critères abstraits. Elle nous les vend ou les valorise monétairement à travers ce qu'elles ont de général, d'industriel (itération de l'unité, suite). Dans un sociotope sans argent, au contraire, l'objectivation informatisée permet d'engendrer et de guider l'expérience *par* ou *sur* cela seul qui l'a de tout temps engendrée et guidée, à savoir des façons de faire toujours ouvertes à d'autres possibilités, des usages dont l'existence et la pertinence ne devront plus rien aux profits monétaires. Ils se « valueront »<sup>33</sup> directement à travers l'expérience en cours, elle-même saisie dans un ensemble d'expériences dont l'informatique peut aujourd'hui rendre compte en temps réel. Elle objectivera ce qu'il y a de mieux à faire avec les ressources disponibles, utilisées d'une manière transparente. Toutes les entreprises seront décidées et effectuées à titre d'« expérience » et le « sens » des expériences entreprises ne risquera donc jamais de se faire « unique ».<sup>34</sup> Vous n'aurez plus à justifier ce que vous faites en en appelant à telle ou telle « valeur » pour agir sous son drapeau, et, de ce fait, en toute irresponsabilité.<sup>35</sup> Est-ce à dire que tout sera « gratuit » ?

---

<sup>33</sup> Nous empruntons le vocable à John Dewey.

<sup>34</sup> Cf « la pluralité », réclamée en vain par ceux qui partent en quête « d'alternatives » au libéralisme

<sup>35</sup> Sous le drapeau des valeurs, les acteurs agissent au nom de. Le mécanique se plaque sur le vivant.

## La gratuité

« La gratuité », concept en vogue, a deux faces : la *gratuité-prix*, qui rompt avec l'évaluation marchande, et la *gratuité-valeur*, qui interroge les obligations à travers lesquelles, que nous y soyons favorables ou non, l'existence trouve des vecteurs qui lui « donnent du sens ».

La *gratuité-prix*, telle qu'on la voit (ou la croit) appliquée aujourd'hui à travers différentes initiatives, doit son effet séducteur au fait qu'elle désobéit à la règle du payant. « *La gratuité est l'arme absolue contre la dictature du profit... »*<sup>36</sup>. La formule est forte. Encore faudrait-il préciser comment on fait pour ne plus payer en argent. Dans le cadre actuel, désigner la *gratuité-prix* comme une arme oublie que ce qui est gratuit (en argent) se paie en amont et confirme la dictature du profit. La gratuité des transports en communs ne dit pas comment ils ont été financés. On devrait plutôt parler de "non-payant" ou "non-payé" et de mutualisation de coûts (lorsqu'il s'agit de transports dits "gratuits" sur quels budgets les salaires des chauffeurs et les frais d'entretien sont-ils affectés?). Ce "gratuit"- là n'est possible qu'en raison d'une redistribution des taxes et impôts, donc de profits monétaires préalables. La *gratuité-prix* des services de santé, de l'enseignement, des Maisons de la culture, de plus en plus menacée, a été conquise, faut-il le rappeler, par le biais du vol institutionnel de l'argent, quand la colonisation était à son sommet ou pendant les Trente Glorieuses. Ce que la croissance des profits monétaires nous a donné, leur stagnation nous le retire.

La faveur dans laquelle on tient la *gratuité-prix* s'inscrit dans une contestation des logiques de base du système capitaliste actuel (notamment celle de l'accumulation-confiscation). Il n'y a pas de rupture entre « la gratuité » (la *gratuité-prix*) telle qu'elle apparaît dans certaines situations et « le payant ». Ce que nous prenons à

l'occasion d'une *gratiferia* ou de la récupération/réutilisation d'objets ou matériaux inattendus, permet d'autres achats. La thématique de « la gratuité » (la *gratuité-prix*) ne s'oppose pas à la persistance des inégalités sociales. Elle en confirme la règle. L'invitation de Paul Ariès<sup>37</sup> d'étendre la *gratuité* ne l'empêche pas de « penser » qu'une part doit être laissée au marché. Aussi petite que soit cette « part », la tolérer fait allégeance à la marchandisation. Elle tolère les inégalités sociales et les prédations environnementales consécutives à l'obligation d'opérer des profits monétaires. Le discours d'Ariès ratisse donc à la fois ceux qui sont « contre » le marché monétarien et ceux (souvent les mêmes) qui ne voient pas comment s'en passer.

En l'état actuel des choses, la gratuité et la quasi-gratuité servent d'alibi au Marché. La baisse des prix, les soldes, entrent sans réserve dans sa logique. « Le gratuit » est, d'une certaine façon, l'abus de langage de ceux qui jamais n'avoueront (mais le savent-ils eux-mêmes ?) qu'ils n'ont en vue que des formes « plus justes » de répartition des richesses via l'extension de la sphère de solidarités nationales et/ou locales encore et toujours construites sur l'obligation d'opérer des profits monétaires. Ce « plus juste » est le drapeau même de l'injustice. Il ne peut y avoir de « plus juste » que dans la mesure (monétaire) où le principe d'inégalité est admis.

Quand on a compris que la *gratuité-prix* était marquée par l'argent, elle semble donc exclue du lexique qu'élabore l'expérience mentale de la désargence ou ne peut y figurer qu'à titre de contre-exemple, comme ici. La présenter comme la finalité d'une abolition de l'usage de l'argent serait une profonde erreur. Au marché monétarien, aux offres restreintes à cela seul qui rapporte de l'argent, un sociotope sans argent oppose un marché de propositions

---

<sup>36</sup> Raoul Vaneigem.

<sup>37</sup> Paul Ariès, *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance*, Paris, La Découverte, 2011, p. 222.

(d'*expériences*, cf Rifkin) autrement « ouvert ». *L'accès* (la possibilité de disposer, sans l'échanger contre de l'argent) de ce dont vous avez l'usage, n'aura rien de « gratuit » ! Vous aurez sérieusement réfléchi, en amont, au choix des produits utilisés et des services offerts. Cette réflexion s'appuiera sur l'objectivation informatisée de l'usage qui est fait des ressources et sur l'abondance de générosité et d'inventivité dégagées par l'abolition du salariat. L'arme absolue contre la dictature du profit n'est pas « la gratuité ». C'est d'abolir le payant.

La gratuité-valeur, quant à elle, a deux faces, morale et esthétique. Elles se prolongent plutôt qu'elles ne s'opposent, comme celles d'un anneau de Moebius<sup>38</sup>. Face morale : qualifier une action de « gratuite » équivaut à la condamner. Le concept de gratuité, dans ce cas, est branché sur la recherche d'un sens, sur l'évidence qu'il y en a un dans tout ce qu'on fait, dans tout ce qui existe, ou, si ce n'est pas clair, qu'il doit bien y en avoir un « quand même ». C'est un concept de combat contre la relativité. S'il n'y a pas de « valeurs » pour nous guider, à quoi bon s'engager dans tel chemin plutôt qu'un autre, ou alors bonjour le scepticisme et le nihilisme ! Mais c'est par eux qu'on accède à la face esthétique : celle de l'acte gratuit, sans obligation, anarchique. Il sera toujours soupçonné, là encore, d'avoir « quand même » du sens.<sup>39</sup> Sur cette même face : tant pis si les valeurs que je défends sont fatiguées, si elles ont fait la preuve de leur nocivité. L'esclavage, le despotisme éclairé, la peine de mort, « quand même », c'était beau. A partir de quoi on revient sur la face morale : faire gratuitement mal, *c'est mal* (traduire : coûte cher aux assureurs, en frais de justice, prison, dégâts), la recherche pour la recherche, *c'est bien* (peut rapporter gros)...

<sup>38</sup> Un ruban dont on colle les extrémités l'une sur l'autre après avoir opéré une rotation à 180° à l'une d'elles. Les deux faces s'enchaînent. Son image rompt avec l'opposition de deux concepts sans pour autant la dépasser.

<sup>39</sup> Ex. : l'homme rebelle aux commandements divins, etc.

Dans la construction du « sens » que nous donnons aux choses, à la vie, intervient à tout moment la notion de mérite. Dominique Girardot l'interroge : « *Certes le mérite n'est pas sans lien avec la démocratie. Mais il est aujourd'hui l'objet d'un détournement qui en fait surtout l'outil de circonstance du libéralisme. Aimerions-nous vivre dans une société où, comme le suggérait Nicolas Sarkozy en 2006, "tout se mérite, rien n'est acquis, rien n'est donné" ?*<sup>40</sup> » Drôle de question, puisque dans cette société-là nous vivons déjà et que l'auteur n'envisage pas un instant, pas plus que Rifkin, de renoncer à la marchandisation de toute chose qui fait que le mérite est méritoire et la reconnaissance méritée. Sa réflexion, aussi inquiète que celle de Rifkin, montre les dangers de la méritocratie, qui fut en son temps une alternative, mûrie, promue par nos rois<sup>41</sup> et se retourna contre eux pour contrecarrer les priviléges de la naissance. « *Autrefois vertu publique, le mérite se prétend désormais mesure de la valeur individuelle indexée sur l'effort. Ainsi est-il communément convié pour justifier les distinctions sociales, mais aussi chaque situation particulière, notamment les situations difficiles. [...] Nous entraînant à justifier l'injustifiable, le mérite ne met-il pas dès lors sa logique au service de la violence néo-libérale<sup>42</sup>, qu'il pare d'un voile de légitimité ?* »

Certes, mais aussi longtemps que persistera la violence qu'introduit partout l'obligation d'opérer des profits monétaires, consubstantielle à l'usage de l'argent, nous serons obligés d'y participer et nous surveillerons la façon dont les autres résolvent les mêmes problèmes que nous : avec plus ou moins de *mérite* ? Et c'est précisément ici que tout bascule, car *le mérite* que nous trouvons à la façon dont ils résolvent les problèmes n'est pas mesurable : c'est un

<sup>40</sup> Dominique Girardot, 4e de couverture de *La Société du mérite*, Idéologie méritocratique et violence néolibérale, (Le Bord de l'eau, coll. *Voies du politique*, 2011, préface d'Alain Caillé et Philippe Chanial).

<sup>41</sup> Par l'achat des fonctions, la noblesse de robe.

<sup>42</sup> Nous soulignons.

mérite cent pour cent moral, qui nous fait oublier que sa morale est totalement soumise à la violence de l'ordre établi, confondu avec celui des plus forts et qui est encore bien plus fort qu'eux.

Dans cet oubli se construit une anti-moralité qui prolonge l'actuelle, comme tout « anti » qui se respecte, sous le drapeau de la reconnaissance. « *La reconnaissance ne relève pas de la mesure quantifiable, mais du symbole. Pour le dire autrement : la reconnaissance, pour être perçue comme légitime, doit être mesurée ; mais sa mesure n'est pas un nombre qui se calcule ; elle est un symbole, qui fait signe de sa grandeur*<sup>43</sup>. »

Un symbole saturé de symbolique argentique. Dans sa « grandeur » sont pris en compte l'autonomie que donne à la personne « reconnue » sa position sociale (à travers ce qu'elle « gagne »), sa participation, active, voire rebelle, à l'ordre (monétaire) établi, les ruses qu'elle a employées pour élever sa famille, pratiquer la limitation volontaire, la capacité de tirer le meilleur parti d'un capital symbolique minimal (quand elle n'a pas eu les moyens de « faire des études ») pour s'« éléver », mais toujours dans l'ordre du « commun » tel que l'instaure la violence néo-libérale.

Idem en ce qui concerne les produits matériels, objets, appareils et services. La façon dont nous « reconnaissions » leur différence, leur nouveauté, leur utilité, a toujours à voir avec leur prix de vente. L'artiste ou le designer qui, écoeurés de constater qu'aucun galeriste ou grande surface ne s'intéresse à leurs créations, finissent par les donner. Ils n'ont alors droit qu'à un merci de politesse. Les mêmes œuvres recevraient un tout autre accueil si on les trouvait dans la rue le jour du ramassage des « encombrants ». Ils seraient fêtés au titre de récupération ou de fameuse trouvaille !

Dans une perspective métabolistique, cette fois, loin de l'utilitarisme étroit du donnant-

donnant, Dominique Girardot écrit : « ...*Un fait, étant humain, n'est pas isolable : il ne tient son sens que de la relation à d'autres, et il est impossible de dire où il commence et où il finit. Pétris de sens, les faits humains se déploient dans un milieu qui, pour être matériel, ne se réduit pas à celui des objets. La pluralité est le milieu de ces faits signifiants jusque dans leur insignifiance. Et cela implique que le sens n'est le fait de personne. Il n'en existe pas moins cependant. Mais son objectivité, qui n'est pas celle d'une chose, défie la mesure. Son objectivité lui vient du fait d'exister entre les hommes, c'est-à-dire d'être saisi et porté par plusieurs points de vue : son objectivité est ce qui lui interdit de le réduire à un fait*

<sup>44</sup>.

Bien dit ! Mais au final, dans un sociotope argentique, comment cette « interdiction » peut-elle s'appliquer ? Elle est proprement interdite. Dans la construction des « faits » sur lesquels ou contre lesquels nous pouvons agir ou réagir, entre inévitablement un certain rapport à l'argent. Quand la fantaisie nous prend de « changer les faits », il nous faut, pour les rendre acceptables et les répandre, dans le domaine de l'immatériel (éducation, philosophie, etc.) comme dans celui du matériel (ingrédients, robinets), faire en sorte qu'ils ne dérogent pas aux obligations monétaires. Aucun éditeur ne se risque dans une aventure intellectuelle, aucun fabricant d'article ménager ne se risque dans une aventure domotique<sup>45</sup>, s'ils n'ont l'assurance d'un retour sur investissement.

Suite dans le n° 27

***le don  
le partage  
le commun***

<sup>43</sup> Op.cit. p. 133. L'usage du concept de « grandeur » fait probablement référence à Boltanski et Thévenot : *De la Justification. Les économies de la grandeur* (Gallimard Essais, 1991).

<sup>44</sup> Op.cit. p. 132

<sup>45</sup> Activités en rapport avec l'environnement « domestique ».

## Des *Rencontres* aux *APAC (appels à contribution)*

Une première *Rencontre pour une civilisation sans argent* s'est tenue à Lyon le 26 Janvier 2013. Deux autres ont suivi, qui nous ont convaincus de changer de méthode.

Car il fallait, bien sûr, commencer par dire comment nous nous étions rencontrés, comment nous en étions venus à faire, séparément, l'hypothèse d'abolir l'usage de l'argent, montrer qu'il est aujourd'hui possible de s'en passer totalement, et pas seulement d'en dépenser moins, en se servant de l'informatique qui permet de savoir tout ce qu'il y a, en quelles quantité, à quelle cadence on peut le renouveler, etc., et de fonder l'économie sur l'accès aux ressources réelles et non plus sur l'échange monétaire. Il fallait aussi avertir que nous n'étions pas là pour dénoncer le gouvernement, les partis complices du système, cracher sur les Cent familles et les banquiers. Mais donner aussitôt après la parole au public n'avait abouti qu'à un grand déballage d'opinions. Chacun faisait son numéro sur la nature humaine et la société pourrie : abolir l'usage de l'argent n'y changerait rien !

Inutile de louer des salles pour y tenir des propos de comptoir !

Et pourquoi pas, aussitôt après les inévitables présentations, proposer au public de choisir un sujet, n'importe lequel, un grand, sérieux, « bateau », comme l'école, la délégation de pouvoir, les valeurs, ou minuscules et inattendus comme un joint de robinet qui fuit, les poteaux électriques, l'espace visuel et auditif occupé par les pubs ? L'un d'entre nous avait commencé à le faire avec les auto-stoppeurs. Il en avait même tiré une méthode en trois temps :

1. Comment ça se passe, aujourd'hui, avec l'argent ? Quelles contraintes, quelles solutions, l'usage de l'argent introduit-il dans l'offre des vêtements, des fruits et légumes, des appareils, leur durée de vie, leur réparation, les choix des clients, le plaisir qu'ils en tirent, la reconnaissance qu'ils en attendent ? Comment ça se passe, avec l'argent, pour entreprendre, les loisirs, les relations de haine et de solidarité, les campagnes électorales, l'école, la recherche, ... ?

2. En rapport direct avec le sujet choisi, comment ça se passerait s'il ne fallait plus avoir d'argent pour acheter, de salariés à payer, de crédits à demander, de profits à faire, de concurrence locale et internationale ? Que deviennent « les besoins » s'ils ne sont plus instrumentalisés pour en faire du profit ? Notre existence serait-elle encore bornée par « l'entrée dans la vie active » (salariée) et la retraite ? Comment seraient traités les problèmes écologiques, l'organisation du territoire, les relations internationales ?

3. Quelles seraient les premières mesures à prendre pendant les cent premiers jours qui suivraient l'abolition de l'argent ?!

Nous avons testé. Adieu les museaux véhéments, bonjour sourires et franche hilarité. Sur le premier point, au lieu d'opposer leurs opinions, les participants apportaient des témoignages, naïfs ou savants, n'importe : difficile de ne pas reconnaître que l'usage de

l'argent dicte à la fois les problèmes, toujours plus ardues et absurdes, et les solutions, toujours plus coûteuses en ressources humaines et planétaires.

Cette première partie de l'exercice créait un discret esprit d'équipe entre des personnes qui apprenaient à se connaître en vidant leur sac. La question de savoir si vous étiez pour ou contre l'abolition de l'argent, qui avait empoisonné nos premières rencontres, ne se posait plus.

Au moment d'aborder la seconde partie, toutes sortes d'exemples de belles et bonnes choses qui se font déjà sortaient du bois. Certains, plus avertis que la moyenne (et que nous !) des capacités de l'informatique, des fablabs, des clusters, montraient l'usage qu'en ferait un monde sans argent, sans secrets, sans lobbys. Quant à ceux qui, au cours des deux premières rencontres, avaient profité de l'occasion pour défendre des « alternatives » aussi séduisantes que le revenu universel ou la décroissance, ils reconnaissaient que, dans un sociotope sans argent, elles seraient réalisées au-delà de tout ce qu'ils avaient pu espérer, sans risque de récupération possible.

Il ne restait plus beaucoup de temps pour aborder le troisième point, mais au cours de l'exercice le vocabulaire avait changé et « les usagers » remplaçaient de plus en plus souvent « les gens », vocable distanciateur et vaguement méprisant. Des usagers qui, les conditions ayant changé du tout au tout, sauraient bien, à ce moment-là, trouver quelles premières mesures prendre pour faciliter les relations, du local à l'international. Ils auraient pris l'initiative de leurs entreprises et les considéreraient comme des *expériences*. Ils en tireraient, trieraient les enseignements en temps réel, et pourraient les arrêter à tout moment.

Bref, nous nous quittions plutôt contents les uns des autres. Mais si nous faisions d'autres rencontres, il nous fallait encore mieux nous préparer, pour ne pas réutiliser, nous aussi, sans précaution, des concepts, des expressions, des évidences forgées, forcées par l'usage de l'argent, et surtout, surtout, ne pas croire que c'est « en laissant la salle s'exprimer » qu'on va avancer. On peut appeler ça du respect, mais ça vous accroche au passé et ne permet pas d'avancer ensemble.

De cette préparation a résulté un premier recueil d'articles, regroupés dans **Un sociotope sans argent**. Après avoir déduit, en toute logique, les conséquences économiques, sociales et politiques immédiates de l'abolition de l'argent, il s'attache aux différences d'approche, au nouvel « esprit » qu'elles déterminent. Les articles qui précèdent en ont partie.

Tout au long de ce travail, nous avons lancé des appels à contribution (APAC) à des amis proches et des correspondants sur des situations, des entreprises et des concepts de tous ordres et « importance », comme dans nos *Rencontres*. Nous avons choisi dans un stock de sujets représentatifs, convaincants et provocants. Les réponses ont circulé sur le Net, se sont enrichies, ont inventé de nouveaux sujets...

Mais dans quel ordre allions-nous présenter les articles ?

Alphabétique ? Nous avons essayé, mais on passait du coq à l'âne et s'y perdait...

Par ordre d'importance ? Mais comment en décider ? Les critères qui sont ceux d'aujourd'hui seront-ils les mêmes dans un sociotope sans argent ?

Et pourquoi ne pas appliquer à l'« importance » la même grille d'interrogation qu'à n'importe quoi ? Une fois la chose faite, il nous a semblé qu'elle ferait un bon début.

# *You avez dit « important » ?*

Il y a des choses plus importantes que d'autres, mais lesquelles et pourquoi ? Parce que ce que nous faisons, pensons, ne peut aboutir qu'à condition de respecter un certain ordre ? Ou pour elles-mêmes, en elles-mêmes ?

Les deux... ?

Le bon enchaînement des opérations semble primer. *Il faut* passer une éponge sur la table avant de poser les assiettes, enfiler des chaussettes avant de se chaussier, ne pas mettre la charrette avant les bœufs, que ce soit pour un exposé, un récit, ou la vaisselle. Ce sont là des importances de caractère pratique, dont tout le monde s'amuse ou s'inquiète, pour soi comme pour les autres. Des manières de faire qui se justifient par la pratique. Mais *il faut* aussi pouvoir, à tout moment, justifier ce que nous faisons. Nous invoquons alors toutes sortes de « bonnes raisons », triviales, vitales, proverbiales, transcendantes. Elles se recoupent et se soutiennent. *Chez nous*, on mange dans des assiettes posées sur des tables. Question de société. Une table sale vous coupe l'appétit. Il faut manger des légumes, surveiller son poids, son diabète. Question de santé. Il faut écrire lisiblement, il faut de l'ordre, de l'hygiène, un minimum de politesse. L'Homme ne se nourrit pas que de pain. Le respect d'autrui, la Démocratie, la Liberté... *Parce que* la France, Dieu, l'Homme, la Nature...

Les raisons invoquées commandent-elles réellement ce que nous faisons ? On peut en douter ! Mais que ce soit vrai ou faux ne change rien au fond. Depuis des millénaires nous décrivons ce que nous faisons. Nous expliquons pourquoi *il faut* le faire, et comme ça. En quoi, pourquoi c'est bien, mieux, nécessaire... Mais nous l'expliquons, sans nous en rendre compte, par le milieu dans lequel nos pratiques et motifs prennent forme, *importent*, valeurs transcendantes et symboles compris. De même que nous décrivons le comportement des animaux marins ou terrestres sans dire comment ils s'oxygenent - tout le monde le sait ! – nous décrivons le sociotope humain sans dire, tant c'est évident, que l'usage de l'argent s'introduit partout.

Que ce que nous pensons, faisons, disons, doive « tout » à l'usage de l'argent ou n'en dépende qu'en partie, quel que soit le cas, il entre en jeu. L'expérience mentale de la désarçonne rend *important* de toucher, révéler, mettre à plat, comment il structure les pratiques et les représentations. Mais si rien n'en dépend plus ? Quelles « importances » se conserveront ? Quelles nouvelles importances, dans l'ordre des pratiques concrètes ou des justifications, allons-nous découvrir ? Inventer ? Comment allons-nous les présenter ?

Aujourd'hui, comment ça se passe ?

## ○ 1. *L'argent rend important tout ce que son usage exige*

Cette importance se décline de deux façons.

*Elle est liée à la sécurité que l'usage de l'argent assure.*

L'argent rend important tout ce qu'il permet - qu'en fait il impose, sous la forme d'une dépense en argent. Il rend encore plus important ce qu'il empêche d'avoir, d'acheter, produire, qu'il fait désirer. Il est donc important d'avoir de quoi acheter, important d'en gagner, important de savoir le dépenser, important de faire des profits pour les redistribuer aux actionnaires sous forme de dividendes, aux banquiers sous forme d'intérêts, à l'Etat sous forme de taxes, aux travailleurs sous forme de salaire, sans oublier les investissements, les recherches et dépôts de brevets. Il est important de tenir une comptabilité exacte des entrées et des sorties d'argent, dont les entrées et sorties matérielles dépendent (pour les acheter et revendre avec du bénéfice). Il est important de s'assurer qu'en cas d'accident, de décès, « on aura l'argent ». Il est important de pouvoir compenser par des aides le fait qu'il provoque le chômage et des maladies. Le « bio », censé défendre votre santé, coûte plus cher. Rares sont les biens et services qui ne s'achètent pas, et il y en a de moins en moins dans ce cas. L'air, le silence, la vue sur la mer s'achètent, les oreilles attentives aussi : vos amis n'ont plus le temps, achetez-vous une consultation chez un psy ?

Dans l'esprit *sécuritaire* de l'usage de l'argent, il n'y a pas de petites dépenses. Il n'y a pas de petites économies. Il n'y a pas de petits gains. Le moindre petit sou dépensé ou gagné symbolise et reconduit l'importance de l'argent : la dépense en argent est toute dévouée à son usage et le prolonge. Et celui qui en dépense, donc ! L'exercice de sa responsabilité, de son libre-arbitre, est guidé par ses moyens

budgétaires. Voter ne coûte rien, juste de s'informer et de se déplacer ce jour-là. Mais lancer une campagne, une mode ? Affronter un lobby ?

Nous sommes tous égaux dans l'usage de l'argent, comme dans celui de l'eau ou de l'oxygène, à ceci près que, dès que de l'argent entre en jeu, il crée des inégalités d'un tout autre ordre que les inégalités physico-chimiques des dépenses individuelles en oxygène et H<sup>2</sup>O. Il distingue le riche du pauvre, ceux qui font la course en tête et ceux qui sont voués aux voitures de ramassage, ceux qui ont les moyens de parler, témoigner, de se faire entendre, et ceux qui doivent attendre que leur cas soit médiatiquement payant. Mais quel que soit l'étage social auquel chacun de nous agit ou parle, nous savons et faisons savoir, d'une manière implicite, qu'il faut et faudra faire avec l'argent jusqu'à la fin de l'Histoire.

Dans l'esprit *sécuritaire* qui s'attache à l'usage de l'argent, l'école occupe une place importante. Elle doit, le plus tôt possible, nous rendre apte à faire face à la condition argentique. Le principal reproche qu'on puisse lui faire est donc de ne pas suffisamment préparer, aguerrir, à la lutte pour faire face au besoin d'argent qui attend les jeunes à la sortie. *La Princesse de Clèves* - vous plaisantez ? Les programmes prouvent leur sérieux en épurant les matières enseignées de tout ce qui pourrait distraire d'*utile*.

[Il n'y a pas de petit savoir. Un savoir est un savoir comme un sou est un sou. Ils se déclinent sous forme de règles de conduite en matière de savoir, énoncées dans une langue sélective, que les enfants de riches sont les premiers à comprendre - cherchez pourquoi.] L'école apprend à tenir son rang dans la course sociale. Vous n'avez pas besoin de savoir depuis quand telle évidence, telle pratique, font consensus.

La preuve qu'il importe de savoir ce qu'on vous donne à savoir, est que ce savoir vous est distribué d'une manière compétitive (les premiers qui comprendront seront les mieux servis) et qu'il y a des examens et concours pour vérifier que vous le savez !

Ce mode de traitement, indifférent aux goûts personnels, décourage beaucoup de jeunes, y compris parmi ceux des milieux favorisés, déçus qu'on ne s'intéresse qu'à leurs performances. Ils découvrent ailleurs des choses aussi intéressantes qu'à l'école, par l'expérience directe, accompagnée de présences amicales. Mais dans l'intérêt même qu'ils trouvent aux savoirs et savoir-faire acquis hors des institutions scolaires, ils ne négligent pas pour autant le fait que les activités qui leur sont liées peuvent déboucher sur une rémunération ou qu'il faudrait avoir assez de loisir pour s'y consacrer, donc une situation en rapport. Ils n'ignorent pas qu'elles sont, elles aussi, soumises à compétition. Des « choix » comme le foot ou le showbiz ne seraient pas aussi fréquents dans les milieux défavorisés si leur professionnalisation ne promettait pas des rémunérations éblouissantes.

L'insécurité acceptée, voire voulue, la misère, la galère, s'adonner à des activités connues pour ne pas nourrir leur homme, l'art, la recherche, les voyages, rendent hommage à l'importance de l'argent. Quand, au bout du tunnel, enfin, viendra la reconnaissance, elle se traduira en cotation sur le marché des œuvres et des brevets. Elle ne sera même reconnue qu'à cette condition. La morale de l'argent, c'est ce que l'argent mesure.

Bien avant d'envoyer les enfants à l'école, le souci de sécurité entretenu par l'usage de l'argent est présent. Quel parent, aujourd'hui encore, désavouerait Jean Valjean de faire cadeau à Cosette d'une poupée sublime, celle qu'il a trouvée de plus cher ? Le petit sabre de bois entouré d'un chiffon dans lequel l'imaginaire de Cosette projette un bébé lui semble indigne de la vraie jeune femme qu'il se promet d'en faire, alors qu'il est, dans sa pauvreté même, plus riche en possibilités imaginatives que celui de la poupée déjà ornée.

Sans doute canalise-t-il déjà des pulsions maternelles qui serviront aux héritiers, mais il importe qu'en future *dame* Cosette en cultive qui marquent son appartenance au milieu des Importants, reconnus comme tels sur la base du pouvoir sécurisé qu'en principe l'argent confère.

Jouer d'un instrument de musique, faire du cheval, pratiquer un sport, s'est « démocratisé ». Nous n'allons pas le regretter. Mais l'importance prise par ces activités a d'abord répondu à la demande d'un nombre croissant de familles en passe d'atteindre le statut sécurisé des classes « moyennes ». Elles avaient compris que « la moyenneté » pouvait s'acheter en s'asseyant devant un piano, en faisant de l'aviron dans un club, en fréquentant les scouts, les éclaireurs, des groupes où les jeunes de différents milieux se croisaient, développaient les qualités d'écoute, d'obéissance, de consensus et d'initiative qui leur seraient utiles plus tard dans la hiérarchie professionnelle. Le *populo*, quant à lui, sachant d'avance qu'il ne sortira jamais de son milieu, paie bravement son grade au bistrot.

### ***L'importance de l'argent est liée à l'insécurité que son usage induit***

Cette proposition, vous l'aurez remarqué, inverse la précédente<sup>9</sup>. Elle ne la contredit pas. Elles vont de pair. Elles se renforcent. On peut toujours manquer d'argent. Les prix augmentent. Vous n'êtes pas sûr de conserver votre gagné-sous. Vos économies vont-elles suffire ? Vos placements ne vont-ils pas s'effondrer ? Et les impôts ? Et les charges ? Le fisc met son nez partout. Rien ne prouve que l'appareil que vous venez d'acheter ne va pas expirer juste le jour où la garantie prend fin. Prenez donc une assurance pour la période qui suit.

Du super-patron de la super multinationale au mendiant, il faut *tenir sa place* partout, et la rendre plus importante ! Pour abaisser les prix, il faut produire en abondance, et voilà que les cours s'effondrent ! Les pays voisins pratiquent

---

<sup>9</sup> Rappel : *L'importance de l'argent est liée à la sécurité que l'usage de l'argent assure*

la dévaluation compétitive. Un journaliste, un vulgaire employé, même, peuvent révéler des pratiques auxquelles la conjoncture vous a constraint pour sauver votre instrument de travail et l'Emploi. Vous n'êtes jamais sûr de faire les bonnes économies, de bien gérer, que les flux de sortie compenseront les flux d'entrée, que les salariés et le gouvernement vont suivre. Dieu sait ce que le progrès technique nous réserve. Les robots débarquent ! Ils sont même déjà capables d'écrire des articles de journaux. Il importe donc de se préparer à changer plusieurs fois de métier...

L'insécurité constitutive de l'usage de l'argent se surajoute aux insécurités naturelles - santé, accidents, séismes, épidémies. Pour lutter contre elle, les parades concrètes se déploient : en mettre à gauche, exploiter son prochain comme soi-même, revendiquer des salaires supérieurs, des retraites convenables, conforter les plans de carrière, mettre les patrons et le gouvernement sous pression, garantir les frontières, inventer des traités juteux, des dispositifs avantageux, préserver les paradis fiscaux, repousser les taxes sur les opérations financières. Les parades morales ne manquent pas non plus. Surveiller, punir. Vertu de l'économie domestique, promotion du Mérite et de travailler plus pour gagner plus, abnégation devant les collègues et les petits chefs pour garder sa place. Honneur aux Chevaliers des Grandes Causes qui épurent les dégâts.

Les justifications (les déclarations *d'importance*) qui accompagnent la sécurité/insécurité induite par l'usage de l'argent se présentent sous deux formes. La première, pour ainsi dire interne, est relative à la gestion argentique : ne jamais rien entreprendre qui ne rapporte plus que ce qu'on a investi. En toute chose considérer ce que ça va coûter ou rapporter. Surveiller la rentabilité des machines humaines et mécaniques, la productivité, la concurrence. Repérer les espaces et matériaux susceptibles de donner lieu à une marchandisation inattendue.

La seconde forme est externe, générale, idéologique. Les théories économiques se

rejoignent pratiquement toutes aujourd'hui sur ce qu'on appelle le consensus de Washington, qui présente le Marché - la concurrence marchande - comme l'horizon indépassable de la démocratie, prêche la réduction des dépenses de l'Etat, la Croissance des profits monétaires. Mais les recettes changent. Hier il fallait du Keynes malin, aujourd'hui du Hayek tranchant : concurrence parfaite et croissance sans faiblesse. Et voilà que le FMI émet des doutes ! Ses économistes s'interrogent, dans un style impayable : le néolibéralisme n'aurait-il pas été « survenu » ? Les bénéfices en faveur de la croissance ne sont-ils pas « incertains » et les coûts, en termes de volatilité économique et de fréquence des crises, « plus établis » ? Les politiques d'austérité « n'ont-elles pas réduit la demande et accru le chômage »... ?<sup>9</sup>

Et quand ils le sauront et que le nouveau consensus fera autorité - *sécurisera* ? La raison argentique sera toujours la meilleure. L'indispensable croissance des profits monétaires exigera de lui fournir des matériaux et du travail humain toujours à plus bas prix. Il importera d'importer si c'est moins cher, d'arracher des marchés, de protéger les entreprises financières devenues trop grandes pour ne pas entraîner toutes les autres dans leur chute. Saluons donc le PDG qui tient le cap dans la concurrence mondialisée, le travailleur qui se donne à fond pour honorer son salaire et lisser les errements et erreurs de l'organigramme maison. Saluons le financier qui fait de l'argent hors économie réelle, puisque cet argent s'investit dans les effets de levier nécessaire aux rachats d'entreprises, dans les start-up, dans le dégraissage de main d'œuvre et les prêts aux Etats. Saluons les sans-domicile-fixe qui bravent la vie précaire. Saluons les travailleurs sociaux. Saluons les forces de l'ordre et casseurs associés qui rappellent jusqu'où on peut aller dans la contestation et qu'il n'y a rien d'autre à mettre à la place.

---

<sup>9</sup> *Alternatives économiques* n°359, Juillet-Août 2016, p. 94.

## ¤ 2. *Et si ce qui importe ne devait plus rien au fric ?*

On nous défie de dire comment les produits et services, s'il n'y a plus d'argent, seront assurés ? Mais comment sont-ils assurés, quand il y en a ? Inégalement et de plus en plus mal. Parmi les raisons les plus souvent invoquées : le travail coûte cher. Il faut le payer. Et s'il ne fallait plus ? La preuve serait vite faite qu'il est - était - matériellement contre-productif et que l'*importance* des justifications dont son usage s'accompagnait tenait à l'*importance* qu'il y avait de (se) le masquer.

Qu'est-ce qui importera quand nos actes et justifications, l'ensemble des importances qui nous font courir, ne seront plus structurés par l'usage de l'argent ?

La conséquence pratique la plus importante de l'hypothèse de l'abolition de l'argent est de rendre inopérantes (et intolérable) la carotte et le bâton du salariat. Elle implique en effet que les usagers s'investissement dans des activités de leur choix ou librement choisies parmi celles dont la nécessité s'impose encore. La motivation pour ces activités ne sera plus « alimentaire » au sens où il faut travailler pour manger. Elle éliminera d'entrée de jeu le forçage des salariés et ce que l'argent empêchait de faire d'utile, de sain, de durable et de beau.<sup>\*\*</sup>

Quelle que soit l'importance, vitale ou symbolique, des activités, ceux qui les auront choisies ou s'y associeront d'une manière provisoire feront tout ce qui est en leur pouvoir pour réaliser les avantages qu'elles leur ont paru promettre. Ils le feront comme le voudrait la logique opératoire si elle n'était distordue par le salariat et l'urgence de faire des profits sans se soucier de leurs conséquences écologiques et sociales. Ils économiseront leur travail et la planète. Ils réfléchiront avant de faire venir d'ailleurs, parce que c'est moins cher (le prix écologique des transports et celui de l'exil des

populations chassés de leur terre n'étant pas compté) ce que les ressources locales leur offrent pour manger ou travailler. L'*importance* des buts poursuivis aura enfin clairement à voir avec l'usage qu'ils font de leur vie.

L'*importance* de la motivation personnelle et celle du renouvellement des ressources en feront surgir ou remonter plein d'autres. L'abolition de l'argent leur fera droit d'une manière qui dépasse tout ce que nous n'avons jamais osé espérer. Elles ont toutes à voir avec la *qualité* : qualité de la vie, de l'attention réciproque des proches du berceau à la tombe, qualité des noeuds qui se créent entre équipiers dans une entreprise qu'ils ont choisie, qualité des produits, qualité du choix et du mode de traitement des ressources alimentaires, matérielles et énergétiques, qualité de l'environnement, des modes de déplacement, qualité des décisions. Aucune de ces qualités ne sera plus importante qu'une autre, et il ne sera plus nécessaire d'en faire état ou étalage, de les invoquer comme des Valeurs qui doivent guider l'action, comme c'est le cas aujourd'hui, du fait même qu'elles sont menacées. Dans un sociotope sans argent, « les valeurs » seront pour ainsi dire intégrées à l'économie comme certains espaces dévolus au rangement sont intégrés dans les murs. Elles seront vécues sans qu'il y ait besoin de les dire, de choisir des mots « importants », prononcés par des VIP médiatiques, qui créent une réalité seconde, analogue à celle des prix apposés sur les biens et services.

L'hypothèse d'une société sans argent suscite des analogies avec les sociétés dites primitives ou des situations exceptionnelles, après des naufrages, des destructions massives, des épidémies, ou dans les camps de détention.

En ce qui concerne l'économie de subsistance des sociétés dites « primitives », sont-elles à plaindre ? Les ethnologues ont montré

---

<sup>\*\*</sup> Voir plus bas l'article consacré à ces quatre « concepts directeurs ».

qu'elles consacrent à la chasse, la pêche et la cueillette quelques heures par jour, et nombre d'autres à des danses et rituels. Des assauts entre tribus ne sont cependant pas exclus, des rapt de femmes et de troupeaux. Certains peuples ont institué le potlatch, qui les occupe toute l'année à fabriquer des objets admirables et à les détruire au cours d'une grande cérémonie où celui qui détruit le plus d'objets précieux s'impose, sans effusion de sang, comme le plus fort. Assauts symboliques ! Et les modernes ? Ils remplacent fièrement des techniques qui ont beaucoup rapporté d'argent par d'autres qui en rapportent encore plus et écrasent les concurrents d'une manière absolument vérifiable : leur faillite ou la régression de leur PIB.

Ceux qui ont vécu des situations de catastrophes ou dans des camps soulignent que l'économie de subsistance y occupe tout le temps et l'esprit. Chacun cherche tout ce qui peut se manger, servir, dans la minute ou plus tard. La valeur d'usage primaire (les besoins vitaux) prime. Les témoignages insistent beaucoup, dans ce cas, sur l'importance que prend le troc. « Troc » il y a, effectivement, puisque « troc » signifie qu'un objet est échangé contre un autre. Mais on ne voit pas pourquoi une civilisation de l'accès instituerait automatiquement une économie de troc, réglée par la loi du plus fort.

Dans une civilisation sans argent, c'est l'usage avant tout qui importe, l'usage nu, impayé, intégré à une écologie d'usages où l'offre de ce dont on a l'usage est prévue, dès sa conception, pour être sans difficulté renouvelée. Les usagers « prendront » ce dont ils ont l'usage, qu'il s'agisse de se nourrir ou de se déplacer. Les restaurants où chacun se sert selon sa faim, les transports gratuits, ont prouvé que c'était faisable et bien plus économique. D'outillage et de mobilier domestique, les usagers de la désargence se pourvoiront selon l'usage qu'ils en ont et non pour afficher le niveau qu'ils ont atteint dans leur classe sociale. Aujourd'hui déjà, pour des raisons argentiques, nous préférerons de plus en plus souvent louer que de

posséder. Dans un sociotope sans argent, l'achat de « biens et services » ne servira plus à distinguer des *acheteurs* doués et loués pour savoir doser leurs dépenses. Nous aurons accès, en tant qu'usagers, à l'*usage de - x, y, z*. Fin des demandes artificiellement créées, gonflées par la reconnaissance sociale qu'offre la dépense. Fin des conduites imposées par l'insécurité argentique, de l'accumulation individuelle, de la privatisation des moyens de faire face, de « tous derrière et moi devant ».

Dans le cadre actuel, nous sommes formatés pour penser « échange ». Certaines expériences qui ont lieu aujourd'hui déjà dans le cadre argentique (ex. : *les incroyables comestibles*) abolissent pourtant déjà l'*échange* entre ceux qui « prennent » et ceux qui « apportent ». Vous ne pouvez évidemment pas « prendre » si d'autres n'ont pas « apporté », mais vous pouvez très bien prendre sans avoir rien apporté, et ceux qui vous voient faire en éprouvent même un certain plaisir, comparable à celui de l'hôte ou des parents. Dans le cadre de l'*échange*, ce à quoi on accède sans payer relève du vol ou don (augurant d'un possible contre-don). Deux concepts de haute *importance*, argentiquement parlant, du fait même que les choses volées ou données ont été achetées - ou faites hors du temps imparti au salariat. Ils renvoient à la propriété et à la générosité, dont l'*importance*, reconnaissons-le, est elle aussi construite sur l'usage de l'argent, puisqu'il faut de l'argent pour s'approprier les choses aussi bien que pour en faire cadeau sans contrepartie. Que conserveront-ils d'*important*, quand vous ne devrez plus rien acheter et que le fait de vous en servir ne privera personne ? D'*important* pour eux-mêmes, pour vous personnellement et pour la communauté ?

Plus nous avançons en âge plus nous nous retrouvons encombrés par des tas d'ustensiles et d'objets qui ne servent plus à rien. Nous n'arrivons pas à nous en séparer. Qu'est-ce qui nous y attache encore ? Le prix qu'il nous a fallu les payer ? Ils n'ont pas tous été achetés.

Plus l'humanité avance en histoire, plus elle la charge de conquêtes, révolutions, grandes inventions. Qu'est-ce qui les rend, elles aussi, aussi *importantes* ? Le prix qu'il a fallu les payer en or ? En hommes ? Il est facile d'aligner des chiffres de ce genre pour chacune d'elles, mais avouons qu'ils ne nous parlent pas.

Qu'est-ce qui nous « parle », dans les deux cas ? Le souvenir de tout un ensemble d'obligations marquées par le milieu et le moment dans lesquelles nous avons été jetés. Force nous était de nous en accommoder, avec courage,

héroïsme, générosité, en faisant appel à l'entraide mais aussi en trainant les pieds et à regrets, avec un sentiment de gâchis et d'erreur de construction. Que l'importance de ces choses ait été minuscule ou grandissime, qu'il se soit agi de pantalons à rabats, de minijupes, de résister au sel, au sucre, à des dogmes, à des théories physiques, à une dictature, nous nous sommes engagés pour, contre, et ça a laissé des traces. Ne pas clairement nous engager en a laissé autant !

### 3. *Les cent premiers jours*

Dès le premier jour de son abolition, nous découvrirons la perte d'importance de tout ce qui avait un rapport avec l'argent et l'importance, cette fois bien *réelle*, des motifs, concrets ou imaginaires, de nous investir dans telles activités et d'en refuser d'autres. La façon même, pratique ou raisonnée, dont les choses nous importeront sera toute différente. Ceux qui défendaient l'argent et ceux qui se défendaient contre lui, ceux qui assuraient ouvertement sa domination et ceux qui faisaient de la résistance, tous devront reconstruire l'ensemble de leurs repères.

Même en admettant que personne ne pouvait choisir son camp, certains, parmi ceux qui se trouvaient dans le camp le mieux servi, matériellement ou culturellement, seront jugés comme s'en étant servis d'une manière exagérée, voire ignoble. Les manœuvres pour cumuler des allocations, passer devant plus pauvre que soi, voler, même, vous sera pardonné, mais les dégraissages de personnel indifférents aux situations familiales ? Les manœuvres pour prolonger des ventes toxiques ? La destruction des ressources naturelles ? Cacher les découvertes, les preuves d'une malfaçon... ?

Une amnistie générale semble donc s'imposer, mais il sera difficile d'éviter les bavures. Il importe donc déjà de ne pas commettre une erreur de chronologie en prévoyant de l'appliquer le lendemain du jour A

- A comme abolition. Amnisties plutôt dès à présent les tenants du système en montrant leur propre dépendance envers l'argent, leur impuissance, leur fragilité, leurs difficultés, l'insécurité dans laquelle l'économie, l'écologie argentique, pratiques ou mentales, les fait vivre, eux comme les autres. Qu'il s'agisse de Monsanto, qui se targue de préparer l'humanité contre la disette en répandant des méthodes industrielles, ou des partisans de la décroissance, qui voient dans les profits à tirer du bio la seule façon de l'imposer, l'argent, dans les conditions actuelles, commande tout ce qu'il *importe* de faire pour parer à ce qu'il oblige de faire. Les grandes idées comme le développement durable et l'économie sociale et solidaire sont encore et toujours solidaires du système. Les agriculteurs « bio », les coopératives, les communautés qui cherchent l'autarcie, doivent, elles aussi en tirer profit, et quand ce n'est pas un profit en argent c'est un profit moral, aussi écrasant que le profit monétaire.

La nécessité de changer de modèle est trop *importante* pour nous permettre des tactiques qui la retardent. Ce n'est pas en culpabilisant ceux qui symbolisent le plus violemment ce modèle qu'ils renonceront plus vite à leurs livres de compte. Ni en montrant à ceux qui se targuent d'avoir fait un exemplaire « pas de côté » qu'ils rendent encore plus séduisantes les dépenses qui

tentent ceux qu'ils considèrent comme des nuls. Ce n'est pas non plus en apportant sur un plateau une panacée dont nous aurions les leviers. C'est bien plutôt en approfondissant ce que *découvre la désargence* à travers des exemples de situations sur lesquelles on pourra mettre les mêmes mots qu'aujourd'hui (se nourrir, apprendre, réparer, inventer, etc.) mais dont le mode opératoire ne fera plus le même et donc plus les mêmes usagers. C'est en se gardant résolument de la tentation d'augurer de la libération de l'argent celle de comportements « bien connus » et qui sont donc attachés à la nature humaine comme s'en foutre plein la gueule, se tourner les pouces et blablater à n'en plus finir. *C'est en témoignant de la même rigueur dans ce que découvre la désargence que les physiciens dans ce qu'ils découvrent depuis qu'ils connaissent la relativité et les quanta.* Sinon la désargence n'accouchera de rien de « mieux » que d'un Etat plus fort que jamais, édictant des besoins justes et nationaux, des périodes de service obligatoire, des tickets de « droits » à qui de droit.

Depuis qu'il y a des hommes et qui pensent, ils mettent à jour des choses qui leur semblent importantes ou auxquelles « ils tiennent ». Mais *quand* leur deviennent-elles importantes ? Elles le deviennent pour conserver ce qui se fait déjà de « bien » ou pour apporter un mieux. Cette importance ne leur apparaîtrait pas si elle n'était pas déjà réalisable. Elle semble d'autant plus importante qu'elle semble réalisable, compte tenu des capacités qu'ils pressentent avoir pour les mettre en œuvre et des institutions présentes, créées dans un contexte désormais dépassé mais qui peuvent encore servir à promouvoir « autre chose », en les détournant ou en s'y opposant frontalement.

Pour le dire autrement, et sans craindre le paradoxe, faire la désargence n'est pas important *parce qu'il faut changer de cap, de méthodes, de fins.* S'il *le faut*, ce n'est pas *parce que*

l'argent nous conduit dans le mur. Qu'il nous conduise dans le mur, tout le monde le sait et ne peut rien y changer, étant donnée la façon dont il utilise nos capacités. Le dire, le répéter, c'est faire des sauts sur le plongeoir au lieu de se jeter à l'eau. S'il importe de changer de civilisation, s'il est « nécessaire » d'en changer, c'est *parce que* nous avons déjà les moyens d'en changer. Elle est « là » comme savoir tous lire était là depuis qu'il y avait des alphabets ou des idéogrammes, comme la science était là depuis qu'on avait les instruments d'optique et les mathématiques, comme le contrôle des naissances était là depuis qu'on connaissait les mécanismes de la fécondation, comme le franchissement du mur du son était là du fait que les moteurs à poussée et non plus à traction permettaient de s'élancer dans l'air raréfié par l'altitude. Elle est là depuis le bricolage, l'entraide spontanée, des faisceaux de capacités utilisées à corriger la rareté induite par l'usage de l'argent. Elle n'a jamais été aussi « là » que depuis que l'informatique permet de gérer les ressources et de fonder l'économie directement sur ces ressources et non sur les profits qu'il faut d'abord et avant tout en retirer.

Elle est là, elle attend, elle s'impatiente, comme en témoignent les *Nuits Debout* et autres manifestations autorisées par les préfectures du salariat. Elle ronge son frein dans de multiples expériences comme les jardins partagés, les gratiferias, les fablabs, qui montrent des capacités ignorées par le système argentique. Il ne lui manque, pour exister autrement que sous forme de ruses ou de soupapes de sécurité, que de convaincre non seulement qu'il y a une vie après l'argent mais qu'elle est autrement riche, enrichissante, sans lui. C'est le but des études dont celle-ci est la première. Les autres seront publiées dans nos prochaines revues et sur le site desargence.org, en attendant de les réunir et de les réunir sous le titre... Secret !

aaaaaa

## Relire les classiques !

### *Le Schtroumpf financier*



Peyo, de son vrai nom Pierre Culliford (1928-1992) publia "Le Schtroumpf Financier" dans le journal Spirou, puis en album en 1992.

Son succès ne se dément pas. Nous avons retrouvé la BD rééditée en Janvier 2017 dans une grande surface (4,99€).

En résumé, l'action est la suivante : Le Grand Schtroumpf est malade et le village délègue un des leurs pour aller au bourg des hommes chercher un remède. Le délégué découvre alors que les humains utilisent de l'argent pour échanger des biens et des services. Séduit par l'idée, il prépare en cachette la monétarisation du village.

Au fur et à mesure, on découvre que les Schtroumpfs ont tout ce qui leur faut sans échange ni argent : l'un fait le pain, l'autre le potager, un troisième la cuisine... Il y a des Schtroumpfs bricoleurs, peintres, sculpteurs, mineurs, et même fainéants. Et les Schtroumpfs ne manquent de rien, ont de bonnes relations entre eux, s'amusent bien...

Dès le début, le futur Schtroumpf financier découvre l'urgence, le temps qu'il faut économiser, la valeur relative des choses. Dès l'introduction de la monnaie, les Schtroumpfs découvrent la nécessité du travail, du partage, le prix de ce qui était jadis gratuit, les charges, les bénéfices, l'usure, la concurrence, le problème du non productif, de la pauvreté, l'arnaque, la violence, la jalousie... et enfin la guerre, la dette, l'exploitation. Mais comme dans une BD tout est possible, le Schtroumpf financier se retrouve tout seul sur une montagne d'or, mais sans pouvoir échanger ni même manger, boire, chanter. Tous les autres sont partis ailleurs rebâtir une société sans argent, comme avant... Désespéré, puis comprenant son erreur, il abandonne l'or au Schtroumpf bricoleur qui en fera de nouveaux instruments de musique et tout le monde est content !

La BD est astucieuse et avant-gardiste quand on sait qu'elle a été conçue au début des années 1990. Contrairement à la plupart des alternatives actuelles qui se veulent révolutionnaires, Peyo ne propose pas d'échange de biens ou de services contre autre chose, pas de don, pas de partage des richesses, juste un accès à tout ce qui est nécessaire et sans contrepartie, pour le schtroumpf bricoleur comme pour le schtroumpf paresseux.



La révolution monétaire se fait sur un marché de dupes, sur une erreur de jugement du schtroumpf financier, et dans l'autre sens, la contre révolution a-monétaire se fait sans contestations, sans manifestations, sans guerre civile, simplement quand le système arrive au bout de sa logique, quand la concentration inévitable de l'argent fait que le financier n'a plus de clients et n'a plus rien à acheter, et quand tous les autres sont endettés au point de ne plus avoir accès à rien !



Il suffit d'aller visiter la Grèce pour constater que les gens sont à deux doigts de se retrouver dans la même situation : la grande majorité (80% actuellement) n'a plus de travail, plus de quoi consommer. Les 20% restants n'ayant plus de clients perdent leurs marchés et font faillite les uns après les autres.

A terme, les 1% qui auront échappé à la crise et se seront outrageusement enrichis n'auront d'autre ressource que de chercher un autre lieu où il y aura encore des boulanger pour leur vendre du pain, des médecins pour leurs soins, des ouvriers pour créer la valeur ajoutée dont ils se nourrissent. Et si la crise s'étend à la planète (rien ne permet d'en douter sérieusement), ils n'auront plus qu'à chercher une autre planète ! C'est sans doute pour cela que le gouvernement grec a annoncé la création d'une Agence Spatiale (la nouvelle a soulevé dans le pays un immense éclat de rire) !

Tôt ou tard, les Grecs, puis les autres, jettent ce qui leur reste de monnaie à la tête des banquiers rapaces et s'organiseront pour mutualiser leurs compétences, pour gérer à leur guise la production de ce qui leur est nécessaire, pour se schtroumpfer enfin d'une chouette et schtroumpfette organisation sociale...

Mais revenons à nos schtroumpfs.

La BD ne met rien à la place de l'argent. Quand les schtroumpfs s'aperçoivent qu'ils se sont fait rouler par le schtroumpf financier, ils reviennent à la case départ, c'est à dire à un village sans argent, où chacun met à disposition ses talents, ses productions. Accès libre à tout et sans conditions... Il n'y a aucun calcul de valeur, aucune hiérarchie, aucun conflit entre le Schtroumpf Bricoleur qui est souvent sollicité et le Schtroumpf Paresseux qui revendique le droit à la paresse.

L'expérience monétaire aura-t-elle pour autant été inutile ?

*L'auteur, Pierre Culliford, alias Péyo, né à Bruxelles en 1928, a disparu en décembre 1992 au moment même où paraissait aux éditions du Lombard le 16<sup>ème</sup> volume des aventures des Schtroumpfs, le Schtroumpf financier. L'album a été traduit en vingt langues. Ses petits bonhommes bleus sont nés en 1958 dans l'histoire de "la flute à six trous".*

*Péyo, fils d'un agent de change trop occupé par ses affaires pour s'occuper de ses enfants, a sans doute réglé un compte personnel dans cette histoire, ce qui la rend d'autant plus crédible...*

Jean-François Aupetitgendre

<http://aptgchronique.overblog.com>

# *Hauts et bas de gamme*

Parmi les observations et remarques reçues en réponse à notre appel à contribution sur le sujet, celles qui suivent montrent la diversité des approches possibles.

*Les « hauts et bas de gamme » s'appliquent aux produits et services matériels. Leur extension aux produits et services culturels semble inévitable. C'est aussi le cas de leur extension aux usagers fournis par le cursus scolaire, le capital social et l'héritage.*

Extension « inévitable » mais pas forcément « juste » ? La mettre en évidence et en discuter peut donner lieu à un joli mémoire de fins d'études.

*L'intérêt porté à des objets, personne ou actions, les répartit en hauts et bas de gamme. Matériaux précieux, forme des fleurs, goût des aliments, races animales. Matériaux à tout faire, légumes, fromages basiques, bêtes à viande, visés par la grande industrie et le commerce. Internet ou concours Lépine, roman et roman policier...*

Cet intérêt est-il spontané ou culturel ?

*Les produits et services dits de haut de gamme sont considérés comme tels principalement du fait de leur valeur marchande. A cette valeur s'attache une certaine idée de rareté (tout ce qui est rare est cher). Tous articles confondus, leur généralisation la fait donc décroître. Ce qui n'empêche pas le secteur d'activités concernées (la mode, par exemple), d'être considéré comme « haut de gamme » par nature du fait qu'il est capable de renouveler son offre en produits à forte valeur ajoutée.*

« Par nature... » ? Attention !

*Le principe selon lequel tout ce qui est rare est cher a pour effet de distinguer comme de haut de gamme social ceux qui peuvent s'offrir le plus cher. Un haut et bas de gamme social parallèle distingue ceux qui peuvent (s')offrir les recherches les plus pointues.*

Mais tôt ou tard les parallèles se croisent ? A quel moment, pourquoi ?

*La force de travail vendue par les salariés se répartit entre des activités de haut de gamme, réservées à ceux qui ont pu faire des études ou qui occupent des postes de direction, et des activités où ils peuvent facilement être remplacés. Le très bas de gamme salarial s'applique aux travailleurs polyvalents, dans le secteur des travaux de force (forcés ?), répétitifs.*

Bien vu. Tellement « vu » et « su » qu'on n'ose plus s'en émouvoir. S'il fallait donner une raison, une seule, à l'abolition de l'argent, nous pourrions choisir celle-là !

*Signaler un séjour dans un ministère, même s'il s'agit de tâches considérées comme modestes (du fait de leur hauteur salariale), ajoute à votre dossier de demande d'emploi une valeur que n'a pas un séjour dans une quincaillerie. Les*

*salariés ne le vivent cependant pas comme une injustice qui, à elle seule, suffit à condamner le système dans son ensemble.*

...Et incite à le remplacer !

*La gestion des hauts et bas de gamme est un chapitre important de la science économique. Elle a des incidences politiques. Il existe des « produits d'appel » de gauche (logement, nourriture, santé, instruction publique) et de droite (confort, indépendance, cliniques, école « libre »). Les écologistes comptent sur les classes qui ne regardent pas aux prix pour répandre le « bio » et autres productions économies en énergie. Le degré de conscience écologique est indexé sur les revenus !*

Oh comme c'est méchant... !

*Les produits alimentaires de bas de gamme sont davantage chargés en sucres, graisses, déchets osseux. Les biens matériels de bas de gamme ont une durée moindre. Tous articles matériels confondus, le bas de gamme, vendu à ceux qui se situent en bas de l'échelle des revenus, travaillés ou non, leur coûte au final plus cher, y compris en termes de santé, que le haut de gamme aux classes qui ont les moyens de l'acheter.*

Les travailleurs sociaux l'observent tous les jours. C'est leur cœur de métier. Mais qu'en font-ils ? Que peuvent-ils en faire d'autre que des rapports et des demandes d'allocations ?

*Les techniques considérées comme de bas de gamme (dévolues au travail de la terre, au bâtiment, à la nourriture, au balayage) sont les premières visées par « le progrès ». Elles interdisent à un nombre de plus en plus grand de salariés situés en bas de l'échelle toute participation à une activité reconnue par un salaire.*

Dans un sociotope sans argent, ce mode de reconnaissance ne joue pas. Un des buts, et non le moindre, de cet article, est d'expliquer pourquoi et ses conséquences concrètes.

### ¤ 1. En régime argentique toute offre est liée à un achat sélectif

En régime argentique ou d'échange *contre argent*, au moyen de, médié par l'usage de l'argent, les produits et services ciblent des clients à travers leurs capacités financières et l'adoption d'usages en rapport avec elles. Cette adoption suppose des capacités symboliques traitées avec attention par les publicitaires.

D'un bout à l'autre de la chaîne, le beau, le bien, l'utile, l'*important*, c'est ce qui se vend - et de le vendre. Les fabricants de produits et services « se positionnent » dans une certaine « gamme ». Ils ont un souci constant de la cohérence globale des produits et services qu'ils offrent dans cette gamme. Les produits et services de haut ou bas de gamme constituent

« des assortiments ». Ils sont proposés au consommateur dans des points de vente ou rayons faciles à repérer, des boutiques qui donnent son caractère au quartier. Leur cohérence fidélise les acheteurs par de menues variations sur le même thème. Elle est en constante évolution tout en faisant du sur-place.

En système argentique, le souci de cette cohérence dans l'évolution est commandé par les profits afférents. La nouveauté qui attire la clientèle est plus souvent provoquée par la recherche d'économies dans la chaîne technique que par la recherche d'une rupture avec les idées reçues. Elles ne vont en tout cas jamais l'une sans l'autre. Une étiquette, un flacon différents,

un changement de carrosserie, l'adjonction d'un épice, réemploient les mêmes machines et savoir-faire. Les innovations réelles sont rares. Elles résultent de l'utilisation de nouveaux matériaux (le plastique remplace le bois ou le métal, la rayonne remplace la soie), de procédés de conservation (les surgelés), d'assemblage (le velcro remplace les boutons).

### *La création des hauts et de bas de gamme et ses dégâts*

Notre attention est continuellement éveillée par des actes, des situations, des inventions, de nouvelles façons de voir ou penser qui la retiennent dans un sens positif ou négatif. Pour nous en tenir à ce qui nous semble positif nous sommes portés à l'admirer, rechercher, reproduire. Nous justifions notre intérêt, notre émotion, par des adjectifs tels que *beau, bien, fort, intelligent, moderne, sympathique*. Mais nous n'avons pas tous les dispositions personnelles « pour en faire autant ». Nous le savons « bien »...

Ce type de savoir est en recherche de partage, comme on le dit d'un skieur en recherche d'équilibre. Il donne lieu à un discours particulier qui tend à prouver qu'il est *naturel* de le partager et en appelle alors à des « valeurs » indépendantes de la sensibilité de chacun. Elles se répartissent elles aussi entre bas et haut de gamme. Bien faire ce qu'on fait, la solidarité, la solidité, la qualité, la durée, l'utilité publique, l'honnêteté, la parole donnée, la justice, sont fréquemment invoquées par ceux qui ont le nez sur le guidon. Les classes moyennes et supérieures, elles, invoquent plutôt les Droits de l'Homme, les libertés publiques, l'éthique, l'honneur, l'esprit de la Nation, etc. Dans les deux cas, ce qui au départ a plu, simplement, sans concept, se retourne alors en ordre *réel*, naturel, dont il nous incombe

Quand les articles ou services manquent, quand leur fourniture est interrompus, ce n'est pas parce qu'on n'a pas les machines, les matériaux ou les savoir-faire. C'est parce qu'ils ne font pas suffisamment de profits. La qualité générale diminue, la variété de l'offre aussi, compensée par le pullvement des marques et l'agressivité du « premier prix ».

d'achever la réalisation, en volonté *extérieure* à laquelle il nous faut obéir.<sup>\*\*\*</sup>

Dans une société structurée par l'usage de l'argent, lorsqu'un intérêt positif particulier se porte sur une nouvelle donnée, ce sont toujours les classes disposant de moyens ou revenus supérieurs, le haut de gamme social, qui décide, ou achève de décider, par des pensions ou des achats, de ce qui va se répandre dans l'ensemble de la société. Ce qui semble beau, bien, pratique, etc., ne commence à « prendre », ne s'officialise, ne crée d'effet de mode, d'intérêt pratique, qu'à partir du moment où il devient l'occasion d'un achat (ou d'une subvention de soutien). La démocratisation par les profits monétaires opère par le haut. Ils sont moins importants par objet ou pratique en bas qu'en haut de gamme, mais bien supérieurs du fait qu'ils touchent un nombre bien plus considérables d'usagers. Quand bien même ils simplifient la vie de tous, leur « démocratisation » a donc des effets dévastateurs.

---

<sup>\*\*\*</sup> Il en a déjà été question dans l'autre ouvrage. John Dewey (1859-1952) a repoussé avec force cette conception toute platonicienne. Il a repéré bien avant nous la façon dont les instances « supérieures » - prêtres, dialecticiens de tous ordres, élus - s'emparaient de ce retournement. Il préfère parler de *fins en vue* ou de *valuations*. Il insiste, à juste titre, sur ce qu'elles ont de flou, et surtout sur le fait qu'elles sont toujours associées aux *moyens* d'y parvenir. Sa démonstration n'en néglige pas moins qu'à ces moyens l'usage de l'argent participe intimement.

En ce qui concerne les transports, par exemple, le haut de gamme social se jugeait à l'usage du cheval et des calèches pour tous les déplacements. Il s'est emparé de l'automobile dès son apparition. Les profits opérés sur les machines à essence les ont imposés et démocratisées. Pouvoir se rendre d'une manière individuelle, rapide et sur des distances chiffrées en dizaines voire centaines de kilomètres en voiture, est peu à peu sorti du cadre des commodités et affirmé comme un droit.

L'espace créé par l'usage du cheval a été remanié pour l'automobile. Les relais tous les quatre lieues en moyenne pour changer d'attelage ont disparu. On est allé de ville en ville moyennes par les départementales et nationales, et de grandes villes en villes de plus en plus grandes par les autoroutes. L'automobile a répandu le goût de la circulation, des destinations de plus en plus lointaines. Le haut de gamme social s'est ensuite emparé de l'avion. L'industrie automobile, l'avionique, l'industrie touristique, du bâtiment et des travaux publics, ont bouleversé le paysage, incité à des migrations. Les crises qu'elles traversent ont des effets sensibles, sur les pays dont elles soutiennent l'économie. Les effets de leur pollution et des surfaces réfléchissantes qu'elles induisent sont désormais pris en compte dans les études sur l'évolution du climat.

Dans le secteur de l'alimentation, les nouvelles méthodes agricoles, inaugurées à partir du XVIII<sup>e</sup>, ont été bien accueillies. Elles promettaient d'abolir la faim. La valeur symbolique de la consommation de viande, auxquels les classes aisées avaient plus facilement accès, a poussé à en produire en quantité toujours plus grande. Sa démocratisation en est venue à utiliser en priorité les espaces agricoles pour nourrir des animaux parqués dans les conditions les plus optimales pour les tiroirs-caisses. Des crises de surproduction se soignent en fermant les exploitations qui soutiennent la qualité et par des épizooties (comme celle de la vache folle, qui a permis d'occire et brûler des troupeaux entiers).

La valeur symbolique du froment a conduit à emblaver des surfaces de plus en plus considérables et diminuer peu à peu sa valeur alimentaire. La démocratisation de l'ajout de sucre a spécialisé des régions et des pays entiers dans la culture de la betterave et de la canne à sucre. De même pour les agrumes, le café, le cacao, le thé. La monoculture chasse les paysans des terres. Leur exil contribue à l'extension des villes qui résolvent leurs besoins d'eau en allant la chercher de plus en plus loin. C'est tout profit pour le BTP. La misère aussi, pour les entreprises caritatives et les mafias.

L'abaissement constant de la qualité, le danger des additifs, des produits de conservation, a déterminé la création de produits garantis « sans ». Ils valent plus cher et se distinguent comme de haut de gamme. Le haut de gamme social friqué et conscientisé se sacrifie, se sanctifie et sauve sa peau en en faisant le premier l'essai. Merci ! De nouveaux profits sont en vue, sur des produits et services qui vont à leur tour se démocratiser industriellement. Le rêve de les démocratiser au point de se substituer partout aux produits et services écologiquement méchants et de les concurrencer d'une manière décisive tenaille les amateurs d'alternatives aux méfaits de l'économie actuelle. Il reste prisonnier des profits monétaires et de l'économie de marché. Les emplois nouveaux créés par l'agriculture bio ne résisteront pas plus aux plans sociaux que les précédents.

### *Le terreau du terrorisme*

La clientélisation des produits et services a pour principal et paradoxal effet d'homogénéiser les désirs par leur polarisation vers un « haut » inatteignable. Aux bas échelons de la pyramide, les usagers doivent se contenter de simulacres ou citations (fourrure artificielle, imitation « bois »). Tout en haut, où tel tableau de maître, fantaisie ou bijou, auraient pu être achetés encore plus cher, la hauteur du prix devient l'objet même de l'achat.

L'imaginaire argentique soude, malgré les difficultés rencontrées, l'ensemble des classes, peuples et religions. La sélection par le fric, le darwinisme argentique, associés au mérite, au destin, sont encore et partout largement acceptés. Aussi douloureux soient-ils, l'ensemble des décideurs et des usagers de la planète entière les partagent : il n'y a pas d'alternative !

En choisissant son article l'acheteur ressent ou exprime son appartenance de classe. Il en joue pour se faire reconnaître de ses pairs et se singulariser, au sein de sa classe, comme tirant profit mieux qu'un autre des conditions qui lui sont imposées. Il en donne tous les signes, entre bon-chic-bon-genre - ne surtout pas *trop* se distinguer - et touche personnelle qui confirme les règles du milieu. L'invitation à travailler plus

pour gagner plus se traduit en gagner plus pour se distinguer mieux, sur un pallier social défini par la hauteur moyenne des revenus.

La montée en puissance des « valeurs » rassembleuses, transversales, comme la défense de la nation, de la race, du peuple, le respect des lois naturelles ou divines, signalent des troubles dans l'attraction universelle de l'argent. La concurrence économique mondiale, qui interdit aux régions de se nourrir elles-mêmes, l'exclusion des campagnes, des centres-ville, du marché de l'emploi, la surveillance spéciale des classes et races tenues pour dangereuses du fait même de leur exclusion, créent des syndromes d'infériorité, de mépris, de repli communautaire, où l'imaginaire argentique bafoué rêve encore et crie vengeance. La terreur devient alors un produit d'appel.

## □ 2. *Dans une économie sans argent toutes les offres sont calculées pour y donner accès*

Ce calcul vise nécessairement le nombre des usagers qui vont y répondre à tel moment et dans telle aire géographique. Il prend en compte la capacité de renouveler l'expérience de l'offre dans la durée, sa modification en fonction des retours d'expérience et sa qualité. A première vue rien là de nouveau, sauf que, dans l'hypothèse de la désargence, l'intérêt de l'offre n'est plus ciblé en fonction des profits qu'ils promettent. Il est directement perçu et rapporté à l'usage et à la participation personnelle et relocalisée de chaque usager. L'usage qui en est fait par les usagers n'est plus médié par le budget dont ils disposent. La symbolique de supériorité qui s'attache à ce qui a été choisi par les classes les mieux pourvues en matière de dépense ne joue donc plus.

Tout usage « croise », à notre insu, des champs d'activité très divers. Dans un sociotope argentique, le croisement réfléchi des expériences n'a en général qu'un caractère exceptionnel. Les branches d'activités se développent indépendamment les unes des autres. Un emprunt technique se vit comme un

empiètement ou un vol<sup>9</sup>. Dans un sociotope sans argent, ce croisement n'étant plus déterminé par ce qui est monétirement le plus profitable pour les branches concernées, des croisements peuvent être recherchés, cultivés sans qu'elles y fassent obstacle. Au moment de leur mise en œuvre, les économies d'échelle *argentique* (ça coûte moins d'*argent* en faisant en plus grand nombre) ne jouent plus. La relocalisation générale des activités permet d'échapper à l'industrialisation argentique à vocation mondialisatrice. Elle n'en restera pas moins ouverte à des phénomènes de mode et développera probablement de nouvelles coutumes, à l'instar de celles d'autrefois, que l'homogénéisation des modes de vie par l'argent a rendues « folkloriques »<sup>10</sup>.

---

<sup>9</sup> Les aventures comme celles de l'aérotrain Bertin, qui menaçait « le rail » et fut abandonné (et ses maquettes expérimentales détruites !) ne risquent donc plus de se reproduire. V. Wikipédia.

<sup>10</sup> ...et « sauvées » en tant que produit touristique !

En ce qui concerne l'offre des produits et services directement liés aux contraintes de base (alimentation, hygiène, transports), leur usage n'étant plus soumis à un achat, une égale qualité peut désormais être recherchée pour tous les produits et services. Ce point mérite une attention particulière. Car il arrivera que tel produit, tel service, soient moins bons ou moins performants que celui dont nous avait l'habitude ou que ce que nous en attendions. Mais *cette éventualité ne reproduira pas pour autant les hauts et bas de gamme.*

Aujourd'hui, côté « produits », quand nous choisissons nous-mêmes des fruits à l'étalage, des fruits véreux ou tavelés échappent malgré tout à notre attention. Nous aurions donc pu nous offrir pour le même prix un kilo de pommes saines. Nous ne manquons pas de soupçonner celui qui nous a vendu « ses » pommes de savoir qu'il nous faudrait en jeter la moitié. *Tous des voleurs...* Dans un sociotope sans argent nous serons prévenus, par affiche ou *nous saurons*, tout simplement, que, les pommes étant vierges de tout pesticide, celles-là ont été, cette année, davantage attaquées par les insectes. Le sachant, nous en prendrons donc un peu plus. Nous pardonnerons volontiers aux producteurs de n'avoir pas fait un tri préalable : même en faisant très attention, des fruits douteux leur auraient, comme à nous, échappé. Les sévères dispositifs de calibrage qui éliminent aujourd'hui un bon tiers de ce qui serait mangeable et participent au soutien des cours ne seront plus de rigueur.

Côté « services », nous constatons couramment que les spécialistes ne sont pas tous aussi doués pour nous aider à exposer nos problèmes et les résoudre. Nous ressentons leur air lointain comme des indices d'incapacité ou une défense. Leurs digressions, une certaine façon de répondre à côté, de se réfugier derrière des proverbes, de sourire à quinze mètres, nous font douter de leurs compétences. Nous les soupçonnons d'avoir reçu leurs diplômes sans se fatiguer, grâce à leur entregent ou parce qu'il fallait remplir les postes.

L'usage de l'argent étant aboli, les relations que nous avons avec eux prendront, elles aussi, une tout autre tournure. Ayant accepté de faire des études parfois longues et difficiles sans en attendre d'autre bénéfice que celui d'exercer ce métier, ils adapteront leur emploi du temps à la demande des usagers et non plus les clients à un emploi du temps d'autant plus enrichissant pour eux qu'il est plus chargé. Ils auront le temps de nous écouter. Ils ne nous attendront pas munis d'une grille de cas qu'ils seront pressés de reconnaître dans le nôtre pour lui appliquer ce que l'état actuel des connaissances, sous la houlette jalouse des industriels et des directeurs de recherche, ordonne ou recommande. Ils mettront leurs savoirs et savoir-faire en jeu. Qu'il s'agisse de santé, d'orientation, de logement, ils interviendront dans l'esprit d'une expérience partagée, plus ou moins riche en hypothèses. Ils pourront, comme tous les usagers personnellement investis dans une activité, publiquement et sans honte signaler les problèmes, demander de l'aide, de nouvelles études, agir à plusieurs, en impliquant chaque fois les usagers qui font appel à leurs services. Mais cette implication aura un tout autre caractère qu'aujourd'hui.

### *Le jour où nous perdrons le salariat*

Tout autre en quoi et pourquoi ?

Une remarque qui n'a apparemment rien à voir avec le sujet permet de le faire comprendre. Si la sardine et la lotte, actuellement considérées comme de bas et haut de gamme dans l'échelle de la poissonnerie, étaient vendues au même prix, les usagers des classes moyennes ou supérieures seraient libres de préférer sans honte la première à la seconde. Quand nous aurons accès (sans achat) à toutes les espèces de poissons et produits de la mer, notre expérience du poisson pourra s'élargir à l'ensemble de la pêche, et si nous reprenons indéfiniment le même article, ce sera bien « pour lui » et la façon dont « nous » l'accompagnons.

Transposons cette remarque à la façon dont seront traitées l'ensemble des activités. Le salariat étant aboli, que restera-t-il de l'attraction vers les activités les mieux payées, et donc considérées comme « haut de gamme », qu'il s'agisse d'activités classées « manuelles » ou « intellectuelles » ? L'argent ne jouera plus dans le choix. Ce choix dépendra de ce qui est en jeu dans l'activité elle-même, de son intérêt propre et de celui qu'elle présente sur place aux équipiers qui s'y investissent. L'abolition du salariat met toutes les activités sur le même plan : il n'y a plus de métiers de hauts et bas de gamme. Les ci-devant travailleurs n'ont plus de souci de carrière. Ils peuvent se découvrir des intérêts nouveaux dans tous les domaines. Les formations « sur le tas » ne sont pas considérées comme inférieures aux formations scolaires.

Aujourd'hui, *quand nous perdons notre emploi*, les formations que nous avons reçues

sont prises en compte pour nous en trouver un autre aussi bien payé, si possible, sinon mieux, que l'ancien. Nous sommes prêts à accepter des contraintes encore plus dures et faire des choses qui ne nous plaisent pas.

*Le jour où nous perdrons le salariat*, tout le monde pourra s'intéresser à une activité indépendamment du salaire qui lui est lié et être heureux d'y participer, sans aspirer nécessairement à la « posséder » dans sa totalité, comme un professeur ou grand spécialiste. Nous le faisons d'ailleurs déjà et découvrons plein de subtilités et d'*« intelligence »* dans les activités réputées les plus « simples », et d'incroyables monotones dans les activités les plus « pointues ». Mais nous n'allons jamais plus loin, par paresse mentale ou crainte d'ouvrir la boîte de Pandore. Les cent premiers jours nous en donneront l'occasion.

### 3. *Les cent premiers jours*

Parmi les objections à l'abolition de l'argent les plus souvent formulées, aussi bien de la part de salariés modestes que des cadres et cadres supérieurs, ce n'est pas le bouleversement qu'elle produira dans la façon dont ils s'impliqueront dans la production qui vient en premier : c'est la ruée sur tous les articles de haut de gamme. Chez les uns, cette terreur traduit des désirs refoulés, chez d'autres un phénomène de défense. Elle est, chez tous, l'effet d'un paradigme « démocratique » qui fait primer la fonction de consommateur de produits et services<sup>9</sup>, sur la fonction productrice, elle-même réduite à la consommation d'emplois sur le marché du même nom.

L'abolition de l'argent ne se conçoit pas sans une certaine préparation des esprits. Elle est d'ailleurs en cours. Dans le domaine de l'alimentation, par exemple, des restaurants de plus en plus nombreux offrent aux clients de se servir à volonté. Dans les cantines où cet usage

a été expérimenté les usagers apprennent très vite à ne pas « se bourrer » dès le premier plat. Le retour d'expérience montre qu'il y a moins de perte que dans le système classique. Lorsque les producteurs locaux offrent de « prendre » à volonté (*« Incroyables comestibles »*), il faut activer « la prise au tas » en fin de matinée. Dans d'autres domaines, l'accumulation systématique, « faire des réserves », passe de mode. La location se substitue de plus en plus à l'achat, et le partage aussi, sous diverses formes, des entrepôts échangistes à Blablacar.

Le phénomène est-il provoqué par la réduction des budgets ou par la montée en puissance d'une certaine sagesse « décroissanciste » ? Admettons, pour ne fâcher personne, qu'elles convergent. Mais le système de signes qui répartissent les produits et services (et leurs serviteurs) en haut et bas de gamme demeure. Le phénomène en question participe de la démocratisation par la moindre dépense, et que celle-ci descende jusqu'à la gratuité absolue ne change rien à l'attrait des symboles haut de

<sup>9</sup> Dont les « démocratisés », rappelons-le, n'ont pas l'initiative.

gamme liés à la nourriture (foie gras, vins fins), aux déplacements (l'avion), à l'ameublement (vernis, marbre et cuir). Il n'en contribue pas moins à dégager des réalités enfouies sous l'ordre marchand et (ou) du chacun pour soi. On découvre que se nourrir « local » est encore et toujours possible, que « les gens » ne demandent pas mieux que d'aider, plein de talents qui ne demandent qu'une occasion pour se déclarer. Le jour où l'abolition de l'argent sera instituée, les « valeurs humaines » prêchée à longueur d'éditos charitables et convivialistes se « réaliseront » sans y faire référence.

Ce jour-là, les premiers à se jeter sur le caviar ou les vins de grand cru seront plus probablement ceux qui en ont déjà consommé que ceux qui n'en ont jamais eu les moyens. En règle générale en effet, nous allons tout droit aux rayons et aux produits qui correspondent à notre budget et aux usages qu'il nous a imposés. Le jour où les étiquettes auront disparu, sans doute certains usagers hésiteront-ils encore à prendre, dans les rayons alimentation, par exemple, des produits dont ils se détournaient habituellement. Ils finiront par le faire, en riant ou s'en cachant, peu importe. Mais les usagers les moins « regardants » pourront aussi essayer des produits qu'ils se refusaient jusque là comme indignes d'eux parce que de bas de gamme. Les ci-devant centrales d'achat en tiendront compte et tenteront de prévenir, comme cela s'est toujours fait, les ruptures de stock.

Et si ça vient à manquer ? En ce qui concerne l'alimentation, cette éventualité, dans les conditions actuelles, semblent exclue. Il y aura largement de quoi fournir, mais *pour des motifs qui devront être entièrement reconsidérés*. Car s'il y a aujourd'hui tous les fruits et légumes, les laitages et viandes qu'on « veut », nous en sommes redevables, pour une grande part, à une production où l'exploitation des enfants, l'accaparement des terres, l'usage des pesticides et autres procédés inventés pour faire face à la concurrence, abaissent constamment la qualité de la vie sociale et environnementale. Nous en sommes redevables à des importations qui maintiennent les pays exportateurs et

importateurs dans un état de dépendance réciproque, à l'avantage des pays les mieux placés dans la course aux profits monétaires, et pas du tout par solidarité. Nous en sommes redevables à la monétisation de toute chose à travers des hauts de gamme attractifs, hautement symboliques, puissamment éclairés par la pub, et leur partage final sous forme de bas de gamme, dont la réalisation en série fait le désert autour et derrière (elle éradique les autres possibilités et crée des pénuries de matière d'œuvre). Les profits monétaires n'entrant plus en jeu, sans doute certaines pratiques (comme l'épandage de pesticides et l'élevage en batterie) seront-elles difficiles à éradiquer du jour au lendemain, mais les lobbys n'interviendront plus ni pour les conserver, ni pour ralentir leur éviction, il sera possible de tout repenser et de renouveler le concours de pratiques et d'idées qui vont déjà dans le sens d'une utilisation qui favorise le renouvellement des ressources, la diversification et la santé, osons le mot, des espèces animales et végétales.

En ce qui concerne les objets et produits manufacturés, l'éventualité que certains d'entre eux manquent semble plus probable. Du fait de la hauteur de leurs revenus, nombre d'usagers sont encore privés de certains appareils et objets « de confort » ou ne les connaissent que sous forme de bas de gamme ou en seconde ou troisième main. A titre de réparation pour ceux qui n'ont jamais connu l'usage de logements convenables et les articles assortis, un de nos correspondants propose de leur distribuer les logements inhabités et les invendus des magasins d'ameublement et d'appareils ménagers. L'aspect justiciale de cette « mesure » nous semble prolonger le marquage discriminatoire des « pauvres » et l'environnement d'usages qui les ont imposés. Un autre propose de les associer étroitement à l'expérience des nouvelles inventions. Cette « expérience » concerne tout le monde. De bas en haut de l'échelle sociale en effet, quelle que soit la hauteur « en gamme » de ce genre d'appareils, leur mésusage est général. L'abolition de l'argent donnera l'occasion de

réfléchir à l'utilité du nombre de boutons qui flattent les utilisateurs potentiels, au fait que les indispensables appareils de chauffage et de nettoyage, les meubles de rangement que chaque foyer doit acheter, ne seraient pas aussi nécessaires si les architectes les avaient « intégrés aux murs » dès la conception des logements<sup>4</sup>. Les firmes qui exploitent l'achat individualisé des gadgets domotiques ne pourront plus surveiller et accaparer la production de brevets qui, s'ils tombaient dans d'autres mains, rendraient obsolètes leurs machins et produits.

Un grand remue-ménages est donc à prévoir, déjà largement préparé dans le cadre des ruses qui s'inventent au jour le jour et souvent sans concertation, tout au moins au départ, pour moins dépendre des médias d'Etat, nous débarrasser de la voiture, nous soigner autrement. Les réussites actuelles en matière sociale et énergétique, libérées de leurs entraves monétaires, pourront s'expérimenter sur différentes échelles. Ce sera le moment, pour les « alternatives » actuellement en vogue mais largement fantasmées, de prouver leur sérieux.

L'abolition du salariat aura des effets directs sur l'agencement des tâches, aujourd'hui ordonnées selon le haut et bas de gamme physique (les tâches de force ou répétitives tout en bas) et celui qui concerne le commandement (du petit chef au PDG). Vous n'aurez plus honte de préférer les travaux répétitifs, d'aider plutôt que de décider. On n'attendra plus d'avoir de l'argent pour éliminer les tâches ingrates. L'invention de procédés et machines qui les éliminent ne sera plus vécue comme une menace, ni pour ceux à qui elles font perdre leur emploi, ni pour ceux à qui elle fait perdre leur domination professionnelle. La quantité des inventions et applications ne dépendront plus du haut de gamme professionnel institué par les diplômes. N'importe qui pourra

avoir « une idée » et la dire. Celle de la soumettre au vote pour l'expérimenter ne viendra plus à personne : on pourra en faire l'essai directement et dans les plus brefs délais à différentes échelles.

Comment réagiront ceux qui sont aujourd'hui personnellement et fortement investis dans leur activité professionnelle devant l'afflux possible de candidats aux mêmes activités ? L'expérience du maintien des « anciens » dans certaines entreprises, qui compensent ainsi leur baisse de productivité par la transmission de leurs savoir-faire aux nouveaux, s'est partout avérée positive. Leur intérêt pour le métier - et l'entreprise elle-même, quelles que soient les qualités humaines de la direction - joue à fond. Ils n'ont plus le souci de plan de carrière. Dans un sociotope sans argent, ils seront les premiers à pousser à l'éradication d'opérations qui prennent du temps mais ne font pas partie du métier (percer des murs, évacuer les gravats, nettoyages en tous genres, tâches dévolues aux apprentis à titre de test, pour les décourager plus vite et manifester la supériorité des anciens). Les premiers aussi à montrer que la mécanisation ne s'impose pas. Une des premières mesure à prendre nous semble de les convoquer, tous métiers ou activités confondues, manuelles ou intellectuelles, pour dégager les capacités qu'on attend de tous les équipiers, indépendamment de leur intérêt pour telle ou activité.

L'adage selon lequel « il n'y a pas de sots métiers » a de tout temps protesté contre le fait qu'ils étaient considérés comme plus ou moins « sots » en fonction de ce que les tâches avaient de plus ou moins trivial et des salaires en rapport. Exit l'argent : restent les activités qui vous font plaisir, vous semblent utiles, solidaires, et la liberté d'en faire l'expérience.

\*

---

<sup>4</sup> Ils ont commencé à faire, avec des succès contrastés, avec les gaines techniques et les déchets, mais continuent d'oublier les centrales d'aspiration des poussières pourtant déjà mentionnées dans un Larousse ménager datant des années 20.

*Parmi les premières objections que rencontre l'idée d'abolir l'argent et de remplacer l'échange monétarisé par un accès direct...*

## « Ils vont tout prendre !!! »

*Le témoignage-reportage qui suit montre que ce n'est pas le cas !*

### La gratiféria, un marché gratuit...



*boissons, approvisionné par les participants, sera en libre accès. »*

*\*\*\* Mars 2017*

**CHARTE :** « La Gratiféria est un "marché" entièrement gratuit, ouvert à tous, où les objets et services proposés ne donnent lieu à aucun échange monétaire (ni troc, ni réciprocité). C'est une occasion de questionner nos habitudes et de nous interroger aussi sur les idées de générosité, de recyclage, d'environnement... Cette démarche s'inscrit dans une perspective de sobriété nous invitant à la modération et au partage. C'est également une occasion de créer du lien, de donner avec plaisir et de recevoir avec simplicité. Celui qui donne propose des objets qu'il destine à tous sans exclusivité. Il dispose d'un espace pour les présenter et repart avec ceux qui n'ont pas trouvé preneur. Si plusieurs personnes souhaitent un même objet, le donneur déterminera son destinataire dans une écoute bienveillante et un souci d'équité. Un espace de partage de nourriture et de

Le marché gratuit avait lieu dans l'une des galeries marchandes du centre-ville : un comptoir à chaque bout où deux organisateurs accueillent les visiteurs, leur expliquent le principe de la gratuité et la charte. Ils insistent sur le fait qu'il n'y a aucune contrepartie, et surtout pas d'échange. Ils ont parfaitement intégré le concept de mise en accès que nous défendons. Pour l'instant, ils conçoivent ce "marché" comme une entreprise pédagogique et comme une alternative sensée compenser les méfaits du consumérisme. Ils se réfèrent à Pierre Rabhi, aux Colibris, et en reprennent les thèmes de prédilection : il faut changer l'homme pour changer le monde, les petites initiatives éteindront peu à peu l'incendie...

Ceci dit, on sent bien que cette posture (écologie, décroissance, philosophie humaniste...) ne les satisfait pas entièrement.

Leur engagement est concret mais très localisé, circonscrit à un petit domaine. Il ne suffira pas, à lui seul, à "éteindre l'incendie", pas plus qu'il n'arrivera à susciter une "convergence des luttes". Et à l'évidence, ils ont soif de pouvoir donner libre cours à leur générosité, à leur désir de changement, hâte de voir éclore quelque chose de plus radical et de plus global.

Quand je leur ai parlé de la suppression de toute monnaie, ils n'ont pas été surpris, plutôt heureux de découvrir une proposition touchant autant le local que le global. Il reste cependant un manque de réflexion qui les empêche d'imaginer comment la fin de la monnaie pourrait advenir, quelle est la faisabilité d'une société a-monnaie. Je leur ai laissé cinq exemplaires du "Porte-Monnaie" qu'ils ont accepté avec joie et m'ont promis de le faire circuler au maximum. Ce roman est en effet un prolongement de leur action autant qu'une justification théorique, et ils en ont pris conscience.

J'ai fait le tour des exposants (une petite vingtaine) et pour l'instant, cela ressemble à un vide grenier de quartier en moins fourni : quelques livres, des vêtements, du petit outillage, des bibelots...

J'ai observé qu'aucun objet d'une "valeur marchande réelle" n'est exposé (à croire que la grafiteria n'est utile que pour les objets invendables au Bon Coin...).

Du côté des visiteurs, beaucoup hésitent à prendre quelque chose, comme si "la prise au tas" pourrait paraître suspecte à l'entourage. J'ai entendu un passant dire que le principe lui plaisait bien et que la prochaine fois, il viendrait avec des objets à

donner. Je l'ai suivi un moment sans le voir prendre quoi que ce soit.

Sans doute oserait-il prendre d'un côté s'il donne de l'autre. La notion d'échange de bons procédés est à ce point incrustée dans nos cerveaux qu'il est encore difficile de l'imaginer unilatérale.

On peut toutefois espérer qu'après deux ou trois expériences semblables, on verra un quidam se débarrasser d'un VTT presque neuf, un autre repartir avec le vélo sans se poser de question (si toutefois, ce n'est pas pour le revendre au prochain "vide-grenier monétaire"!). La gratuité reste pour l'instant dans un contexte social de tout payant qui fausse les comportements et limite les potentiels d'une grafiteria. Mais, en attendant, on ne fait pas plus éducatif !

*J.-François Aupetitgendre*

# ENTRE NOUS

## La monnaie libre. Un piège à cons de haut vol !

Les "monnaies libres" commencent à prendre une place importante et méritent que l'on s'y attarde un peu si l'on ne veut pas se retrouver systématiquement en bute avec leurs propagandistes dans tous nos débats. En effet, ce type de monnaie prétend résoudre tous les problèmes posés par la monnaie classique, sans pour autant supprimer l'échange marchand, l'usage d'un convertisseur universel, le profit... Cette "alternative" est présentée comme l'avenir de l'homme, comme une nouveauté radicalement différente du système actuel.

La manœuvre est habile car elle est facile à mettre en place (tous les outils informatiques sont prêts). Elle se présente comme "révolutionnaire" car elle remet en cause le pouvoir des États, des banques, de l'oligarchie financière. En même temps, elle utilise un jargon technique qui la déguise en science nouvelle, en pratique high-tech. Elle ne change rien au système économique actuel tout en affirmant lui ôter le pouvoir de nuire. Bref, elle est séduisante et fédératrice de toutes les contestations.

Qu'en est-il en réalité ? A première vue, elle fait penser au "libertarisme" américain qui utilise toute la panoplie "libertaire" sans faire bouger d'un pouce le système consumériste et capitaliste. Tout part d'une analyse des pratiques du *Darknet*, face cachée du Net qui est utilisé par la mafia, les marchands d'armes, les pédophiles, les terroristes... Le *Darknet* emploie des techniques informatiques qui échappent à tout contrôle. Il n'y a pas de bigdata regroupant les données, pas de serveur central regroupant les utilisateurs, aucun moyen de remonter à la source d'une donnée et de retrouver une adresse IP...

Le principe est de constituer une *blockchain* constituée de membres indépendants, autonomes, anonymes, mais se faisant confiance. Une *blockchain*, c'est l'équivalent d'un livre de compte public qui stocke une copie de chaque transaction effectuée. Étant décentralisée – elle est hébergée sur des milliers d'ordinateurs et non sur un seul serveur – il est impossible de la trafiquer. Le *bitcoin* allié à une *blockchain*, est présenté comme la transition entre la société marchande actuelle est une société individualisée, libre, égalitaire. Un système non "captable" par une autorité, sans spéculation ni théaurisation possible, et qui permet le flux des échanges de biens et de services, mis en accès direct, sans intermédiaire (on pourrait quasiment entendre dans ces propos, le passage de la société marchande à la civilisation de l'accès !).

M'étant immiscé dans un groupe de réflexion sur le sujet, je viens de recevoir une documentation intéressante (voir <http://fr.duniter.org/g1-go/> ). Depuis le 8 mars dernier, une *blockchain* vient d'être lancée et regroupe 59 membres dont 6 ont constitué des "blocks". On nous annonce fièrement la création "d'une masse monétaire totale de 590,00 G1" et que "le DU<sub>G1</sub> est créé journalièrement, sur la base d'une augmentation aux équinoxes (21 mars, 21 septembre environ), pour un taux de croissance cible de c = 4,88% / équinoxe, selon la formulation différentielle d'ordre 2 : DU(t+1) = DU(t) + c<sup>2</sup> M/N / (182,625 jours)".

Ce jargon technique ne manque pas d'intérêt et fonctionne aussi bien que celui des économistes orthodoxes. Le G1, c'est l'unité de base qui est calquée sur la mesure du temps

(seconde), laquelle est stable et éternelle contrairement à toutes les références classiques (or, bourse, taux de change...). Le *DU*, c'est le Dividende Universel : le profit, la concurrence, la croissance, la valeur... Le discours reprend tous les ingrédients du capitalisme. La seule différence notable, c'est que chacun devient capitaliste et qu'aucun n'est sensé avoir plus de pouvoir que l'autre. C'est ce que l'on appelle l'égalitarisme dans sa forme la plus absurde. J'imagine mal le citoyen lambda calculer chaque mois son *DU* compte tenu du taux de croissance prévisionnel de 4,88% durant l'équinoxe en cours, ou comptabiliser "journalièrement" l'ensemble de ses flux en matières, services, connaissances...

Pour entrer dans le système, il suffit d'obtenir une *certification*, sur simple demande auprès d'un autre acteur en qui vous avez confiance et qui vous fait confiance, et de savoir utiliser les logiciels libres *Cesium* et *Sakia*. Vous recevez aussitôt de la monnaie (en réalité des bits) et pouvez réaliser des transactions... On peut faire un essai en utilisant une monnaie de test appelée *GTest*. Un tutoriel en anglais vous explique tout (il suffit de comprendre l'anglais, de savoir extraire un dossier compressé, de connaître un minimum de langage informatique...). Finalement, vous pourrez jouer avec le logiciel pour apprendre à gérer vos portefeuilles, transférer de la monnaie et certifier d'autres personnes. Formidable !!!

Au regard de nos habituels contradicteurs (style Michel Lepesant qui tente régulièrement de nous entraîner sur des débats stériles comme la distinction entre argent et monnaie), les tenants de cette monnaie libre vont faire des dégâts dans les rangs de la "désargent" et autre "société a-monétaire". Aussi, je trouverais utile et sain que chacun d'entre nous se prenne un peu la tête pour décortiquer ce projet et en faire une critique sérieuse. Je lance un appel à l'aide auprès de ceux qui manient mieux que moi la culture numérique et naviguent plus aisément dans les concepts de *cryptomonnaie*, de *blockchain*, de système *TOR*, etc... Merci, JFA.

### **Réponse de J.-Patrick à J.F.A**

Tu as raison sur le piège à cons

Je dois faire ma deuxième intervention à l'Université Populaire du Mantois et j'ai mis à mon programme une présentation des monnaies locales/alter/etc...

J'ai donc commencé à m'intéresser aux bidules sans autres supports que des bits... et qui sont des coins... à la fois parce qu'il y a une technicité intéressante et parce qu'il s'agit aussi de l'ultime (et aussi rétroactif puisque c'est une vieille revendication) glissement libéral en matière d'échanges : chacun doit pouvoir créer sa monnaie pour sa petite ou grande communauté...

Tu pointes déjà des fondements critiques.

Il n'y a pas d'autorité... Ouf, super, le renard sera enfin libre dans le poulailler !

La régulation semble reposer surtout sur des méthodes de certification des échanges...un truc totalement désincarné. Même pas de "réputation" des échangeurs comme dans Ebay...

Tout devient donc possible.

Fort à parier que des promoteurs de monnaies locales/sociales/ etc, pourraient/ pourront être tentés par de tels outils... et ceux qui ne le souhaitent pas auront bien du mal à (nous) expliquer pourquoi, c'est-à-dire en quoi leurs critiques ne s'appliqueraient pas pour partie à leurs propres objectifs et outils...

Dans tout système où le temps est directement ou pas une référence, celui qui vivra moins vieux est évidemment lésé mais tout le monde s'en accommode.

Ces systèmes, s'ils étaient nettoyés de leur dimension de substitution à la monnaie - qui consiste encore à faire usage de monnaie - confirment en tout cas l'hypothèse qui est la nôtre : il est maintenant techniquement possible de mettre en place un suivi de consommations et productions dans un système a-monétaire. ☺

### **Réponse de Marc Chinal.**

Ayant eu affaire à un partisan de la monnaie libre dans un salon, j'ai pu le désarmer assez rapidement (mais était-ce dû au fait que cet interlocuteur n'était pas très vif ?) en lui disant que cette monnaie continue d'exclure et ne résout aucun problème lié à la robotisation, l'obligation de faire tourner la monnaie coûte que coûte, pour faire des taxes qui nourrissent les services publics, etc.

Monnaie = moyen d'échange et également (et obligatoirement) outil d'exclusion.

Politiquement, je pense qu'on n'a rien à faire sur ce plan, il suffit de les laisser se planter, comme avec le revenu universel.

### **J.-F. AUPETITGENDRE**

Tu as raison, Jean-Patrick, d'insister sur "le glissement libéral" des "monnaies libres". Si chacun peut créer sa monnaie, ça peut faire rêver, mais c'est un truc de fou ! Un monde où il n'y aurait plus que des banquiers ! C'est la chaîne alimentaire qui explose, comme s'il n'y avait plus que des lions anthropophages ou des gazelles en surpâturage ! C'est le même genre de rêve que celui de l'*american way of live* : nous sommes tous capables de devenir milliardaires... Un rêve qui justifie l'agression des prédateurs et l'abandon des exclus au sort qu'ils méritent.

La certification des banquiers m'a aussi étonné : elle est présentée comme une simple formalité, comme si le système n'avait pas prévu qu'il y ait des malins et des gogos...

La valeur des biens et services étant calculée en temps, qu'est-ce qui empêche de tricher sur le temps (vendre un objet à perte de temps ou surévaluer le temps d'un autre...). En outre, qui va payer les charges du système en énergie, en outils informatiques, en compétences, en connaissances ? On retrouve le problème des externalités qui sont produites par les entreprises mais payées par la collectivité, au point que toutes les industries mondiales devraient être en faillite.

En revanche, le système informatique qui permet la monnaie libre est fabuleux : il est décentralisé (donc plus besoin des énormes bigdata que l'on nous oppose régulièrement), incontrôlable par un organisme central (donc

Par contre, effectivement, le système des "*blockhaus*" peut à mon avis être utilisé dans la phase de transition de notre société monétiste à une société post-monétaire. Car l'outil monnaie est aussi un outil de confiance. Sans monnaie, les citoyens ont peur. Je rencontre toujours et encore cet argument.

Quand j'ai parlé de "carte à puce" pour prouver que vous faites bien partie de la société "sans monnaie" (afin d'éviter la catastrophe de l'expérience "distributionniste"), la paranoïa de "qui va surveiller la carte ?" empêchait de creuser cette idée de mémoire artificielle non falsifiable.

Mais plus question de "1984" lorsqu'on utilise le système des blockchains. □

plus de flicage selon Google ou Facebook), il n'a pas de frontières et de limites géographiques (donc il peut organiser des flux du plus proche au plus lointain sans problème). Il faut vraiment que quelqu'un essaie de dresser un schéma de fonctionnement qui puisse s'adapter aussi bien à une petite communauté qu'à des flux mondiaux.

[...] je n'irai pas jusqu'à dire qu'avec le système de la *blockchain*, plus question de "1984". Je doute qu'un modèle informatique puisse être "infalsifiable". Je pense plutôt que la responsabilité, le contrôle, seraient dilués, partagés entre tous les acteurs. Si un hacker bidouille un truc qui aille contre les intérêts communs, il en aura cent pour le repérer, le contrer, l'annihiler.

Ceci dit, ce qui rend la monnaie libre (expression oxymorique) attractive, c'est peut-être moins le fait qu'elle soit une monnaie que le fait qu'elle conserve le principe de l'échange. Pour rassurer les paniqués, on pourrait même leur poser la question de savoir comment utiliser une monnaie dans le cadre d'une société sans échanges. Ils s'apercevraient vite que sans échange, la monnaie n'a plus de raison d'être. C'est peut-être une méthode pédagogique pour surmonter la panique que suscite l'idée même d'une société a-monétaire. Si l'on part d'une société sans échanges mais avec un accès organisé, cela peut être plus simple à avaler qu'une société sans argent... □

# Signaux et balises

## Démondialisation ?

**Une annonce du PARDEM:**

*Le 22 mars 2017*

« Le 4e forum de la Coordination européenne pour la sortie de l'euro, de l'Union européenne et de l'Otan, qui s'est tenu à Paris le 4 mars 2017, a été un succès. Il a rassemblé avec le **Parti de la démondialisation**, plusieurs organisations de pays membres de l'Union européenne. A noter cependant qu'aucun intervenant invité à expliquer et défendre la stratégie des Plans A et B n'est venu débattre. Ce que nous regrettons vivement.

Ce forum s'est déroulé alors que « la construction européenne » fêtera le 25 mars 2017 les 60 ans du Traité de Rome après le 25e anniversaire du Traité de Maastricht.

Un triste constat pour les peuples qui les subissent.

Tous les intervenants ont mis en évidence les conséquences catastrophiques des politiques eurolibérales infligées aux citoyens et mis en lumière l'impossibilité de réformer le système, délibérément conçu et organisé pour réduire puis supprimer la souveraineté des nations et de leurs peuples.

Entre autres initiatives, la Coordination européenne apporte son soutien à la manifestation organisée à Rome contre les célébrations du 60e anniversaire du Traité de Rome, le 25 mars 2017 et à en faire une journée de résistance au néolibéralisme et à l'Union européenne.

Le même jour, qui est aussi la fête nationale grecque, la Coordination soutient les initiatives prises par l'EPAM qui appelle à se réunir devant les ambassades de Grèce dans plusieurs capitales européennes pour dénoncer le non respect des droits de l'Homme du peuple grec, condamné à subir les politiques des institutions supranationales que sont les membres de la Troïka. »

<http://www.pardem.org/>

*Cette annonce nous intéresse !*

*Les trois raisons de prendre parti pour la démondialisation invoquées par cet appel du PARDEM tiennent en effet à l'usage de l'argent.*

*...Les conséquences catastrophiques des politiques eurolibérales...*

*...L'impossibilité de réformer le système...*

*...La réduction de la souveraineté des nations et de leurs peuples...*

*Souvenons-nous-en, dans l'ordre ou le désordre ! Pour faire autre chose qu'un appel démagogique.*

*Car le PARDEM, tout comme le Nouveau Parti Anticapitaliste et bien d'autres sont assis sur la branche qu'ils disent vouloir scier.*

*Tout autres seraient les relations entre « les » Européens, et au-delà, s'ils n'étaient plus tributaires et concurrents de l'usage de l'argent.*

*La mondialisation marchande a surtout fait des catastrophes.*

*La mondialisation de l'accès aux ressources, sans devoir passer par le truchement des banques d'Argent, intègre ce qu'elle a de positif. Elle « intéresse » tout autrement « chaque nation et ses peuples ».*

*Développez... !*



## « PAR ICI LA SORTIE »

*Le Dépôt Légal de la Bibliothèque Nationale, constatant qu'aucun **PROSPER** ne lui parvenait plus, m'a rappelé à l'obligation que j'avais de lui en envoyer. De semaine en semaine, puis de mois en mois, j'ai reporté la composition d'un nouveau numéro. Fallait-il, continuer ? Désurgence.org ne suffisait-il pas, moins cher, d'accès direct, souple, etc. ?*

*J'ai fait patienter le Dépôt Légal. Mais celui-ci, ne voyant toujours rien venir et sans doute dans l'intention de classer une fois pour toute la publication comme interrompue à telle date, s'est rendu compte qu'il manquait un Hors-Série entre le 2 et le 4. Quel Hors-série ?*

*J'ai mis du temps avant de comprendre qu'une erreur m'avait fait envoyer la dernière partie du 3<sup>e</sup> tome de **KRONIX**, titrée **CIVI 2**, en « Hors-série 4 », alors qu'il s'agissait du 3<sup>e</sup> ! Il y avait donc un trou dans la collection. Et la version envoyée, en plus, était fautive !*

*J'en ai profité pour la reprendre et comblé le trou du Hors-série 3 en composant un recueil d'articles, choisis dans les **PROSPER** 16 à 25 et titré PAR ICI LA SORTIE. Vous enerez le sommaire sur l'avant-dernière page de ce **PROSPER**-ci, le vingt-sixième.*

*Ces articles ont été choisis pour donner une vision d'ensemble des principes et de la faisabilité de la désurgence et mieux montrer comment l'idée d'abolir l'usage de l'argent, prolongeait et rompait à la fois avec celle d'abolir les profits monétaires.*

*Ce choix a eu pour effet de me réconcilier avec la revue et d'en reprendre la publication, et ceci, paradoxalement, pour la raison même qui me l'avait fait arrêter.*

*Explication...*

*A l'usage de ceux qui ont un **PROSPER** en main pour la première fois, je rappelle donc que, lorsque la revue a été « lancé », au printemps 2000, elle avait « simplement » pour objet de faire connaître un mouvement apparu en France entre les deux guerres, disparu des de la circulation des idées et notamment de l'Encyclopédia Universalis où il était encore cité dans les années 60.*

*Le modèle économique et social promu par l'Economie distributive, dite aussi Economie de l'Abondance, m'a semblé intéressant parce qu'il envisageait, dans les années 30 déjà, le versement d'un revenu universel bien avant qu'on n'en parle et qui serait financé, lui, non pas sur la*

*redistribution des profits monétaires, comme celui dont il est question aujourd'hui, mais directement sur les ressources et leur transformation.*

*Il rompait clairement avec le capitalisme en dispensant de faire des profits monétaires. Aucun « anticapitaliste » déclaré n'était (et n'est) encore allé jusque là. Il apportait la solution politique et économique que je cherchais pour réaliser économiquement et politiquement « la maîtrise de leurs usages par les usagers »*

*Son application dans sa forme originelle posait néanmoins quelques problèmes.*

*En conservant l'usage de l'argent, sa mise en œuvre aurait eu du mal à résister à une hiérarchie des revenus qui aurait reproduit les classes sociales. Il était assorti d'un « service social » qui, même rebaptisé « contrat civique » et prévu pour être de moins en moins long, n'en faisait pas moins soupçonner la perpétuation d'un contrôle social « vertical ». Il conservait aussi le modèle parlementaire...*

*Le distributisme aurait donc pu aboutir à un régime soviétique. Ce que le PC avait compris dès le début, et la raison pour laquelle il s'y était farouchement opposé comme à un concurrent.*

*De numéro en numéro, **PROSPER** a défendu l'abolition des profits monétaires, principe central du distributisme historique. Mais comment résoudre les autres problèmes ?*

*Et... qu'est-ce qui se passerait si on se servait de l'informatisation des données pour abolir l'usage même de l'argent ? Le principe central n'était-il pas conservé ? Et avec lui aboli une fois pur toutes l'échange contre argent ? Retirer l'usage de l'informatique au capital donnait une autre consistance à la maîtrise de leurs usages par les usagers.*

*En abolissant l'argent, et pas seulement les profits monétaires, **PROSPER** a fait du distributisme au carré, au cube, tout en n'en faisant plus, en tout cas plus celui qui méritait d'avoir une place dans l'histoire des idées.*

*Arrêter d'en parler ne changera pas grand-chose pour ceux qui n'en ont jamais entendu parler. Mais pour ceux qui en ont entendu parler ou qui risquent de le redécouvrir par leurs propres moyens... ?*

*Pour la première fois, aux présidentielles de 2017, l'instauration du revenu universel a été évoquée. Sans dire qu'il y en avait deux : distributiste et libéral.*

*Si le R.U. « passe », il sera libéral ! Il sera financé par la redistribution des taxes et impôts levés sur les profits monétaires qu'il faudra donc continuer de faire.*

*Il faudra le compléter par des travaux salariés et ne sera jamais jugé suffisant (il ne faut surtout pas qu'il le soit!). Les alternatives qu'il favorisera seront récupérées pour en faire des profits monétaires. La transition écologique avancera au rythme de concurrences tout aussi sauvages qu'avant. Les pratiques destructrices subsisteront.*

*On finira par en prendre conscience, et alors ? L'idée de se passer des profits monétaires resurgira, et celle d'une monnaie de compte, émise sans intérêts, etc.*

*Alors... surtout pas !*

*Epargnez-vous ce stade ! Si connaître le distributisme peut aujourd'hui servir à quelque chose, c'est pour convaincre de ne pas le faire !*

*CIVI 2, Hors-Série n°4, a été écrit tout exprès dans cette intention.*

*Dans le roman dont il est extrait, l'abolition des profits monétaires, en 2036, s'est appliquée*

*partout sauf sur le continent américain. C'est seulement en 2089 que l'usage de l'argent est aboli sur toute la planète et que les républiques américaines passent, elles, directement, de l'économie capitaliste à la désurgence.*

*Tout à la fin, parlant de son père, le narrateur écrit :*

A chaque anniversaire, il ne manquait jamais de dire qu'il était né dix ans après la chute du Mur de Berlin fin 20<sup>e</sup> et qu'à cette date, si on avait aboli les profits monétaires sans attendre 2036, la planète aurait moins souffert. Après quoi il ne disait plus un mot et prenait son air dévasté.

A chaque anniversaire ma mère le traitait d'obsédé.

En 1989, il y avait à peine un ordi pour dix mille foyers. On n'avait encore assez développé 01 pour oser penser qu'il pourrait remplacer l'argent. Mais vingt ans plus tard ? On pouvait faire *Civi 2* au début du siècle !

■■■■■

## Présidentielle 2017

*Elle a remis en cause le système électoral et ce que voulait dire « la gauche » et « la droite ».*

*Qu'est-ce que l'hypothèse de la désurgence apporte de nouveau sur ces deux points ?*

### Sur le système électoral.

JPA note : « Depuis que j'ai le droit de vote et de manière de plus en plus pressante je suis mis dans la situation de me voir contester un droit d'expression pourtant démocratique de ne pas voter, de voter nul ou de voter blanc. La justification est toujours qu'en m'abstenant, en votant blanc ou nul je favoriserais en fait un/e des prétendant/e/s. On me rend ainsi responsable des incapacités de notre système électoral à prendre en compte toute la diversité des libertés que la démocratie peut (ou pourrait) offrir en matière de prise en compte de l'expression des citoyens. Je refuse évidemment d'être rendu responsable des incuries d'un système politique qui pointe ses limites sans être capable de prendre ses responsabilités. »

*Dans l'hypothèse d'une société sans profits monétaires et sans argent, « l'expression des citoyens » c'est leur investissement dans les activités de leur choix.*

Les vocables « expression », « citoyen », « démocratie », prennent un coup de vieux. Les sociétaires ont avant tout à « savoir » ce à quoi ils emploient leurs ressources. La façon dont ils les emploient n'est plus marquée par un caractère d'irréversibilité. « Voter », un homme-une-voix, donnée comme « leur opinion », c'est de l'histoire ancienne. La « geste » politique tient dans la recherche, de la pertinence de ce que les usagers font des moyens auxquels ils ont accès et de l'accès que leur investissement donne à des produits et services dont l'usage se « fonde » sur l'expérience qu'ils en font, dont les résultats, positifs ou non, ne sont jamais acquis.

### Sur la gauche et la droite :

*La gauche n'a pas l'apanage du cœur... dixit Valéry (Giscard) et depuis Mitterand prouve qu'elle en a un en faisant au patronat des cadeaux que la droite n'aurait pas osés. Qu'il s'affiche de droite ou de gauche, le gouvernement gère un haut et bas de gamme social tenu, comme l'usage de l'argent, pour la fin de l'histoire, un usage qui, au bas de l'échelle sociale, rend et rendra la vie et ce qu'on en attend toujours plus difficile en bas qu'en*

*haut. Il fait le lit d'un « Front » qui a l'audace de faire croire qu'il est possible de recentrer la concurrence économique dans l'Hexagone et qu'elle y sera moins cruelle que dans un cadre européen ou mondial. Ledit « front » est bien « le fils » de celui dont M. Macron porte la casquette.*

*La droite et la gauche ne se sont jamais opposées qu'en surface. Leur fond de commerce électoral, la misère et l'enrichissement, instrumentalise le même ressort : celui de l'obligation « économique » d'opérer des profits monétaires sans lesquels on ne peut investir ni dans le secours des pauvres ni dans l'entreprise. Le fond de commerce écologiste, quant à lui, instrumentalise les emplois nouveaux qu'on peut attendre de la protection de l'environnement. La rémunération de ces emplois fait lui aussi dépendre les profits « écologiques » des profits monétaires.*

*Le deuxième tour de l'élection présidentielle 2017 a laissé aux votants le choix entre la créature, le Front National, et ce qui l'a engendré, des politiques néolibérales plus insécurisantes et plus encore pour ceux qui sont situés en bas de l'échelle sociale créée par l'usage de l'argent.*

*De ce choix, on a entendu des lycéens scander qu'ils ne voulaient plus. Ni Le Pen ni Macron, ni patrie ni patron. Nous non plus, sauf que nous disons pourquoi et comment.*

### **Ce qu'apporte la désargence :**

*De quoi s'agit-il ? De la maîtrise de leurs usages par les usagers.*

*La feinte démocratie actuelle instille en permanence la croyance que tout ce qu'un citoyen peut « publiquement faire », c'est de donner son opinion. Elle réduit les sociétaires à des quantités de votants et de donner une apparence de maîtrise de la situation à une classe politique.*

*Dans l'hypothèse de l'abolition de l'argent, et donc du salariat, les usagers « votent » en s'investissant dans les entreprises qui résolvent les problèmes basiques (manger, avoir un toit, etc.) en fonction de l'usage qu'ils en font.*

*La critique sociale porte sur des usages. Les usages retenus ou promus le sont sous réserve d'expérience. Ce qu'elle a de positif relève de critères qui ont à voir avec la recherche et non avec des « valeurs » posées comme éternelles et dont la proclamation est la preuve qu'elles ne sont*

*pas mises en œuvre. Les décisions portent sur l'expérience en cours et sont prises « à l'expérience ». L'expérience décide.*

*En fait ce mode de décision existe depuis les origines. La comptabilisation des préférences, des résistances, ne prend autant de place que dans le cadre de l'instrumentalisation des sociétaires par les pouvoirs en place. « L'opinion » prolonge la domination du maître sur l'esclave. Son étude, son expression, met en œuvre nombre d'appareils, d'officines, des Renseignements généraux aux Hautes études en sciences sociales, qui participent de sa création, la recrètent en permanence, la combattent ou la ratissent.*

*L'accès au pouvoir de figures comme celles de Charles De Gaulle ou d'Emmanuel Macron nous semble à cet égard instructif. Ils ne rassemblent pas autour d'opinions sur lesquelles on peut jouer toccata et fugue à l'infini mais de positions sensibles, de réflexes de salut public. Ils partent d'évidences qu'ils connaissent de l'intérieur, De Gaulle comme militaire de carrière, Macron comme banquier. Le port du grade de général et celui de gradé de Rothschild rassure les instances dominantes et leurs serviteurs. Mais ils ne les empêchent pas de « voir », l'un que l'armée n'a pas été capable de défendre la France, ce qu'il interprétera comme une bataille perdue, l'autre que la financiarisation de toute chose crée une misère de fond capable de jeter les acquis sociaux, la participation de la France à l'Europe, dans l'eau du dégagisme, recette populiste aussi primaire chez les Frontistes de Mme Le Pen que chez les Insoumis de M. Mélenchon.*

*De Gaulle, on ne s'en souvient pas assez, a quitté le pouvoir après avoir perdu un référendum qui faisait entrer la participation dans l'espace public. Comme avancée sociale, à l'époque, ce n'était pas rien. Il pouvait se le permettre. Les flous de Macron nous réservent probablement des surprises. Je ne le vois pas décréter l'abolition de profits monétaires. Mais cette abolition je ne le vois pas non plus venir de la part des écolos et gauchers qui n'ont rien d'autre à proposer.*

### **PROSPER oui.**

*Abolir les profits monétaires change « tout » : ça finira par se savoir et même se faire, et se fera mieux sans étapes intermédiaire que par petits pas.*

*En attendant je préfère l'original à la copie.*



## **Joelle Zask : La démocratie aux champs**

La Découverte 2016

« La » démocratie est aujourd’hui attaquée de partout. Démocratie, démocratie, que de crimes on commet en ton nom... Réduite à la délégation de pouvoir, elle crée une classe politique indépendante et rend le peuple introuvable. Ce peuple, Joelle Zask le retrouve où personne ne s’attendrait à le voir exister : aux champs. Il y décide de plein de choses qui intéressent le « champ » agricole, strictement réduit à celui des prairies, des vergers, des jardins partagés, des basses-cours et des étables aussi. Un champ d'action où les mains opinent à l'entraide, sur un terrain spontanément associatif, avec ses labours, semaines et récoltes saisonnières, ses foires, ses résistances à des moyens de produire et commercer qui vous font dépendre d'un marché international et vous transforment en prolétaire des prix.

Passionnante histoire de revendications inconnues, de luttes plus féroces que les luttes ouvrières, d'expériences ensevelies sous le triomphe de ceux qui les ont écrasées...

### *Exemples ?*

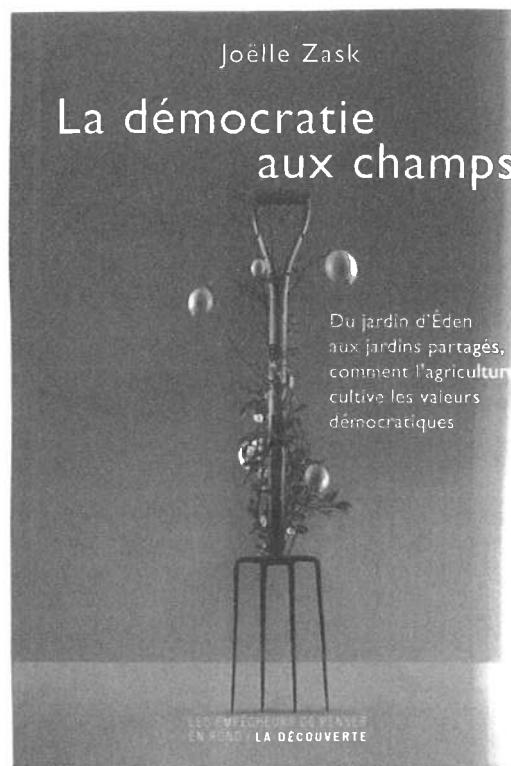
*La « guerre des paysans », en Allemagne. Elle suit de peu l'affichage des thèses de Luther, en 1517, qui a décidé de la Réforme. Les paysans souabes se battent pour le partage des biens de l'Eglise, l'abolition du servage, de la dîme de la peine de mort et d'une part des corvées. Côté gouvernement, ils s'organisent en bandes fédérées entre elles par le serment qu'elles prêtent sur un document qui tient lieu à la fois de Constitution et d'une sorte de Déclaration des droits de l'homme avant la lettre.*

*Ce document de 12 articles a été imprimé en 25000 exemplaires, ce qui est considérable pour l'époque. Chaque article énonce l'attachement aux libertés communales et aux biens communs, l'importance de l'action communale et la participation des individus, qui tous votent et s'assemblent, à la formation de structures représentatives. (p. 164 et suiv.)*

« Aux Etats-Unis où la question de la propriété agricole est abordée dès l'époque de la fondation, le passage du rail change la donne : expropriations, spéculation foncière, hausse des tarifs des emprunts bancaires et du transport ferroviaire, et baisse de ceux des produits agricoles, voilà les causes d'un important mouvement paysan qui va mobiliser entre 1867 et 1896 des centaines de milliers de personnes dans l'Ouest. Sa nature clairement démocratique étonne fortement les gens de l'époque qui eux aussi prennent les paysans pour une population attardée, conservatrice et inapte à la vie politique.

Le mouvement est un drame en trois actes dont le premier, les Granges, une sorte de guilde, est

resté dans les annales de l'histoire paysanne. Malgré son échec final, cette guilde a été une contribution majeure à l'avancée des principes démocratiques, en créant des coopératives de circuits courts qui se passaient de la médiatisation des banques, des distributeurs et des industriels, et en développant en parallèle un programme éducatif complet afin de porter l'instruction dans les fermes, d'y répandre les sciences et d'y promouvoir l'égalité des sexes. C'est dans les Etats les plus agricoles, le Kansas, le Minnesota ou le Texas, que, lors des élections de 1911, le pourcentage des paysans favorables au « socialisme », version américaine, fut le plus élevé.



Le diagnostic sur le rôle des paysans, qui s'impose lorsque, au lieu d'aborder la démocratie à travers les institutions politiques existantes, nous l'abordons à travers les pratiques quotidiennes et ordinaires, est aussi celui que fait le grand sociologue Seymour Lipset. C'est un des rares chercheurs à avoir estimé, dès sa thèse de doctorat, que les chances de la démocratie américaine étaient plus grandes aux champs qu'à la ville. En désaccord avec l'opinion générale, il établit qu'après la guerre civile les éléments les plus radicaux de la population se trouvaient dans la « ceinture de blé » des Grandes Plaines, en particulier de la province de la Saskatchewan située dans l'Ouest canadien. Or c'est dans cette province que les socialistes gagnèrent les élections et formèrent, de 1944 à 1950, l'unique gouvernement socialiste de toute l'Amérique du Nord. »

A nouveau le radicalisme des paysans surprend la majorité des gens, y compris les socialistes de l'époque : « L'existence d'un gouvernement socialiste dans la Saskatchewan rural est une source de perplexité pour tous ceux qui voudraient perpétuer le mythe du cultivateur conservateur », écrit Lipset. Selon lui, non seulement la conscience paysanne avait déjà atteint un haut degré d'intensité grâce au système communautaire depuis longtemps établi dans les campagnes, mais, en outre, les paysans infléchirent durablement, quoique progressivement, la conscience politique nationale en l'acclimatant à un socialisme démocratique dont la formule peine pourtant encore à s'imposer. Déjà, à l'époque, ni les libéraux ni les socialistes « orthodoxes » n'en voulaient ; car il présentait ce mélange « radical » de libertés individuelles et de justice sociale auquel la distinction privé/public classique ne s'appliquait pas et dans lequel les partis politiques ne se reconnaissaient pas.

Selon Lipset, il s'agissait d'un « socialisme sans doctrine » seul susceptible de mener à la « société la meilleure » qu'il chercha à décrire durant toute sa carrière. Issue d'un ancien mouvement social agrarien appelé The Cooperative Commonwealth Federation (CCF), dont la première mouture date de 1902, ce socialisme particulier s'appliqua à l'éducation – à laquelle les mouvements paysans sont très attentifs -, à la protection sociale et à la distribution des lots de terre, comme à l'organisation interne du parti et aux méthodes de gouvernement. Si le CCF tenta de contrôler la progression du rail, de la grande industrie et de la mécanisation de l'agriculture, ce

ne fut donc pas par conservatisme ou haine du progrès mais parce que ses membres savaient que l'autogouvernement et l'indépendance économiques auxquels ils étaient attachés en seraient les premières victimes.

En s'opposant au grand capitalisme industriel et à l'agriculture intensive sans pour autant souscrire aux théories marxistes, ils rassemblèrent en une même formule le projet d'un gouvernement local, un mode de vie communautaire, un système coopératif et l'idéal d'indépendance des individus librement associés.

Selon Lipset, leur « socialisme sans doctrine » apporta la preuve de la viabilité d'un parti paysan démocrate (les ouvriers s'y inscriront plus tard) en laissant des traces durables. C'est ce parti qui ouvrit la voie du progressisme, déclencha le « développement de la conscience radicaliste » et démontra que les politiques publiques étaient compatibles avec les libertés individuelles : « La coopérative de la Saskatchewan fut plus démocratique que bien des sections socialistes urbaines au Canada ou dans d'autres pays ; et elle fut plus socialiste que bien des partis qui se prétendaient socialistes parce qu'ils croyaient en la politique de nationalisation. » (p. 181)

*Suivent d'autres exemples pris au Brésil, en Italie, Allemagne, Espagne, Roumanie, Pologne et Russie. En Hongrie, entre 1890 et 1908, les paysans sont exemplaires. Ce sont eux, non les ouvriers et les citadins, qui montent au créneau, revendiquant le respect des droits des travailleurs et des libertés démocratiques...*

## Egalité de statut ou de condition ?

*Joelle Zask insiste sur « un motif récurrent dans le monde paysan : celui où les libertés morales et politiques de l'individu reposent non sur de prétendues facultés psychologiques natives qu'il faudrait respecter mais sur un environnement complet qui inclut, outre un environnement humain satisfaisant, des ressources, des moyens de travail, une habitation et, bien sûr, un coin de terre. » A l'époque, ajoute-t-elle, c'est une manière d'affirmer « l'insuffisance de la liberté intérieure et spirituelle, si importante pour Luther, et de faire redescendre la liberté sur la Terre. C'est une manière d'affirmer que les droits de l'homme implique ceux du citoyens et que ces droits ne se réalisent que s'ils sont exercés dans le contexte d'un lieu concret où vivre ».*

« Ce que les paysans considèrent comme une vérité éternelle, édictée par Dieu ou la nature, n'est

pas que tous les hommes sont des êtres partiellement divins, dotés d'une conscience de soi et devant être respectée à ce titre, mais qu'ils sont des êtres dont la conscience ne s'accomplit que par des activités qui les mobilisent tout entiers et qui satisfont aussi bien leurs besoins spirituels que leurs besoins matériels. »

*La remarque donne à réfléchir. Elle démode en effet l'égalité telle qu'elle est couramment conçue, une égalité statutaire d'humain femelle ou mâle, un homme-une-voix, qui pose que « l'homme » s'accomplit dans la citoyenneté formelle d'une opinion « exprimée » par un vote. Cette égalité réductrice, marquée par le travail des hommes de loi, qui le réduit à une unité comptable, comptabilisable, ignore par construction « les lieux concrets » où il vit.*

*Ce « lieu concret où vivre », pour les paysans, est lié à la terre, son lieu de travail. La terre implique une solidarité de fait, plus intime entre ceux qui y travaillent, qu'entre la plupart des autres travailleurs. Les saisons, les semences, les insectes, les labours, les récoltes, laissent à chacun des marges d'initiatives dont l'association concourt à grossir les ressources alimentaires qui nourrissent davantage de monde que ceux qui les produisent. Il s'ensuit que tout le monde n'est donc pas tenu de travailler la terre et que, pour la majorité, « le lieu concret où vivre » est lié aux activités domestiques, à l'atelier, à l'école, aux administrations. Si vous additionnez cette majorité des travailleurs à la minorité des travailleurs de la terre, vous avez, en totalité, des usagers dont la*

*vie est liée aux recherches, aux expériences qu'ils font dans les activités où ils s'investissent.*

*« Les travailleurs » sont locataires de ces expériences. Ils les louent en échange d'un salaire. Cette location ne les empêche pas de les aimer, un peu, beaucoup, et de s'y investir, passionnément ou pas du tout. Ils n'ont pas ou rarement en mains toutes les clés de la production comme peut l'avoir (ou s'en approcher) quiconque travaille avec les saisons, la qualité de la terre et des semences. Ils n'en donnent pas moins, aussi probants qu'aux champs, des exemples de démocratie autrement « authentiques » que celle qui nous est aujourd'hui présentée sous ce nom.*

*Les expériences anarchistes, les créateurs de start-up, les inventeurs d'alternatives, qui mettent en commun leurs moyens, fournissent plein d'exemples de démogestion - d'entente spontanée, de complicité entre des équipiers plutôt que des travailleurs postés à un lieu de supplice. Elle résiste, dans les entreprises mêmes, contre l'entrée en force d'une programmation hyper ou post taylorienne qui tend à destituer les travailleurs de leur investissement personnel et collectif.*

*Le capitalisme l'instrumentalise sous la forme d'associations déclarées à but non lucratif. Il s'agit alors d'une démogestation de rattrapage, d'une roue de secours, encore et toujours gonflée à l'argent.*

*La désurgence en fait une roue motrice, gonflée à l'accès direct que nous aurons aux choses, à l'expérience que nous en ferons et que nous arrêterons aussi librement que nous l'aurons entreprise.*

Joelle Zask a aidé à faire connaître la pensée de John Dewey.

Nous aurons l'occasion de revenir sur deux de ses ouvrages : *L'opinion publique et son double* (l'Harmattan, 1998, 2 vol.) et *La participation, essai sur les formes démocratiques de la participation* (Bord de l'eau 2013).

# **PROSPER HORS-SÉRIE 3**

## **PAR ICI LA SORTIE**

Textes choisis dans les n°16 à 25

*Le premier, Pour une démocratie majeure, écrit aux alentours de 2012, participe à sa façon aux remue-méninges provoqué par l'idée de changer de république. On notera, tout à la fin, l'incise « dans un premier temps, le recours à une monnaie émise sans intérêt, non théssaurisable, émise en fonction des richesses produites, et à terme l'abandon de la monnaie elle-même. » Nous la regrettons ! Nous l'avons néanmoins laissée comme un indice de notre passage de l'abolition des profits monétaires à celle de l'argent.*

*Le deuxième, p. 6, rue dans les brancards et titre : Neuf raisons d'abolir la monnaie et trois pour l'abolir d'urgence. Pour la petite histoire, la citation de Francis Bacon, tout à la fin, « Il est plus sage de changer beaucoup de choses qu'une seule » figurait en exergue du DESOBEIR A LA MONNAIE, d'Abelsohn et Sanders, paru la même année dans une collection du Passager Clandestin.*

*Deux articles « de fond » suivent, p. 10-18, qui aident à faire la différence entre usages et besoins. Quand ces textes ont été écrits, au début du quinquennat Hollande, on ne parlait pas encore couramment de populisme. « Les besoins », dirions-nous aujourd'hui, en relèvent, loin de leur « maîtrise » par leurs usagers mêmes. Et « les valeurs » aussi, comme PROSPER le montrera par la suite.*

*L'article De l'écologie à l'usologie, p. 19, abrégé, fait entrer la façon même dont nous « pensons » (objet de l'épistémologie), dans le débat. Penser « usages » ne fait pas la même chose que penser « choses ». Les vertus heuristiques de « la méthode U » sont en phase avec une société où la maîtrise des usagers est synonyme d'expérienciation continue.*

**Un budget sans argent p. 24, et De l'achat à l'accès ( une application générale modérée par le « proche en proche », p. 27, entrent dans les détails de gestion.**

*Gestion encore, Une démocratie sans monnaie Application aux banques, p. 31 résulte précisément de la participation d'Abelsohn et Lambert à un Colloque organisé par la Faculté des Sciences de Gestion d'Evry.*

*Deux textes courts, placés en regard, suivent (p. 42-43), dans le style dépliant : L'argent et après ? pour prévenir d'une réunion et une « grille argumentaire ».*

*P. 44, le premier article publié par PROSPER au sujet de la délégation de pouvoir. Son titre affiche clairement d'« où » nous parlons : Les décisions prises à la majorité ou du poison dans l'expérience. L'« expérience » dont il a déjà été question dans les articles précédents, sans laquelle il n'y a pas de « maîtrise » qui tienne.*

*Vient ensuite, p. 46, présenté comme une discussion, un extrait d'*Un sociotope sans argent – la transition*. C'est son deuxième « tiroir », qui envisage certains « détails » de la mise en ondes sociales de la désargence. Il figure en entier sur le site desargence.org. Le troisième est toujours en cours de rédaction.*

*Pour finir, p. 60, un compte-rendu de *L'abstraction matérielle, au-delà de la morale et de l'économie*, de Laurence Duchêne et Pierre Zaoui, où PROSPER ne se gêne pas de jouer dans la cour des grands en matière d'économie (aussi).*



# PROSPER

26

2-	
	<b>Reprise</b>
3 - 5	
	<b>Abab : Impasses des astuces monétaires</b>
6-15	
	<b>Abelsohn &amp; Sanders : Une gestion post argentique (1)</b>
16 - 25	
	<b>Billy &amp; Sanders : De l'achat à l'accès (1)</b>
	l'accès (16) ; l'échange (19); ressources (22) : gratuité (23).
26 - 27	
	<b>Présentation des APAC</b>
28-35	
	<b>Collectif: Vous avez dit « important » ?</b>
36-37	
	<b>Aupetitgendre : Le schtromppfinancier</b>
38- 47	
	<b>Collectif: Hauts et bas de gamme ?</b>
48-49	
	<b>Aupetitgendre : Ils vont tout prendre !!</b> (Reportage sur une gratiferia)
50.	
	<b>Entre nous</b>
52-55	
	<b>Signaux et balises</b>
	le Pardem / Hors-Série 3 : PAR ICI LA SORTIE / Présidentielle 2017
56-58:	
	<b>Librairie : Joelle Zask : La démocratie aux champs</b>
59	
	<b>Sommaire du Hors-série 3</b>

---

# PROSPER

Les Salles, 30570 - VALLERAUGUE  
responsable de la publication : Jean-Paul Lambert  
ISSN : 1621-5540  
*Courriel : prosper.dis@wanadoo.fr*  
desargence.org

5 €